

République Algérienne Démocratique et Publique

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Scientifique

Ecole Supérieure de Commerce

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention d'un diplôme de
Master en Sciences Financières et Comptabilité

Option : MONNAIE, FINNANCE ET BANQUES

Thème :

*« L'ajustement d'équilibre de la balance
commerciale et la problématique de la
dépréciation du Dinar Algérien »*

Présenté par :

DJELLAMI Kenza Amira Malak

Encadrant :

Pr . MERHOUN Malek

Organisme de stage : La Banque Extérieur d'Algérie (Constantine)

Période de stage : Du 16 AVRIL 2023 au 15 MAI 2023

Année universitaire : 2022 - 2023

Dédicaces

Je tiens à dédier ce mémoire de fin d'études à ma famille, qui m'a soutenu tout au long de ce parcours académique. Votre amour, vos encouragements et votre soutien indéfectible ont été une source inépuisable de motivation pour moi. Je vous suis profondément reconnaissante pour votre patience, votre compréhension et votre croyance en mes capacités.

J'aimerais également dédier ce travail à mes amis et mes proches qui m'ont soutenu de près ou de loin. Vos encouragements, vos discussions inspirantes et votre présence précieuse ont rendu ce voyage encore plus enrichissant. Je vous suis reconnaissant(e) de m'avoir accompagné(e) dans cette aventure et d'avoir partagé tant de moments mémorables.

Remerciements

Le plus grand merci s'adresse à Dieu, le Tout-Puissant, de m'avoir accordé le courage, la volonté, la santé et la patience nécessaires pour mener à bien ce modeste travail. Mes vifs et sincères remerciements vont à :

Mon encadrant, Pr. Malek MERHOUN, pour avoir accepté de diriger ce travail, pour ses précieux conseils, ses orientations et sa disponibilité tout au long de la réalisation et de mise au point de ce mémoire.

Les membres du jury pour avoir consacré leur précieux temps à lire et évaluer ce mémoire, ainsi que pour leurs remarques et critiques qui contribueront à améliorer ce travail.

Le corps enseignant et le personnel administratif de l'École Supérieure de Commerce pour toute l'aide et l'assistance qu'ils nous ont apportées tout au long de notre parcours universitaire.

Monsieur YOUSFI Fateh Salah Eddine pour son soutien et son aide. Et mon encadrant à la BEA, Monsieur Aïmen KRIBA, pour ses explications pratiques, son suivi constant pendant mon stage, ses précieux conseils et son soutien permanent, ainsi que tout le staff de la BEA, Agence 110 de Constantine.

À tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce travail.

TABLE DES MATIERE

DEDICACE

REMERCIEMENTS

LISTE DES TABLEAUX III

LISTE DES FIGURES..... V

RESUME VI

INTRODUCTION GENERALE :..... A

CHAPITRE I :LE DINAR ALGERIEN ENTRE LA DEVALUATION ET LA DEPRECIATION..... 1

INTRODUCTION DU PREMIER CHAPITRE :..... 2

SECTION 01 : GENERALITES SUR LA PERSPECTIVE D'EVOLUTION DU DINAR ALGERIEN 3

1. LA PERIODE DE 1962-1967 : 3

2. LA PERIODE DE 1967-1970 : 4

3. LA PERIODE DE 1970-1978 : 4

4. LA PERIODE DE 1978 A 1989 : 5

5. LA PERIODE DE 1990-1998 : 6

6. PERIODE DES ANNEES 2000 : 8

SECTION 02 : LA POLITIQUE DE CHANGE EN ALGERIE 9

1. LE MARCHE DES CHANGES : 9

2. LES CARACTERISTIQUES DU MARCHE DES CHANGES : 10

2.1. LES FONCTIONS DE MARCHE DES CHANGES : 11

2.2. LES COMPARTIMENTS DU MARCHE DES CHANGES : 11

2.2.1. LE MARCHE DES CHANGES AU COMPTANT (OU SPOT) : 11

2.2.2. LE MARCHE DES CHANGES A TERME : 11

2.3. LES ACTEURS DU MARCHE DES CHANGES : 11

2.3.1. LES BANQUES ET LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS : 11

2.3.2. LES BANQUES CENTRALES : 11

2.3.3. LES COURTIERIS OU BROKERS : 12

2.3.4. LES CLIENTS FINAUX : 12

2.4. LE TAUX DE CHANGE : 12

2.5. LES DIFFERENTS TYPES DU TAUX DE CHANGE : 13

2.5.1. TAUX DE CHANGE BILATERAL : 13

2.5.1.1. LE TAUX DE CHANGE NOMINAL (TCN) : 13

2.5.1.2. TAUX DE CHANGE REEL (TCR) : 13

2.5.2. LE TAUX DE CHANGE EFFECTIF « TCE » : 14

2.5.2.1. LE TAUX DE CHANGE EFFECTIF NOMINAL « TCEN » : 14

2.5.2.2. UN TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL « TCER » : 14

2.6. LE ROLE DU MARCHE DES CHANGES : 14

3. LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONALE (SMI) : 15

3.1. L'ETALON-OR (1870– 1914) : 15

3.2. L'ETALON DE CHANGE OR (1914 – 1945) : 16

3.3. LE SYSTEME DE BRETTONS WOODS (1944 – 1971) : 17

3.4. LE SYSTEME DE CHANGE ACTUEL : 18

4. LA POLITIQUE DE CHANGE EN ALGERIE 20

SECTION 03 : LA DEVALUATION, LA DEPRECIATION : COMPLEMENTARITE OU

DIVERGENCE..... 25

1. LA DEVALUATION :	25
1.1. LES CAUSES DE LA DEVALUATION :	26
1.2. LES OBJECTIFS ATTENDUS D'UNE DEVALUATION	27
1.3. LES CONSEQUENCES DE LA DEVALUATION :	28
1.3.1. EXPORTATIONS PLUS COMPETITIVES :	28
1.3.2. REDUCTION DU DEFICIT COMMERCIAL :	28
1.3.3. HAUSSE DES SALAIRES :	29
1.3.4. IMPORTATIONS PLUS CHERES :	29
1.3.5. HAUSSE DE L'INFLATION :	29
1.3.6. INDUSTRIES LOCALES MOINS COMPETITIVES :	29
1.4. LA DEVALUATION EN ALGERIE :	29
1.5. LES CONDITIONS DE REUSSITE D'UNE DEVALUATION :	30
2. LA DEPRECIATION :	31
2.1. LES CAUSES DE LA DEPRECIATION :	32
2.2. LA DEPRECIATION DU DINAR ALGERIEN :	32
2.2.1. LE CERCLE VICIEUX DE LA DEPRECIATION :	33
3. LA DISTINCTION ENTRE LA DEVALUATION ET LA DEPRECIATION :	34
CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE :	36
CHAPITRE II: L'AJUSTEMENT D'EQUILIBRE DE LA BALANCE COMMERCIALE	
L'AJUSTEMENT D'EQUILIBRE DE LA BALANCE COMMERCIALE.....	37
INTRODUCTION DU DEUXIEME CHAPITRE	38
SECTION 01 : PRESENTATION DE LA BALANCE COMMERCIALE	39
1. LES FONDEMENTS THEORIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS :	39
1.1. DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (DIT) :	39
1.2. LE PROTECTIONNISME :	39
1.2.1. LES FORMES DE PROTECTIONNISME :	40
1.2.1.1. LES BARRIERES TARIFAIRES :	40
1.2.1.2. LES BARRIERES NON TARIFAIRES :	40
1.3. LIBRE-ECHANGE :	40
1.3.1. LA THEORIE DES AVANTAGES ABSOLUS : A. SMITH	41
1.3.2. LA THEORIE DES AVANTAGES RELATIFS : D. RICARDO	41
1.3.3. LE THEOREME DE H.O.S : HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON :	42
2. LES INSTITUTIONS DU COMMERCE INTERNATIONAL :	42
2.1. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) :	42
2.2. CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED) :	43
2.3. CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC) :	43
2.4. LA BANQUE MONDIALE (BM) :	43
2.5. LA COMMISSION DES NATIONS-UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL (CNUDCI) :	44
3. NOTIONS RELATIVES AU COMMERCE EXTERIEUR :	44
3.1. LA BALANCE DES PAIEMENTS :	44
3.2. LA BALANCE COMMERCIALE :	45
3.2.1. LE TAUX DE COUVERTURE (TC) :	46
3.2.2. LES TERMES DE L'ECHANGE REEL :	46
4. MECANISME DE L'EVOLUTION ET D'AJUSTEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE :	47
4.1. L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE ALGERIENNE :	47
4.2. LES ACCORDS AVEC L'EXTERIEUR :	49
4.2.1. L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UNION EUROPEENNE (UE) :	49
4.2.2. ACCESSION DE L'ALGERIE A L'OMC :	49
4.2.3. L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC LA GRANDE ZONE ARABE (GZALE) :	50

4.3. L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE : ANALYSE STATISTIQUE	51
5. L'AJUSTEMENT DE LA BALANCE COMMERCIALE :	53
5.1. LE THÉOREME DES ELASTICITES CRITIQUES (OU CONDITION DE MARSHALL-LERNER) ..	54
5.2. LA COURBE EN J :	55
SECTION 02 : L'ÉTAT INFLATIONNISTE MONDIALE ET LA BOOSTE DES EXPORTATIONS ...	57
1. L'INFLATION :	57
1.1. NOTIONS RELATIVES A L'INFLATION :	57
1.1.1. LA DEFLATION :	57
1.1.2. LA DESINFLATION :	57
1.1.3. LA STAGFLATION :	58
1.2. LES MESURES DE L'INFLATION :	58
1.2.1. LE DEFLATEUR DU PIB :	58
1.2.2. L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IPC) :	59
1.3. LES TYPES DE L'INFLATION :	59
1.3.1. L'INFLATION LATENTE, CONTENUE, DEGUISEE OU RAMPANTE :	59
1.3.2. L'INFLATION OUVERTE :	59
1.3.3. L'INFLATION GALOPANTE OU HYPER-INFLATION :	59
1.4. LES DIFFERENTS NIVEAUX DES FORMES D'INFLATION :	60
1.5. LES CAUSES DE L'INFLATION :	60
1.5.1. L'INFLATION PAR LES COUTS :	60
1.5.2. L'INFLATION PAR LA MONNAIE :	61
1.5.3. L'INFLATION PAR LA DEMANDE :	61
1.6. LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION :	62
1.6.1. LES EFFETS NEFASTES DE L'INFLATION :	62
1.6.2. LES EFFETS POSITIFS DE L'INFLATION :	62
1.7. L'évolution de l'inflation par IPC de 2000-2021 en Algérie :	63
2. ÉVOLUTIONS DES EXPORTATIONS EN ALGERIE :	65
3. LA DEPRECIATION DU DINAR ALGERIEN ET SON IMPACT SUR LE BOOST DES EXPORTATIONS :	
67	
SECTION 03 : EXPERIENCES DE QUELQUES PAYS EN MATIERE DE DEPRECIATION	
MONETAIRE	68
1. L'ÉVOLUTION DE LA DEVISE TUNISIENNE « LE DINAR TUNISIEN TND » :	68
1.1. L'ÉVOLUTION DES REGIMES DE CHANGES DU DINAR TUNISIEN :	68
1.2. LA DEPRECIATION DU DINAR TUNISIEN ET SON IMPACT SUR LA BALANCE COMMERCIALE :	
.....	70
2. L'ÉVOLUTION DU LA LIVRE EGYPTIENNE :	73
2.1. L'ÉVOLUTION DES REGIMES DE CHANGES DE LA LIVRE EGYPTIENNE	73
2.2. LA DEPRECIATION DE LA LIVRE EGYPTIENNE ET SON IMPACT SUR LA BALANCE	
COMMERCIALE	74
3. L'ÉVOLUTION DU DOLLAR CANADIEN « \$ CA » :	77
3.1. L'ÉVOLUTION DES REGIMES DE CHANGES DU DOLLAR CANADIEN :	77
3.2. LES FLUCTUATIONS DU DOLLAR CANADIEN ET SON IMPACT SUR LA BALANCE	
COMMERCIALES :	79
3.2.1. L'ÉVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX CANADIENS :	79
3.2.2. LES FLUCTUATIONS DU COURS DE CHANGE DU DOLLAR CANADIEN VIS-A-VIS USD ET	
L'EURO :	81
3.2.3. L'IMPACT DES FLUCTUATIONS DU DOLLAR CANADIEN (DEPRECIATION/APPRECIATION)	
SUR LA BALANCE COMMERCIALE :	82
CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE :	83
CHAPITRE III : ÉTUDE EMPIRIQUE SUR L'IMPACT DE LA DEPRECIATION DU DINAR	
ALGERIEN SUR L'AJUSTEMENT D'EQUILIBRE DE LA BALANCE COMMERCIALE	84

INTRODUCTION DU TROISIEME CHAPITRE :	85
SECTION 01 : PRESENTATION DE L'ORGANISME D'ACCUEIL « LA BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE »	86
1. PRESENTATION SUCCINCTE DE LA BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE :	86
1.1. PRESENTATION DE LA BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE :	86
1.2. HISTORIQUE DE LA BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE :	86
1.3. LES OBJECTIFS DE LA BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE :	87
1.4. LES MISSIONS DE LA BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE :	87
2. STRUCTURATION DE LA BANQUE EXTERIEURE D'ALGERIE AGENCE - 110 -CONSTANTINE :	88
2.1. ANALYSE ET TRAITEMENT DE L'ORGANIGRAMME :	89
2.1.1. PRESENTATION DU SERVICE CONCERNE PAR LE STAGE, SERVICE COMMERCE EXTERIEUR :	89
SECTION 02: L'IMPACT DE LA DEPRECIATION DU DINAR SUR L'EQUILIBRE DE LA BALANCE COMMERCIALE ET LA PERFORMANCE ECONOMIQUE	91
1. LA STRUCTURE DES ECHANGES ECONOMIQUES EN ALGERIE :	91
1.1. L'EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR :	91
1.1.1. LA STRUCTURE DE L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS :	94
1.1.1.1. L'EVOLUTION DES IMPORTATIONS PAR PRODUITS	94
1.1.1.2. ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS DE MARCHANDISE PAR REGION ECONOMIQUE :	97
1.1.1.3. LES PAYS FOURNISSEURS DE L'ALGERIE :	98
1.1.2. LA STRUCTURE D'EVOLUTION DES EXPORTATIONS :	100
1.1.2.1. ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISE PAR REGION ECONOMIQUE :	101
1.1.2.2. LES PAYS CLIENTS DE L'ALGERIE :	102
2. LA VALEUR DU DINAR ALGERIEN « DZD » :	103
3. L'IMPACT DE LA DEPRECIATION DU DINAR ALGERIEN SUR LA BALANCE COMMERCIALE ET LA PERFORMANCE ECONOMIQUE :	106
3.1. THEORIE DE LA METHODE D'ELASTICITES ET DE L'EQUILIBRE EXTERNE :	107
3.1.1. LES CONDITIONS DE L'APPROCHE DE L'ELASTICITE :	108
3.1.1.1. EFFETS VARIABLES DANS LE TEMPS :	110
3.1.1.2. EFFETS VARIABLES SELON L'ELASTICITE-PRIX :	110
3.2. L'APPROCHE DE L'ABSORPTION :	111
3.3. L'APPROCHE MONETAIRE :	112
3.4. L'IMPACT DU TAUX DE CHANGE :	112
SECTION 03 : DISCUSSION DES RESULTATS	116
1. LES EXPORTATIONS :	116
2. LES IMPORTATIONS :	118
3. Les fluctuations de la valeur du dinar algérien :	119
3.1. L'IMPACT DU TC% SUR LA PERFORMANCE ECONOMIQUE :	121
4. SOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS :	122
CONCLUSION DU TROISIEME CHAPITRE :	125
CONCLUSION GENERALE :	127
BIBLIOGRAPHIE	132
ANNEXES	137

Liste des tableaux

Tableau	Titre	Page
Tableau 1	Le régime de change actuel de jure et de facto de l'Algérie	23
Tableau 2	Les trois comptes principaux de la balance des paiements	45
Tableau 3	Évolution de la balance commerciale de 2013-2021 (En milliards de dollars US)	51
Tableau 4	Évolution de l'inflation, IPC (annuel%) de 2000-2021 en Algérie	63
Tableau 5	Évolutions des exportations algériennes en 2013-2021	66
Tableau 6	L'évolution de la balance commerciale tunisienne (US\$)	70
Tableau 7	L'évolution de la balance commerciale (US\$)	74
Tableau 8	L'évolution du cours de change de la livre égyptienne vis-à-vis USD	75
Tableau 9	L'évolution de la balance commerciale (US\$)	79
Tableau 10	l'évolution du cours de change du dollar canadien	81
Tableau 11	L'évolution des échanges extérieurs Algériens de 2015 à 2021	91
Tableau 12	Décomposition des importations de biens par produit (en %)	94
Tableau 13	Les principaux pays fournisseurs de l'Algérie en 2020	98
Tableau 14	Décomposition des exportations de biens par produit (en %)	100
Tableau 15	Évolution des exportations de marchandises par région économique de 2015-2020 (en %)	101
Tableau 16	Les principaux clients des exportations pour l'Algérie en 2020	102
Tableau 17	Cours moyens annuels du dinar algérien 2010-2022	104
Tableau 18	L'évolution des exportations, des importations et de l'indice du taux de change réel effectif (TCER) de l'Algérie de 2014 à 202	114

Liste des figures

Figure	Titre	page
Figure 1	« Triangle d'incompatibilité » de Mundell	20
Figure2	Présentation du schéma du cercle vicieux	33
Figure3	Les principes des deux politiques : la dépréciation et la dévaluation	35
Figure4	Évolution de la balance commerciale de 2013-2021	53
Figure5	Représentation de la courbe en J	57
Figure6	Représentation graphique de l'évolution de l'inflation par IPC	66
Figure7	Diagramme circulaire Composition des exportations par groupes de produits en 2021	69
Figure8	Représentation de l'évolution de la balance commerciale tunisienne	74
Figure9	Représentation de l'évolution de la balance commerciale égyptienne	78
Figure10	Représentation de l'évolution de la balance commerciale canadienne	84
Figure11	Organigramme de l'agence 110 de la Banque Extérieur d'Algérie	94
Figure12	Évolution des exportations des hydrocarbures et des exportations hors hydrocarbure	97
Figure13	Représentation de L'évolution des échanges extérieurs Algériens de 2015 à 2021	98
Figure14	Représentation des importations de biens par produit (en %) de 2019-2021	101
Figure15	Évolutions de la structure des importations de marchandises par région économique en 2020	103
Figure16	Décompositions des parts par les fournisseurs de l'Algérie	104
Figure17	Représentation des dix premiers fournisseurs de l'Algérie	104
Figure18	Représentation Les exportations de biens par produits (en %) de 2019-2021	106
Figure19	Évolutions de la structure des exportations de marchandises par région économique en 2020	107
Figure20	Décompositions des parts par les clients de l'Algérie	108
Figure21	Représentation des dix premiers clients de l'Algérie	108
Figure22	L'évolution de la parité change du dinar (DZD/USD, DZD/EURO) algérien de 2010-2022	111
Figure23	Représentation d'évolutions de l'indice TCER vis-à-vis les échanges extérieurs	121
Figure24	La répartition des entreprises exportatrices par secteur d'activité	123
Figure25	Croissance des importations et contributions (%)	125
Figure26	Taux de change de Dinar Algérien (USD/EURO) par trimestre	125
Figure27	L'enchaînement de la croissance économique à travers la baisse du TCER	128
Figure28	Le projet routier la transsaharienne.	130

Résumé

TITRE : L'ajustement d'équilibre de la balance commerciale et la problématique de la dépréciation du Dinar Algérien

Résumé :

Face à la crise économique engendrée par la crise sanitaire de 2020-2021, la chute des prix des hydrocarbures et la dépréciation monétaire, le gouvernement algérien a cherché à promouvoir l'industrie locale et les exportations non pétrolières. Dans cette optique, des réformes ont été entreprises pour améliorer l'attractivité du pays auprès des investisseurs locaux et étrangers, avec la publication du nouveau code de l'investissement en juillet 2022. Toutefois, la crise a également entraîné un durcissement des barrières à l'importation, notamment par le biais de mesures telles que des interdictions sectorielles, des augmentations de taxes et des complications administratives, visant à réduire le déficit commercial et préserver les réserves de change. Certaines de ces mesures ont commencé à être assouplies en 2022. Ces mesures ainsi que d'autres risques et incertitudes continuent de représenter d'importants défis pour les entreprises étrangères qui exportent et investissent en Algérie. Malgré une inflation persistante, l'Algérie connaît une reprise progressive de son activité économique en 2021 et 2022, soutenue par la hausse des prix des hydrocarbures.

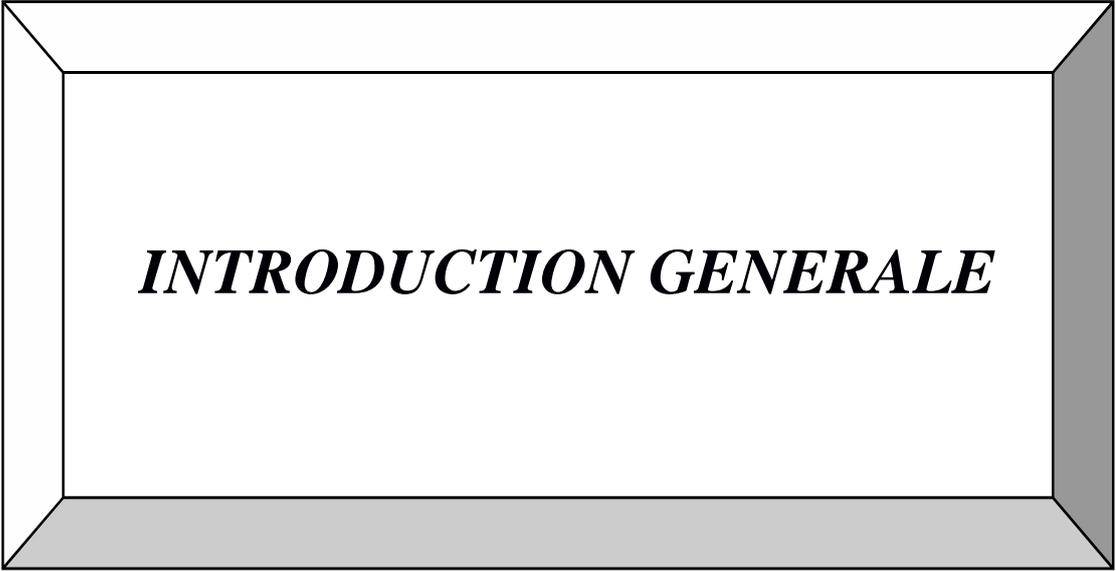
Mots clés : La dépréciation, les exportations non pétrolières, les importations, le déficit commerciale et l'inflation

TITLE: Balance of trade adjustment and the issue of Algerian Dinar depreciation.

Abstract

In the face of the economic crisis caused by the 2020-2021 health crisis, the decline in oil prices, and currency depreciation, the Algerian government has sought to promote local industry and non-oil exports. In this regard, reforms have been undertaken to enhance the country's attractiveness to both domestic and foreign investors, with the publication of the new investment code in July 2022. However, the crisis has also led to a tightening of import barriers, including measures such as sector-specific bans, tax increases, and administrative complications, aimed at reducing the trade deficit and preserving foreign exchange reserves. Some of these measures have started to be relaxed in 2022. These measures, along with other risks and uncertainties, continue to pose significant challenges for foreign companies exporting to and investing in Algeria. Despite persistent inflation, Algeria is experiencing a gradual recovery in its economic activity in 2021 and 2022, supported by the rise in oil prices.

Key words: Depreciation, non-oil exports, imports, trade deficit, and inflation.



INTRODUCTION GENERALE

Afin de s'adapter aux évolutions économiques, l'Algérie, tout comme d'autres pays en développement, a mis en place différentes politiques de change depuis la création de sa monnaie, le dinar. Ces politiques ont varié entre un taux de change fixe et un taux de change flexible contrôlé. L'objectif de cette transition était d'améliorer la compétitivité à l'échelle internationale et de stimuler la production nationale et ses exportations, dans le but d'atteindre un équilibre macroéconomique tant sur le plan interne qu'externe.

Sur ce, l'objet de ce travail de recherche peut être définie via l'élaboration et la définition d'une problématique accentuée précisément sur les facteurs clé de l'étude qui y sont l'évolution du dinar algérien et son impact sur les flux commerciaux de la balance commerciale.

1 La problématique

Suivant ce cheminement d'idées, la problématique de recherche est formulée de la manière suivante:

Quel est l'impact de la dépréciation du dinar algérien sur l'ajustement d'équilibre de la balance commerciale ?

Pour traiter cette problématique, il est nécessaire de la subdiviser en questions secondaires :

Q1 : Quelles sont les principales raisons de la dévaluation du dinar algérien?

Q2 : Comment la dévaluation du dinar algérien influe-t-elle l'ajustement de la balance commerciale ?

Q3 : Comment l'état inflationniste mondial peut booster les exportations algériennes ?

2 Les hypothèses

Afin de répondre à ces questions, on a formulé à savoir les hypothèses suivantes :

H1 : La baisse du taux change par rapport à une autre devise, le déficit budgétaire et commercial causent le recul de la valeur du dinar algérien.

H2 : D'une part, la dévaluation du dinar algérien impactant négativement sur la balance commerciale par des importations onéreuses. D'autre part, elle sert à l'augmentation de l'exportation ce qui se traduit l'ajustement de la balance commerciale.

H3 : Le renforcement des échanges extérieurs, l'élimination des barrières d'entrée et de sortie facilitent les échanges internationaux et l'accès à la mondialisation économique.

3 Justification du choix du thème

La capacité de mesurer l'ampleur de l'impact spécifique de la dépréciation monétaire du dinar et des fluctuations des échanges commerciaux peut être considérée comme un

atout considérable pour comprendre l'évolution globale de la balance commerciale et son positionnement au sein de l'économie algérienne. De plus, cela permet également de comprendre la contribution de la balance commerciale aux différentes structures financières nationales.

La présente étude a pour but d'essayer de contribuer à la mise en œuvre et l'application directe des indices et outils d'analyse et de mesure financière et économique au sein de la société sujet de l'étude.

4 Les études antérieures

- **DOUIDENE Leila, Ali HAMMOUTENE (2021)**

Cette étude a été porte sur l'internationalisation des entreprises algériennes, les enjeux de leur développement sur les marchés étrangers et les différents blocages rencontrés. Dans le but d'évaluer le potentiel algérien à l'export et de proposer des recommandations pour lever les blocages, nous nous sommes appuyés sur une étude menée entre 2020 et 2021 et qui consistait à questionner un échantillon de 80 exportateurs sur leur activité export et d'interviewer les représentants de six (6) organismes algériens dédiés à l'accompagnement à l'international. Les résultats nous ont permis d'avoir une idée sur le potentiel algérien à l'export, c'est-à-dire les secteurs prioritaires où l'Algérie détient des avantages comparatifs, d'identifier les marchés prioritaires, de connaître le potentiel algérien sur les marchés africains et de proposer des perspectives afin de booster les exportations hors hydrocarbures.

- **LEBSAIRA Meriem (2017)**

Cette étude vise à. Représenter la baisse de la valeur d'une monnaie par rapport à une où plusieurs devises. L'objectif de cet article est d'expliquer le phénomène de la dépréciation du dinar algérien et de faire connaître apparaître ses causes et ses conséquences. Ainsi il a analysé les principaux facteurs qui ont causé la dépréciation du dinar, puis il a présenté les conséquences de la dépréciation notamment son impact sur la balance des paiements, en particulier la balance commerciale et également sur le pouvoir d'achat et les entreprises.

- **ZIAD M'hamed (2021)**

L'objectif du cet article a été centré sur l'analyse et l'estimation empiriquement la nature de la relation entre la dynamique du taux de change du dinar algérien et l'évolution du commerce extérieur à l'aide de régressions en série temporelle durant la période 1990-2019. Ses résultats a indiqué que le taux de change affecte significativement les échanges

commerciaux à travers un impact important sur les exportations et le revenu national et une incidence négative sur les importations

5 Méthodologie de la recherche

Cette recherche sera basée essentiellement sur une approche descriptive et analytique, qui est une étape préliminaire de traitement de données afin de synthétiser les données recueillis et d'en tirer des informations utiles et mettre en évidence des relations qui ne seraient pas visibles autrement.

6 Structure globale du mémoire.

Ce travail de recherche sera divisé en trois chapitre.

Dans le premier chapitre, nous présenterons l'évolution du dinar algérien depuis 1962, en mettant l'accent sur la distinction entre la dévaluation et la dépréciation, ainsi que les causes associées à chacune d'elles. Nous aborderons également des notions relatives aux taux de change et au marché des changes, tout en examinant les régimes de change existants et ceux pratiqués en Algérie.

Le deuxième chapitre traitera des fondements théoriques et de l'évolution des politiques du commerce extérieur, en mettant l'accent sur les notions clés liées à la balance commerciale. Nous examinerons l'évolution et les ajustements de la balance commerciale, ainsi que les concepts de base liés à l'inflation, tels que ses différentes formes, mesures et son évolution par rapport à la progression des exportations en Algérie. En outre, nous présenterons des exemples d'expériences de certains pays en ce qui concerne la dépréciation monétaire.

Le troisième chapitre qui sera un chapitre pratique, nous tenterons d'appliquer les connaissances théoriques présentées dans les deux chapitres précédents, pour évaluer l'impact du taux de change sur la balance commerciales et la performance économique algérienne.

CHAPITRE I :

Le dinar algérien entre la dévaluation et la dépréciation

Introduction du premier chapitre :

Le dinar algérien a été introduit le 10 avril 1964¹, pour remplacer le Franc français en tant que monnaie nationale de l'Algérie, après que le pays ait obtenu son indépendance de la France en 1962, l'Algérie retrouve son indépendance monétaire. La création du dinar algérien était une étape importante dans l'histoire économique de l'Algérie, car elle a permis au pays de disposer d'une monnaie propre et stable pour soutenir son développement économique et sa croissance. Depuis lors, le dinar algérien est resté la monnaie officielle de l'Algérie et il est utilisé dans toutes les transactions économiques et commerciales du pays.

Depuis la création du dinar algérien en 1964, le dinar a connu des fluctuations importantes de sa valeur sur les marchés internationaux en raison de nombreux facteurs économiques.

La dépréciation du dinar algérien est une baisse de la valeur de la monnaie par rapport aux autres devises étrangères, ce qui signifie que les produits importés deviennent plus chers pour les consommateurs algériens. La dépréciation peut être causée par des facteurs tels que l'inflation, le déficit commercial, la baisse des prix des produits d'exportation et les sorties de capitaux étrangers.

La dévaluation, en revanche, est une baisse volontaire de la valeur de la monnaie par les autorités monétaires. Elle est souvent utilisée pour stimuler les exportations et réduire le déficit commercial, car elle rend les produits exportés moins chers et les produits importés plus chers. La dévaluation peut avoir des conséquences sur l'inflation et le pouvoir d'achat des consommateurs.

L'intérêt de ce chapitre portera sur l'évolution du dinar algérien depuis 1962 qui a été marquée par des périodes de stabilité et de fluctuations importantes en raison de facteurs économiques, politiques et sociaux. Ainsi que les dépréciations et les dévaluations en réponse aux fluctuations des marchés internationaux et aux politiques économiques du gouvernement. La gestion de la valeur de la monnaie algérienne reste un enjeu important pour le développement économique du pays.

¹**Karat-Mostefa (Farah)**, Les causes de la perte de confiance en les banques centrales, Mémoire de magister en économie, finance internationale, Université d'Oran, 2012, P62

Section 01 : Généralités sur la perspective d'évolution du dinar algérien

Après avoir obtenu son indépendance politique, l'Algérie s'est fixée pour objectif de mettre en place un système bancaire efficace et performant pour soutenir le développement économique du pays. Pour atteindre cet objectif, le pouvoir a été conduit à s'accaparer des moyens de décision économique et, en particulier à maîtriser les variables monétaires en créant des institutions aptes à s'acquitter de cette mission².

L'évolution du dinar algérien a été marquée par des fluctuations importantes ces dernières années. En effet, la valeur de la monnaie algérienne a subi des variations importantes en raison de facteurs économiques, politiques et géopolitiques. Cette évolution du dinar algérien a eu des conséquences importantes sur l'économie du pays et sur le pouvoir d'achat des citoyens. Dans cette section, nous allons étudier en détail les différents facteurs qui ont influencé l'évolution du dinar algérien au cours des dernières années et examiner les effets de ces fluctuations sur l'économie du pays. Nous allons également évaluer les politiques économiques et les plans structurels mises en place par les autorités algériennes pour faire face à cette situation. Enfin, nous nous poserons la question de savoir quelles sont les perspectives d'évolution du dinar algérien à moyen et long terme, et comment les autorités peuvent améliorer la stabilité de la monnaie nationale ?

1. La période de 1962-1967 :

La période initiale de 1962 à 1967 qui a suivi l'indépendance du pays a été caractérisée par l'absence de théorie économique et de modèle à suivre. Bien que de courte durée, cette période a été importante car elle a créé les conditions propices à la planification centralisée, à l'intervention massive et dominante de l'État malgré la faiblesse des fondements financiers et l'absence d'infrastructures.

Au moment de la création du dinar en 1964, le dinar valait 0,2 dollar américain, cela signifie qu'un dollar américain s'échangeait à 5 dinars algériens.³

À l'instar des autres pays en voie de développement, l'Algérie a choisi un modèle de développement pour affirmer sa volonté d'indépendance économique et de sa souveraineté nationale, a opté pour paradigme de développement socialiste qui met l'accent sur une forte industrialisation.

²BEDJAOI (Zahira), Synthèse sur les réformes monétaires en Algérie et leurs implications sur quelques indicateurs macroéconomiques (1962-2012), Revue d'économie et de management, Volume 12, N°1, Université de Tlemcen, P01, 01/04/2013

³Omar Bakko, Le dinar : une monnaie qui symbolise la défaillance du régime algérien, 30 NOV 2021, <https://ecoactu.ma>, consulté le 28/02/2023 à 00 :40

Alors dès 1962, l'Algérie se dote d'instruments nécessaires à l'établissement de sa souveraineté monétaire. Cela se traduit par la création d'une monnaie nationale, le dinar Algérien, et par là la création de la banque centrale algérienne. L'Algérie va opérer progressivement à l'algérianisation de son secteur bancaire. Ce fut la création de plusieurs banques.⁴ Pendant cette période, l'objectif était de mettre en place un système bancaire capable de financer le secteur public et socialiste, dans des conditions qui pouvaient permettre son épanouissement et son expansion.

2. La période de 1967-1970 :

La deuxième période est caractérisée par une forte dépendance de l'État dans tous les secteurs, en se basant sur la planification et la gestion centralisées, ce qui a permis à l'État d'adopter une politique active d'investissement dans le secteur public. Cette politique a entraîné un grand développement dans la mise en place des infrastructures, ce qui a donné lieu à une économie centralisée dirigée. Pendant cette période, des programmes ambitieux ont été mis en œuvre dans les domaines économique et social.

En Algérie, cette période a été marquée par la mise en place du Plan Triennal (1967-1969), qui était un plan à court terme et dont le volume d'investissement programmé s'élevait à 9,4 milliards de dinars. Les coûts de programmation ont été estimés à 19,58 %, ce qui signifie que les investissements restants ont été réalisés pour environ 10,52 milliards de dinars.⁵

3. La période de 1970-1978 :

La mise en application du premier plan quadriennal 1970-1973 a confirmé le choix définitif de la planification centralisée impérative comme système d'organisation, de gestion et de développement de l'économie nationale en Algérie. Après la phase d'investissement intensive du premier plan quadriennal, les autorités politiques algériennes ont fait face à des contraintes qui les ont poussés à affiner le rôle de l'intervention des banques dans le financement du secteur public. Cette nouvelle orientation a nécessité la réorganisation de toutes les structures financières du pays.

En ce qui concerne le premier plan quadriennal (1970-1973), les investissements planifiés ont dépassé un milliard de dinars, visant à renforcer la construction de l'économie socialiste, à la soutenir et à faire de la production industrielle l'un des principaux facteurs de développement. Durant cette période, le dinar algérien a connu une forte dépréciation par rapport aux devises étrangères, en raison de la politique d'investissement massif dans le secteur public et de la mise

⁴BEDJAOI (Zahira): op.cit, P103

⁵CHERAKRAK(Samir),Economic Development Strategy in Algeria:A Critical Study of the Period from 1970 to 2014,Journal of Al-Quds Open University for Research and Studies, N°38,2016, P362

en place de mesures économiques protectionnistes. En 1970, le taux de change officiel était d'environ 4,94 dinars pour un dollar américain⁶. Cette forte dépréciation a entraîné une augmentation des prix des biens importés, ce qui a contribué à la hausse de l'inflation. Depuis 1974, les pouvoirs publics décident d'aligner le Dinar algérien sur un panier de 14 monnaies⁷. « Entre 1977 et 1984, le taux de change sur le marché parallèle est passé de 1FRF/DA=1,50 à 1FRF/DA=4,00 soit une dépréciation de l'ordre de 166,6%⁸. »

4. La période de 1978 à 1989 :

Entre 1980 et 1989, l'économie algérienne était dirigée, régulée et commandée par un système de planification centralisée, sur une base quinquennale.

Le premier Plan quinquennal (1980-1984) avait des objectifs ambitieux, notamment une croissance annuelle de la Production intérieure brute de 7,1 % et un taux d'investissement représentant 48,6 % du PIB. Cependant, ces objectifs n'ont été atteints que partiellement, car la croissance réelle du PIB n'a été que de 4,3 % par an, tandis que le taux d'investissement a atteint 38 %. Les résultats en deçà des objectifs fixés s'expliquent en grande partie par deux séries de facteurs combinés. Ces performances inférieures aux objectifs ne sont cependant pas négligeables en termes absolus⁹.

Le contexte économique mondial était incertain et volatile lors de l'élaboration du deuxième Plan quinquennal (1985-1989). Par conséquent, les objectifs ont été fixés à des niveaux moins ambitieux, avec une croissance annuelle de 6,6 % de la PIB et un taux d'investissement de 40 % du PIB. Les autorités ont également cherché à donner plus d'importance relative au secteur agricole, y compris l'hydraulique, afin de réduire progressivement la dépendance alimentaire. Elles ont également cherché à recentrer le rôle de l'État vers le développement des infrastructures, à obtenir un meilleur rendement économique de l'appareil de production de valeur ajoutée matérielle, afin de réduire le niveau des interventions financières de l'État dans le secteur¹⁰.

Pour la valeur externe du dinar algérien, elle était caractérisée par une politique stable basée sur un panier de 14 monnaies des pays d'où provient la plus grosse partie des importations. Les autorités gouvernementales appliquent une politique délibérée de surévaluation du dinar afin de réduire le coût des importations et d'encourager la consommation. Dans le cadre de cette

⁶<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/PA.NUS.FCRF?locations=DZ>, consulté le 01/03/2023 à 08h30

⁷La valeur du dinar- <https://www.algeriabusiness.info/la-valeur-du-dinar/>, consulté le 01/03/2023 à 9h05

⁸ **KENNICHE (Mohamed)**, Article : Monnaie surévaluée, système de prix et dévaluation en Algérie, Cahiers du CREAD, Volume 17, N°57,06/09/2001, P 4/29

⁹Rapport N° 6607-AL, Document de la Banque mondiale, Algérie Le Plan de Développement 1985-1989 et les Perspectives à Moyen et à Long Terme, 30 septembre 1987, P13

¹⁰ Rapport N° 6607-AL, Document de la Banque mondiale : idem

politique, un nouveau système de gestion des entreprises publiques a été mis en place, comprenant notamment la Gestion Socialiste des Entreprises (GSE)¹¹.

Durant cette période, l'économie était entièrement sous le monopole de l'État, ce qui signifie que toutes les activités de production et de commercialisation sont confiées aux offices de l'État. De plus, les modalités d'accès au marché de change étaient strictement réglementées par les textes juridiques en vigueur¹².

5. La période de 1990-1998 :

L'effondrement des prix du pétrole sur le marché mondial en 1986 a eu des répercussions importantes sur l'économie algérienne, qui était fortement dépendante des exportations de pétrole. Pendant la période 1990-1998, l'Algérie a subi de nombreux changements économiques, y compris une crise de la dette extérieure (elle était de 28,6 milliards de dollars¹³ en 1990). L'économie algérienne était principalement axée sur l'industrie pétrolière, qui représentait une grande partie des exportations du pays, ce qui rend tout encore plus déroutant.

L'Algérie a adopté une politique rigoureuse de gestion de la demande en réduisant la valeur de sa monnaie nationale (la seconde dépréciation, de l'ordre de 22%, est intervenu en 1991 sous le contrôle du FMI)¹⁴. La période de 1990 à 1999 a été marquée par la transition de l'économie dirigée à l'économie de marché en Algérie. Pendant cette période, l'Algérie a connu plusieurs réformes importantes en plus de faire appel aux institutions financières internationales (IFI).

Malgré les conditions financières extrêmement défavorables, l'Algérie a réussi à maintenir son programme de réformes autonomes jusqu'en 1994. Toutefois, en raison de la détérioration croissante des conditions financières, les efforts d'auto-ajustement et de redressement économique se sont globalement soldés par un échec dans la mesure où, à partir du mois d'avril 1994 et sous la pression considérable de la contrainte financière extérieure, les autorités algériennes ont été obligées de recourir à l'appui des IFI ainsi qu'au rééchelonnement de la dette extérieure. Ce dernier rapprochement des IFI s'est traduit par la signature de deux accords :

- Un accord de confirmation (plus connu sous l'appellation d'accord "stand-by ") pour une durée d'une année (avril 1994 - mars 1995) ;

¹¹ **CHIAL (Hichem)**, Les variations du taux de change réel influencent-elles l'inégalité des revenus entre zones urbaines et rurales en Algérie ? Université de Montréal, Décembre 2003, P08

¹² **CHIAL (Hichem)** : *ibid.*, P09

¹³ **Gustave (Massiah)**, La dette algérienne et l'ordre mondial, revue confluences, N° 11, éditions L'Harmattan, été 1994, P34

¹⁴ La valeur du dinar : *op.cit*, consulté le 01/03/2023 à 23h50

- Un accord de facilité de financement élargie (plus connu sous l'appellation de "programme d'ajustement structurel") pour une période de trois années successives (avril 1995 - mars 1998)¹⁵.

L'accord "stand-by" est généralement d'une durée d'un an et vise à stabiliser l'économie à court terme en réduisant la demande pour rétablir les équilibres macroéconomiques et financiers, cette période est marquée par une nouvelle dévaluation, cette fois-ci de plus de 40% par rapport au dollar américain, est opérée, Cette dévaluation fut fortement recommandée par le FMI et la banque mondiale¹⁶. En revanche, l'accord de facilité de financement élargi, d'une durée de trois ans en général, a un objectif de moyen et long terme et se concentre sur les structures pour stimuler l'offre économique. L'État algérien soutenu par le FMI et la Banque Mondiale.

Les deux programmes de réforme structurelle visaient deux objectifs principaux, l'un à court terme et l'autre à long terme. En ce qui concerne les objectifs à court terme, il s'agit de réunir les conditions favorables pour une relance économique permettant de promouvoir une croissance soutenue. A long terme, grâce à l'impact du programme d'ajustement structurel sur les structures, il s'agit d'engendrer les variables d'ajustement qui permettent d'atténuer la forte emprise des hydrocarbures sur l'économie algérienne, et ce, à travers le développement d'une structure aussi diversifiée que possible. En d'autres termes, il s'agit de réussir le passage d'une économie rentière fondée sur l'exploitation des hydrocarbures en tant que ressource non renouvelable à une économie productive fondée sur l'exploitation de ressources perpétuellement renouvelables¹⁷.

Les objectifs du programme d'ajustement structurel de 1995-1998 visent à rétablir la stabilité monétaire afin de surmonter la phase de transition vers une économie de marché avec des coûts moins élevés¹⁸.

Pendant la période d'exécution de l'accord, le FMI fournit un prêt de 300 millions d'unités de tirage spéciales (404 millions de dollars), qui est réparti en quatre tranches de 75 millions d'unités de tirage (soit 100 millions de dollars). Au cours du même mois, l'Algérie a également conclu un accord avec la Banque mondiale pour bénéficier d'un prêt d'une valeur de 350 millions de dollars, destiné à la restructuration financière des entreprises publiques¹⁹.

¹⁵ZEMOURI (Messaoud), Revue des Sciences Économiques et de Gestion : La portée du succès du post-ajustement dans le cas de l'Algérie, N°2, 2003, P37

¹⁶ La valeur du dinar : op.cit, consulté le 01/03/2023 à 23h58

¹⁷ZEMOURI (Messaoud), op.cit., P38

¹⁸CHERAKRAK (Samir) : op.cit. P370

¹⁹بن زعرور (شكري)، مسار برامج التصحيح الهيكلي وإصلاح السياسات الاقتصادية الكلية: دراسة حالة الجزائر، شهادة دكتوراه في العلوم الاقتصادية، جامعة الجزائر 3، 2015-2016، ص 83

Un montant de 6,2 milliards de dollars a été alloué par le FMI et la Banque Mondiale dans le but de réaliser la stabilité économique globale en échange de l'application de mesures conditionnelles. L'objectif principal est de rétablir l'équilibre financier interne et externe, notamment en réduisant le taux d'inflation par la gestion de la demande globale, afin de le diminuer et de créer les conditions nécessaires pour augmenter l'offre globale. Le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements était également un objectif clé du FMI afin de soutenir la solvabilité financière de l'État²⁰.

6. Période des années 2000 :

Malgré les réformes que nous avons précédemment abordées, celles-ci restent en deçà des attentes. Bien qu'elles aient permis de rétablir les grands équilibres économiques, elles n'ont pas créé toutes les conditions nécessaires à la mise en place d'un système d'investissement durable et à la création d'emplois à long terme. C'est pourquoi le gouvernement a cherché à mettre en place de nouvelles réformes visant à apporter la flexibilité nécessaire à l'outil de production, afin de le rendre capable de se développer et de s'adapter aux changements dans un contexte économique ouvert.

L'augmentation des prix des carburants à partir du dernier trimestre de 1999 a apporté un certain soulagement financier pendant cette période, qui a été exploitée pour stimuler l'activité économique grâce à une politique financière de développement. Cela s'est reflété dans l'augmentation des dépenses publiques, où la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut PIB est passée de 28,3% en 2000 à environ 34,87% en 2003.

À partir de l'année 2000, l'Algérie a lancé trois vastes programmes d'investissement : le programme de relance économique 2001-2004, le programme de soutien à la croissance 2005-2009 et le programme complémentaire de soutien à la croissance économique 2010-2014. Ces programmes ont eu un impact considérable sur l'ensemble des secteurs économiques. Pendant cette période, l'Algérie a connu une dépense publique sans précédent depuis son indépendance, en termes de montants alloués dans ce cadre, pour un total de 222 milliards de dollars. La proportion de cette dépense a atteint des niveaux élevés par rapport au PIB²¹.

²⁰وليد عبد الحميد عايب، الآثار الاقتصادية الكلية للإنفاق الحكومي، المنهل، 2010، ص 223

²¹CHERAKRAK (Samir): op.cit. P373

Section 02 : La politique de change en Algérie

Un régime de change est un ensemble de règles et de politiques adoptées par les autorités monétaires d'un pays pour gérer le taux de change de leur monnaie par rapport à d'autres monnaies ou à une valeur de référence telle que l'or.

Le choix d'un régime de change a des implications significatives sur l'économie nationale et sur les relations commerciales avec les autres pays. Le régime de change choisi peut influencer la politique économique d'un pays, ses marges de manœuvre et son mode d'ajustement macroéconomique.

Cette section a pour objectif de résumer l'organisation du marché de change et le fonctionnement du taux de change du marché, en passant par l'historique général des régimes de change dans le monde, avant de nous concentrer sur le cas spécifique de l'Algérie.

1. Le marché des changes :

L'objectif principal de toute économie consiste à atteindre les grands équilibres du carré magique (Nicolas Kaldor), à savoir la stabilité des prix, la croissance économique, le plein-emploi et l'équilibre de la balance commerciale.

Pour maintenir l'équilibre économique interne et externe, il est essentiel de mettre en place une politique économique. Cette politique regroupe les différentes mesures adoptées par l'État pour atteindre des objectifs visant à améliorer la situation économique du pays. On distingue trois principales politiques économiques conjoncturelles : la politique monétaire, la politique budgétaire et la politique de change.

L'économie mondiale est caractérisée depuis longtemps par une amplification des processus d'ouverture et par une intensification des échanges internationaux. En ce sens, le marché des changes, constitue la première manifestation concrète de la réalité internationale.

La Banque d'Algérie a institué, par Règlement n° 95-08 du 23 Décembre 1995 relatif au marché des changes, un marché des changes qui est un marché entre banques et établissements financiers où sont traitées toutes les opérations de change (vente et achat) au comptant ou à terme entre la monnaie nationale et les devises étrangères librement convertibles, constituant ainsi le lieu de détermination des cours de change (taux de change des devises) par le libre jeu de l'offre et de la demande²².

Le marché des changes est donc le lieu où l'offres et la demandes de devises se rencontrent. Ce marché revêt une importance capitale en raison de la convertibilité des devises et de leur

²² <https://www.bank-of-algeria.dz/organisation-et-fonctionnement-du-marche-interbancaire-des-changes-2/>, consulté le 02/03/2023 à 5h00

utilisation sur les marchés à terme, ce qui a une influence sur les cours de change en termes de monnaie nationale. Chaque intervenant sur ce marché agit à la fois en tant que vendeur d'une devise et acheteur d'une autre. Il y trouvera une contrepartie ayant un intérêt opposé pour réaliser une transaction consistant à échanger une monnaie contre une autre.

En dehors des échanges touristiques, les artisans, les entreprises, les banques, les grandes institutions et même les États peuvent avoir besoin de convertir leur monnaie nationale en devise. Le marché des changes offre une solution pour ces échanges, permettant ainsi de faciliter les transactions commerciales internationales et de couvrir les risques de change liés à ces échanges.

Le marché des changes est l'endroit où est établi le taux de change, une variable macroéconomique qui revêt une grande importance pour les entreprises impliquées dans les échanges internationaux, qu'elles soient exportatrices ou importatrices. Un taux de change compétitif peut stimuler les exportations (entraînant des excédents commerciaux) et révèle nécessaire à la pérennité du processus de croissance économique à long terme. En outre, La valeur d'une monnaie par rapport à une autre, appelée cours de change ou taux de change, est déterminée par la confrontation de l'offre et de la demande. Le niveau du taux de change peut être considéré comme un indicateur de développement et de stabilité économique.

On distingue généralement, quatre types de comportements sur le marché des changes qui sont : « la spéculation, l'arbitrage, la couverture ».

2. Les caractéristiques du marché des changes :

Le marché des changes n'est pas un marché réglementé, c'est **un marché de gré à gré** c'est à dire que les transactions ne sont pas officiellement standardisées et il n'y a pas d'endroits précis tels qu'une bourse où sont centralisées les transactions et les cotations. On le nomme (Over the Counter Market) animé par des teneurs de marché (market makers) qui en assure la liquidité.

Il est considéré comme étant **un marché sans localisation physique**, les intervenants sur ce dernier sont régulièrement en contact par téléphone, télex et plus récemment par internet.

Au niveau international, **les marchés fonctionnent en continu** 24 h sur 24. Quand ils ferment en Europe, ils deviennent actifs aux Etats-Unis. Lorsque le marché de la côte ouest américain s'arrête, les transactions débutent en Extrême-Orient où elles cessent quand elles commencent en Europe. Le marché des changes « ne se couche jamais » (en dehors des week-end) et reconnaît pas les frontières et ce, grâce aux décalages horaires.

Le marché des changes n'a pas de structure centralisée et les opérations sont conclues d'un pays à l'autre par l'intermédiaire de moyens de communications très rapides.

Le marché des changes est **un marché quasi parfait**, ici intervient la notion de transparence. Tout opérateur a un libre accès aux informations pouvant avoir une influence sur les cours.

2.1. Les fonctions de marché des changes :

Le marché des changes est un ensemble de mécanismes permettant de :

- Transférer du pouvoir d'achat entre pays, c'est à dire pour régler un bien ou un service acquis à l'étranger, il faut donc détenir la monnaie de ce pays.
- Obtenir ou donner du crédit pour les transactions de commerce international.
- Minimiser l'exposition au risque de change (risque de variations des cours de change).

2.2. Les compartiments du marché des changes :

Le marché des changes se compose de deux compartiments :

2.2.1. Le marché des changes au comptant (ou spot) :

Sur le marché des changes au comptant (ou spot market) s'effectuent les transactions (vente et achat) au comptant des devises, dont la livraison (le règlement) doit s'effectuer au maximum deux jours ouvrables après la date de conclusion du contrat.

2.2.2. Le marché des changes à terme :

Sur le marché des changes à terme, les opérateurs négocient un échange de devises aujourd'hui, dont la livraison n'aura pas lieu dans deux jours comme sur les marchés au comptant, mais plus tard, par exemple dans 30 jours, 90 jours ou un autre terme négocié.

Le marché des changes à terme est un marché de gré à gré comme le marché des changes au comptant.

2.3. Les acteurs du marché des changes :

2.3.1. Les banques et les établissements financiers :

Les banques et les établissements financiers sont les plus importants opérateurs sur le marché des changes par ses fonctions : intermédiation, teneurs de marché, chargés de coter les devises, activité de centre de profit, spéculation et arbitrage pour leur propre compte. Ils sont présents sur ce marché par le biais de ses cambistes qui interviennent à la fois sur le marché interbancaire et sur le marché du détail, ils tirent leurs profits en achetant et en vendant avec marge les différentes monnaies étrangères contre la monnaie domestique et de spéculer sur le marché international de change en prenant des positions sur devises.

2.3.2. Les banques centrales :

L'intervention des banques centrales dépend de la nature du régime de change adopté

(Flottant, fixe), elles régulent les fluctuations du marché des changes par une action sur les taux d'intérêt et les cours de change.

Ses interventions révèlent un caractère particulier du fait des objectifs poursuivis :

- Acheter des devises étrangères en échange de la monnaie nationale pour éviter un accroissement trop important du cours de la monnaie nationale;
- Vendre des devises étrangères en échange de la monnaie nationale dans le but de soutenir cette dernière;
- Appliquer les mesures restrictives édictées par la réglementation de change.

2.3.3. Les courtiers ou brokers :

Les courtiers jouent un rôle essentiel sur le marché des changes en tant qu'intermédiaires et informateurs rémunérés par des commissions. Ils facilitent les transactions entre les cambistes sans gérer des positions sur le marché. Autrement dit, ce sont des intermédiaires qui, s'efforcent de trouver une contrepartie à la demande qui leur est faite²³.

2.3.4. Les clients finaux :

Les clients finaux n'interviennent pas directement sur le marché des changes, ils procèdent à des achats et à des ventes de devises en s'adressant aux banques qui ont une activité de teneur marché ou en utilisant les services des courtiers, ils regroupent ; les sociétés industrielles et commerciales cherchant à vendre leurs recettes proviennent de l'exportation (vente de devise) et à satisfaire leurs besoins nés de l'importation (achat de devise) ou de leurs investissements à l'étranger, les fonds de pension, les sociétés d'assurances plaçant une part de leurs actifs entités étrangers. Ces clients finaux interviennent aussi pour leurs besoins de couverture contre l'évolution défavorable des cours de change.

2.4. Le taux de change :

Plusieurs agents économiques, ayant des objectifs variés, interviennent sur le marché des changes. Ces agents ont tendance à privilégier leur intérêt personnel en optant pour le mode de conversion qui leur est le plus favorable.

Le cours de change ou le taux de change est le prix d'une devise exprimé en termes d'une autre devise. Le taux de change désigne la quantité de monnaie nécessaire pour obtenir une unité monétaire d'un autre pays. Une cotation de change est l'expression d'un désir d'acheter ou de vendre à un taux annoncé.

²³<https://conseilaudit.com/guides/boostez-votre-entreprise/le-marche-des-changes/> , consulté le 02/03/2023 à 5h30

« Le taux de change est la quantité de la monnaie étrangère que l'on peut acquérir avec une unité de monnaie nationale. Ce rapport exprime le prix d'une monnaie à une autre²⁴. »

Les taux de change peuvent être cotés de deux manières différentes : au certain et à l'incertain.

Dans la cotation au certain :Le taux de change est le prix d'une unité de monnaie nationale en termes de monnaie étrangère. Cette technique n'est utilisée que sur quelques places Financières. Dans la cotation à l'incertain :Le taux de change est le prix d'une unité de devise étrangère en termes de monnaie nationale. Ce mode de cotation est le plus utilisé sur les places financières.

2.5. Les différents types du taux de change :

La théorie de taux de change à recours à plusieurs définitions du cours des monnaies, La littérature économique distingue trois types de régime de change différents : un régime de change fixe, un régime de change flexible et un régime de change intermédiaire.

2.5.1. Taux de change bilatéral :

Un taux de change bilatéral fait intervenir deux monnaies : la monnaie locale et la monnaie d'un pays étranger. Nous distinguons :

2.5.1.1. Le taux de change nominal (TCN) :

Un taux de change nominal est la valeur d'une monnaie nationale ou devise par rapport à celle d'un autre pays. Il représente la quantité d'une devise étrangère que nous pouvons acquérir avec une unité d'une autre monnaie. Le taux de change nominal exprime la conversion des monnaies : c'est le prix d'une monnaie en une autre monnaie. Sa valeur dépend de l'offre et de la demande des devises sur le marché des changes²⁵.

2.5.1.2. Taux de Change Réel (TCR) :

Le taux de change réel mesure le prix relatif de deux paniers de biens, des produits nationaux par rapport aux produits étrangers en monnaie nationale ; il correspond au rapport de deux pouvoirs d'achat, c'est donc un indicateur de compétitivité-prix du pays.

Le taux de change réel mesure en définitive le pouvoir d'achat externe de la monnaie c'est son pouvoir d'achat sur les biens étrangers²⁶. Il est calculé de la manière suivante :

²⁴GEHENNE, JEAN-CLAUD, Dictionnaire thématique des sciences économiques et sociales, Dunot, Paris, 1999, Page 164

²⁵BOURI (Sarah), BADRAOUI (Chahinez), Revue Stratégie et développement : « Les déterminants du taux de change réel en Algérie - Analyse empirique - », Volume : 09 / N° : 03 (2019), Tlemcen, Algérie, P206

²⁶BIALES (Christian), http://bibliotheque.pssfp.net/livres/LE_TAUX_DE_CHANGE.pdf, consulté le 02/03/2023 à 5h40

$$\boxed{\text{TCR}=\text{TCN} (\text{P}^*/\text{P})} \dots\dots\dots(1)$$

Avec :

P et **P*** représentent respectivement le niveau des prix pour un pays local et étranger.

2.5.2. Le taux de change effectif « TCE » :

Le taux de change effectif ou multilatéral d'une monnaie est un indicateur qui peut être construit de diverses manières et il dépend de l'importance des relations commerciales avec les autres pays. Le taux de change effectif est un panier de taux de change d'une monnaie par rapport à différentes monnaies. Il peut être nominal ou réel.

2.5.2.1. Le Taux de Change Effectif Nominal « TCEN » :

Le taux de change bilatéral ne donne pas une image synthétique de la compétitivité d'un pays vis-à-vis du reste du monde car il prend seulement deux pays. En effet le taux de change effectif nominal vient pour donner cette image synthétique vis-à-vis de ces partenaires commerciaux. TCEN représente une moyenne géométrique des taux de changes nominaux. Le coefficient utilisé reflète le poids de chaque pays dans le commerce total d'un pays considéré.

2.5.2.2. Un Taux de Change Effectif Réel « TCER » :

Permet de mieux apprécier les conséquences économiques et sociales des fluctuations des taux de changes. Il est mesuré par l'indice du taux de change effectif nominal de cette monnaie multipliée par l'indice de l'inflation relative à l'économie domestique par rapport au groupe d'économies des partenaires²⁷.

2.6. Le rôle du marché des changes :

Le marché des changes a pour objectif de déterminer la valeur d'une monnaie par rapport à d'autres monnaies. Il s'agit du baromètre de l'économie mondiale. Derrière chaque devise, il y a un pays ou une zone géographique. L'appréciation d'une devise montre avant tout la bonne santé économique d'un pays. Acheter une devise, c'est un peu comme acheter une action d'un pays. La grande différence par rapport aux actions, c'est qu'il y a toujours une notion de comparaison. On achète une devise contre une autre. Pour schématiser, on espère alors que l'action du pays que l'on a acheté va grimper plus vite que l'action du pays que l'on a vendu²⁸.

²⁷BOURI (Sarah), BADRAOUI (Chahinez) : op cit, P207

²⁸<https://www.centralcharts.com/fr/gm/1-apprendre/4-forex/6-debutant/3-le-marche-des-changes> consulté le 02/03/2023 à 5h50

3. Le système monétaire internationale (SMI) :

Un système monétaire international (SMI) est un ensemble d'accords, de règles, de pratiques et d'institutions dans le cadre desquels s'effectuent les paiements liés aux échanges internationaux. Il existe une grande variété de régimes des changes, qui se distribuent entre deux extrêmes : changes fixes et changes flexibles.

Avec le développement du commerce international et la croissance des échanges monétaires internationaux, il est devenu crucial d'élaborer un système de paiements internationaux fiable et sécurisé pour la régulation de la croissance économique et la stabilité financière à l'échelle mondiale. Ce système sur lesquels s'effectuent les échanges monétaires internationaux constitue le système monétaire international.

Le système monétaire international a subi une transformation remarquable, passant d'un système de change fixe à un système de change flottant généralisé. Cette transition a entraîné l'émergence de nouveaux concepts en matière de change et de nouvelles pratiques dans la négociation des devises sur les marchés des changes.

Les caractéristiques d'un SMI ont été élaborées en trois rubriques :

- Un système de change : Soit fixe ou flexible qui décrit que la monnaie peut varier. Comme l'objectif d'un SMI est d'assurer une certaine stabilité aux taux de change, le système de change ne peut évidemment pas être le système des changes flottants, où les cours se déterminent uniquement par le jeu des offres et des demandes sur le marché des changes.
- L'étalon de référence : Il s'agit d'une monnaie ou d'un actif utilisé comme référence pour fixer les taux de change. Les étalons de référence les plus courants sont l'or, le dollar américain et l'euro.
- La liquidité internationale : Elle représente l'ensemble des moyens de paiement internationaux disponibles pour les pays afin de financer leurs déficits de balance des paiements et de maintenir leur solvabilité financière.

Le SMI a connu plusieurs régimes monétaires, tels que l'étalon-or et l'étalon de change-or, ainsi que le système de Bretton Woods avec le dollar comme monnaie de référence. Cependant, ce système a finalement été abandonné au début des années 1970, ce qui a conduit à l'émergence d'un "non-système" monétaire international.

3.1. L'étalon-or (1870– 1914) :

L'étalon-or est un système monétaire dans lequel l'unité monétaire est définie en référence à un poids fixe d'or et chaque monnaie nationale est librement convertible en or. Pour garantir cette convertibilité, la quantité de monnaie émise par la banque centrale est strictement limitée

par ses réserves d'or. Les règlements entre pays sont effectués en or. Comme chaque monnaie nationale est fixée en poids d'or, le taux de change entre deux monnaies est fixe, et égal au rapport entre les poids d'or respectifs²⁹.

La Grande-Bretagne a été le premier pays à adopter le système de l'étalon-or en 1819, en fixant le taux de change de la livre sterling à une quantité spécifique d'or. Cependant, il convient de noter que la Grande-Bretagne n'était pas la seule grande puissance économique à adopter l'étalon-or à la fin du XIXe siècle. D'autres pays, tels que les États-Unis, la France et l'Allemagne, ont également adopté le système de l'étalon-or, ce qui en a fait un système monétaire international de facto à l'époque.

3.2. L'étalon de change or (1914 – 1945) :

Après la Première Guerre mondiale, les pays européens se sont retrouvés dans une situation économique désastreuse. Les monnaies subissaient de fortes fluctuations les unes par rapport aux autres, et toutes par rapport au dollar. L'inflation était galopante en raison d'une gestion financière publique peu rigoureuse qui avait recours à la création monétaire excessive, ainsi qu'à des pénuries d'or et à un décalage entre l'offre et la demande.

En outre, sur l'initiative de la Grande-Bretagne, les pays ayant participé au conflit ont cherché à rétablir l'ordre monétaire mondial qui avait été complètement désorganisé par la guerre. Ils ont ainsi conclu les accords de Gênes (Italie) du 9 avril au 19 mai 1922, qui portaient sur l'étalon de change or « Gold exchange standard ».

Avec l'instauration de l'étalon de change or, une hiérarchie entre les monnaies a été établie : les monnaies de premier rang, ayant une parité fixée sur l'or et étant librement convertibles en or, et les monnaies de second rang, dont la parité est fixée par rapport aux monnaies de premier rang. Ce système implique également que les pays limitent leurs déficits publics qu'ils financent par la création monétaire, et fixent une nouvelle valeur pour leur unité monétaire nationale en or, donc ces accords cherchent à revenir au régime des changes fixes indirectement.

Le mécanisme de l'étalon de change or a été ébranlé par la crise de 1929. Cette période a été caractérisée par une importante dévaluation de la livre sterling par rapport au dollar, conséquence du flottement des taux de change et de l'émergence du dollar américain comme monnaie mondiale, remplaçant progressivement la livre sterling.

L'étalon-or sera définitivement abandonné. Le 21 septembre 1931, le gouvernement britannique décide d'abandonner la convertibilité de la livre sterling en or en laissant la monnaie

²⁹https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/focus-05_2010-11-22_fr.pdf, consulté le 02/03/2023 à 6h50

flotter³⁰, ce qui permet de dévaluer la livre sterling (£1 = \$3.69). La spéculation se reportant sur le dollar des États-Unis, encore convertible en or.

L'étalon-or est abandonné et le système monétaire international institué à Gênes n'a pas résisté à la crise économique. Ce sont maintenant des blocs monétaires (bloc sterling, bloc dollar, bloc franc, bloc rouble, bloc yen) qui forme un SMI qui agrège des zones impériales qui se passent de coopération internationale³¹.

3.3. Le système de Bretton Woods (1944 – 1971) :

Le système de Bretton Woods est mis en place pour définir, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les contours d'une nouvelle architecture financière internationale. Fondé sur des accords signés dès 1944 par 44 gouvernements³² alliés réunis dans le New Hampshire (États-Unis) vont adopter un régime de taux de change fixe mais ajustables. Ils établissent un nouveau cadre légal multilatéral pour les relations financières entre pays et la politique internationale d'aide au développement³³ des échanges.

Lors de cette conférence, les représentants américain et anglais, H. White et J. M. Keynes sont affrontaient sur un accord final reflètera davantage les préoccupations américaines que britanniques qui repose sur un système à taux de change fixe mais ajustable, Bretton Woods accorde une place centrale au dollar convertible en or à raison de 35 dollars l'once, toutes les devises étaient définies en or, mais en réalité, les États-Unis possédaient les deux tiers du stock mondiale d'or dans les années 50 des réserves mondiales d'or³⁴, ce qui signifie que seule la parité-or du dollar était garantie. Les autres devises étaient alors définies par rapport au dollar, le dollar s'impose immédiatement comme unité de compte internationale, dont l'objectif de réaliser une stabilité monétaire sous domination américaine.

Au cours de la conférence, deux institutions ont été créées : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et le Fonds monétaire international (FMI). Le FMI doit permettre de fournir des liquidités aux pays en difficulté pour éviter de nouvelles dévaluations et met en surveillance le Système Monétaire International, alors que la BIRD

³⁰ <https://www.lenouveleconomiste.fr/>, consulté le 02/03/2023 à 07h10

³² Vie publique.fr, Fiche thématique, 25 juin 2019, <https://www.vie-publique.fr/fiches/38285-systeme-de-bretton-woods-fmi-bird-1944-1971>, consulté le 02/03/2023 à 9h50

³⁴ **Pierre (Martin)**, 1944-1971 L'âge d'or de Bretton Woods, <http://archives.lesechos.fr/>, consulté le 02/03/2023 à 11h30

(aujourd'hui une des composantes de la Banque mondiale) doit favoriser le développement économique³⁵.

En constatant que le système de Bretton Woods dispose de trois caractéristiques :

- Change fixe, mais ajustable ;
- Convertibilité des monnaies, sous domination du dollar ;
- Nouvelles organisations : FMI et BIRD.

Depuis 1958, l'Accord monétaire européen (AME) autorise par ailleurs la convertibilité totale ou partielle des monnaies européennes. En vertu de cet accord, les banques centrales des pays Signataires se sont en effet engagées à s'échanger leur monnaie contre des dollars à des cours fixes inférieurs aux limites imposées par le FMI.

La spéculation sur le marché des changes contre le dollar, au profit du mark allemand (DM) tiré à la hausse, commence au printemps 1971 et s'accroît au cours de l'année. En vain, l'Allemagne propose alors à ses partenaires européens de laisser flotter conjointement leurs monnaies vis-à-vis du dollar. La crise monétaire atteint son paroxysme lorsque le président Richard Nixon provoque l'effondrement du système de Bretton Woods, en suspendant officiellement, le 15 août 1971, la convertibilité en or du dollar³⁶.

En décembre 1971, lors des accords du Smithsonian Institute, le dollar est dévalué (il passe de 35 à 38 dollars pour une once d'or) et les marges de fluctuations sont accrues (elles passent de $\pm 1\%$ à $\pm 2,25\%$). Dans le même temps, les autres grandes monnaies (yen, mark allemand, livre sterling, franc français notamment) sont réévaluées. L'accalmie provoquée par la coopération internationale ne dure pas. En février 1973, le dollar est de nouveau dévalué (il passe à 42 dollars pour une once d'or)³⁷. Cependant, le Dollar a été autorisé à flotter librement, ce qui a entraîné l'abandon du système de Bretton Woods au profit du système de changes flottants.

3.4. Le système de change actuel :

Au cours de la décennie qui a suivi les principes de Bretton Woods ont été abandonnés et remplacés par le change flottants, cela ouvre les portes à une plus forte mobilité des capitaux. Dans les années 1970, les économies européennes ont connu une période de turbulence économique et de fluctuations monétaires. En réponse à cela, six pays européens ont créé en

³⁵ Vie publique.fr : op.cit.

³⁶<https://www.cvce.eu/recherche/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/b09e240f-3f85-47bd-ac50-4f572488218> , consulté le 02/03/2023 à 11h00

³⁷ALAIN (Beitone),ESTELLE (Hemdane), Ouvrage. L'expérience du flottement des monnaies, Relations monétaires internationales, 2018,PP111-145

1972 le "serpent monétaire européen", qui consistait en un système de fluctuations des taux de change limitées par des marges fixes.

Cependant, ce système s'est avéré instable en raison de la divergence des politiques économiques et des taux d'inflation entre les pays membres, ce qui a conduit à de fréquentes dévaluations.

En réponse à l'instabilité du serpent monétaire européen, les membres de la Communauté économique européenne (CEE) ont cherché à trouver une solution plus stable et plus flexible pour réguler les taux de change entre les pays membres. En 1978, ils ont créé le Système monétaire européen (SME), qui consistait en un système de taux de change fixes entre les monnaies européennes, avec des marges de fluctuation plus larges que dans le serpent monétaire. Le SME a permis une plus grande stabilité des taux de change européens, tout en offrant une certaine flexibilité pour tenir compte des divergences économiques entre les pays membres. Il a également jeté les bases de la future monnaie unique européenne, l'euro, qui a été introduite en 1999³⁸.

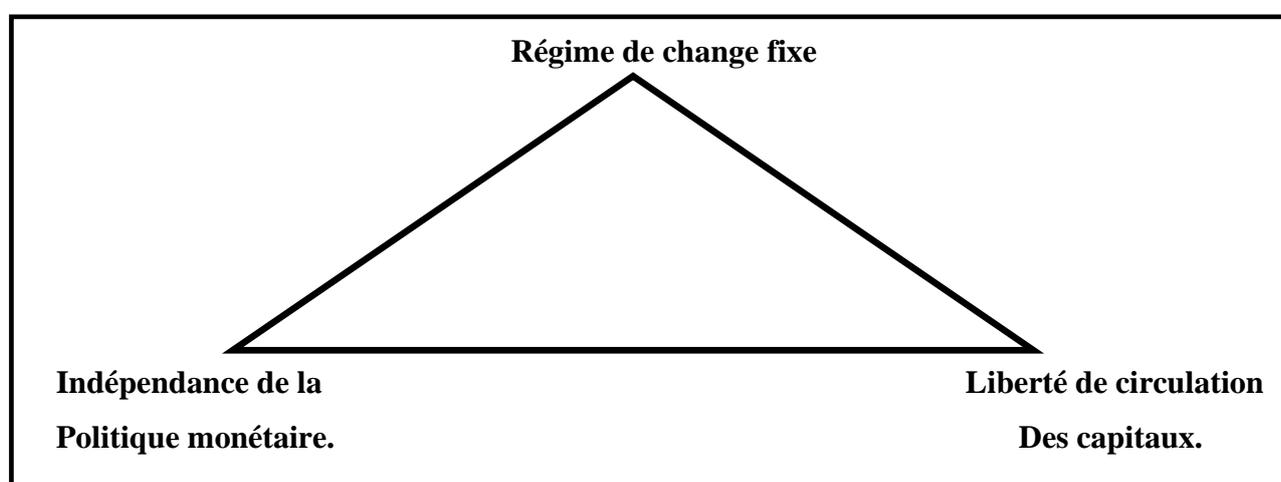
Depuis l'introduction de l'euro en 1999, le régime de taux de change flottants est devenu bipolaire, avec le dollar américain et l'euro représentant environ 80% des opérations internationales et étant les deux principales monnaies de référence. Bien que l'euro soit devenu la deuxième monnaie mondiale en termes de population, de production et de commerce international, marginalisant d'autres devises comme la livre sterling, le franc suisse et le yen, le dollar reste une monnaie mondiale avec une grande zone d'influence informelle comprenant des pays d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud-Est, y compris la Chine.

L'euro est davantage considéré comme une monnaie régionale, utilisée et référencée en Europe du Nord et de l'Est ainsi qu'en Afrique du Nord. Bien que la moitié du commerce international de l'Union européenne soit libellée en euros, cette zone est moins dynamique et moins peuplée que la zone d'influence du dollar, qui englobe l'Asie, est la monnaie de facturation des matières premières et de l'énergie, et bénéficie donc d'un effet de réseau plus étendu. En somme, le duopole entre le dollar et l'euro est asymétrique, avec la zone d'influence du dollar étant la plus peuplée et la plus dynamique.

Sion reprend le « **triangle des incompatibilités** » proposé par l'économiste canadien Robert Mundell (1932-2021), on peut définir l'évolution du SMI depuis le XIXe siècle comme le passage :

- D'un système avec des taux de change fixes, liberté de circulation des capitaux mais des politiques monétaires peu autonomes, c'est l'étalon-or ;
- A un système avec des taux de change fixes (plus ou moins ajustables), des politiques monétaires autonomes mais une liberté de circulation des capitaux réduite, ce sont les SMI qui vont de la Conférence de Gènes (1922) à celle de la Jamaïque (1976) en passant, bien évidemment par la Conférence de Bretton Woods (1944) ;
- Puis un système caractérisé par des taux de changes flottants, une autonomie des politiques monétaires et une liberté de circulation des capitaux.

Figure 1: « Triangle d'incompatibilité » de Mundell



Source : <https://www.melchior.fr>³⁹

4. La politique de change en Algérie

La classification des régimes de change a subi depuis 1998 un changement important qui reflète la difficulté souvent rencontrée pour classer les pays sur la base des régimes de change pratiqués. Avant cette date la seule approche utilisée était basée sur la simple déclaration officielle faite par chaque pays auprès du FMI, d'une part et d'autre part, aucune vérification n'était prévue pour savoir dans quelle mesure ce régime déclaré coïncide ou non avec le comportement effectif des autorités en matière de régimes de change. Cette constatation a suscité depuis, une multiplication des études économétriques et statistiques pour établir une classification, de facto, des régimes de change sur la base de maints critères.

La classification officielle des régimes de change est basée sur les notifications données par le FMI à ses membres. Du 21 janvier 1974 au 1er octobre 1994, le taux de change du dinar était

³⁹<https://www.melchior.fr/notion/triangle-de-mundell>, consulté le 02/03/2023 à 13h15

déterminé sur la base d'une relation fixe avec un panier de monnaies ajusté de temps à autre. Le 1er octobre 1994, la Banque d'Algérie instaurait un régime de flottement dirigé, en vertu duquel le taux du dinar était déterminé lors de séances quotidiennes de fixing auxquelles participaient six banques commerciales. En 1995, le régime de flottement dirigé a été mis en vigueur au moyen de séances de fixing entre la Banque d'Algérie et les banques commerciales. Un marché interbancaire des changes a été établi le 2 janvier 1996 pour permettre une libre détermination du taux de change.⁴⁰

Ce régime adopté par BC se situe entre les deux régimes extrêmes ; à savoir, le régime de parité fixe et le régime de taux de change flottant. Il s'écarte, ainsi, de la fixation purement administrative du taux de change sans, pour autant, abandonner totalement la détermination du taux de change aux seules forces des marchés internationaux. Cette relative flexibilité permet à la Banque d'Algérie d'ajuster le taux de change en fonction des déterminants structurels et macroéconomiques, internes et externes, tout en tenant compte des évolutions des taux de change des principales monnaies sur les marchés internationaux.⁴¹

La politique de change en Algérie a connu un changement avec l'abandon des plans de développement, la suppression de l'administration des prix et du monopole de l'État sur le commerce extérieur. Cela a entraîné l'élimination de la contrainte de rigidité du taux de change du dinar, qui est passé de 5,9 DA/\$ en 1988 à 35,05 DA/\$ en 1994. En 1993, l'Algérie a choisi le flottement dirigé du dinar comme régime de change, en raison des conditions économiques et des objectifs de la politique de change du pays. Les autorités monétaires ont choisi le flottement dirigé par prudence financière et parce qu'il est considéré comme la solution la moins contraignante pour l'économie algérienne⁴².

Pendant les années 2000, l'économie nationale a été soutenue par des fondamentaux solides, notamment le niveau des prix du pétrole, les dépenses publiques et le différentiel du niveau d'inflation par rapport à celui des principaux pays partenaires. Grâce à ces facteurs, le taux de change effectif réel a pu être stabilisé à son niveau d'équilibre fondamental en 2003.⁴³

Cela s'est traduit, dès cette année, par une appréciation progressive du dinar contre le dollar ; le cours passant 79,7 dinars pour un dollar en moyenne en 2002 à 64,6 dinars pour un dollar en

⁴⁰**LEKKAM (Abdelkrim Boudjelal)**, les régimes de changes adoptés par la Banque d'Algérie : pour ou contre ? , Les Cahiers du Cread, Volume 37, N°1, 29/03/2021

⁴¹Régime de change et politique de change, « Régime de change, conduite de la politique de change et évolution du taux de change du dinar 2000-2018 » 12 Oct 2020, <https://www.bank-of-algeria.dz/>, consulté le 03/03/2023 à 01h15

⁴²**ADOUKA (Lakhdar)**, Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM, Thèse de Doctorat, Université ABOU-BAKR BELKAÏD Tlemcen, 2012, P61

⁴³Évolution du taux de change du dinar entre 2000 et mi-2018 : opcit.

moyenne en 2008, soit une appréciation de 23,4 % sur la période. En revanche, le dinar s'est déprécié de 26,8 % vis-à-vis de l'euro sur la même période, en raison de la forte appréciation de l'euro contre le dollar américain ; le taux de change de l'euro par rapport à la monnaie américaine étant passé de 0,9236 en moyenne en 2000 à 1,4708 en 2008. En conséquence de ces évolutions économiques, le dinar a subi une dépréciation de 11,1 % en moyenne par rapport au dollar en 2009, ainsi qu'une baisse annuelle de 2,1 % entre 2010 et 2013. Cette dépréciation nominale a toutefois permis de limiter la déviation du TCER par rapport à son niveau d'équilibre, qui n'a été que de 2,17 % sur la période.⁴⁴

Au 22 décembre 2008, la moyenne des taux acheteur et vendeur du dollar EU était de 1 dollar pour 71,2 dinars, soit 1 DTS pour 109,9 dinars. Aucune marge n'est imposée sur les taux à l'achat et à la vente sur le marché des changes interbancaire, sauf pour les transactions en dollars, auxquelles s'applique une marge de 2,28> dinar entre les taux acheteur et vendeur de la Banque d'Algérie (dinar/dollar EU)⁴⁵. Au 15 décembre 2011, la moyenne des taux acheteur et vendeur du dollar EU était de 1 dollar EU 74,6 dinars, soit 1 DTS pour 114,6 dinars.

En 2009, l'économie nationale a connu une forte détérioration en raison de la crise économique et financière internationale. Les prix du pétrole ont chuté de 37,7%, passant de près de 100 dollars le baril en 2008 à 62,3 dollars le baril en 2009, entraînant une forte baisse des recettes d'exportation d'hydrocarbures. Parallèlement, le ratio des dépenses budgétaires par rapport au PIB a augmenté, passant de 37,9% en 2008 à 42,6% en 2009, année où le pays a connu son premier déficit budgétaire depuis 1999 (5,7% du PIB). De plus, le différentiel du niveau d'inflation s'est élargi, avec une hausse moyenne des prix à la consommation en Algérie de 5,3% sur la période, contre 1,6% aux États-Unis et 1,7% dans la zone euro.

En 2015, la chute du prix du pétrole a provoqué un déficit de 16,4 % du PIB dans le compte courant extérieur et un déficit budgétaire de 15,3 % du PIB. Cette situation a eu un impact négatif sur l'économie nationale, aggravé par des différences défavorables en matière d'inflation et de productivité ainsi que la nécessité de maintenir des dépenses publiques élevées pour stimuler la croissance et l'emploi. Le dinar a connu une dépréciation annuelle moyenne de 19,8 % par rapport au dollar et de 4,07 % par rapport à l'euro entre 2014 et 2015 en raison de l'évolution des taux de change internationaux. Cependant, le taux de change du dinar a joué son rôle d'amortisseur face au choc externe, en l'absence de consolidation budgétaire, ce qui a contribué à limiter l'impact du choc externe sur la stabilité macroéconomique à moyen terme et

⁴⁴Évolution du taux de change du dinar entre 2000 et mi-2018: idem

⁴⁵L'article IV : Rapports des services du FMI, n° 09/108, « Régime de taux de change », Avril 2009, P27

à contenir la forte déviation du TCER par rapport à son niveau d'équilibre, malgré la dégradation substantielle des fondamentaux.

En 2017, l'euro s'est fortement apprécié de 12,4% par rapport au dollar sur l'année entière, entraînant une dépréciation du dinar de 3,3% par rapport à l'euro et de 1,3% par rapport au dollar. À la fin de l'année 2017, le dinar a subi une dépréciation plus importante de 15,4% par rapport à l'euro et de 3,8% par rapport au dollar, principalement au second semestre de l'année avec des dépréciations de 10,5% et 6,2% vis-à-vis de l'euro et du dollar, respectivement.

En phase avec les évolutions du l'euro et dollar, le dinar s'est légèrement apprécié face au dollar de 0,86 % entre décembre 2017 et mars 2018 et s'est déprécié face à l'euro de 3,04 % sur la même période. Inversement, entre mars et juillet 2018, le dinar s'est déprécié face au dollar de 3,09 % et s'est apprécié de 1,02 % face à l'euro⁴⁶.

Aucune marge n'est imposée sur les taux à l'achat ni à la vente sur le marché des changes interbancaire, sauf une marge de 0,017 dinar entre les taux acheteur et vendeur de la Banque d'Algérie pour le dinar et le dollar. Au 5 mai 2018, la moyenne des taux acheteur et vendeur du dollar américain était de 1 dollar pour 115,33 dinars, soit 1 DTS pour 165,09 dinars entre les taux acheteur et vendeur de la Banque d'Algérie (dinar/dollar américain)⁴⁷

L'Algérie utilise actuellement un régime de flottement dirigé sans annonce préalable de la trajectoire du taux de change souligne **Abdelkrim Boudjelal Lekkam**. Il soutient que l'Algérie est en face d'un environnement économique envisageant des changements significatifs, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. l'Algérie a donc accru son adhésion à des régimes plus flexibles.

Tableau 1 : Le régime de change actuel de jure et de facto de l'Algérie

Régime de change	Rattaché à	Objectif de la politique monétaire
Flottement contrôlé	–	Régime de jure Pas d'ancrage explicite : suivie de plusieurs indicateurs
Flottement dirigé	–	Régime de facto Pas d'ancrage explicite : suivie de plusieurs indicateurs

Source : Abdelkrim Boudjelal LEKKAM ⁴⁸

⁴⁶Évolution du taux de change du dinar entre 2000 et mi-2018 : op.cit.

⁴⁷L'article IV : Rapports des services du FMI, N°18/168 « Régime de change », P72

⁴⁸Abdelkrim Boudjelal LEKKAM ,op.cit., P65

Pour conclure, Les régimes de change ne sont pas des choix immuables, mais doivent évoluer en fonction de l'environnement économique (Coudert et Yanith, 2002)⁴⁹, d'un ensemble d'indicateurs qui sont liés à la stabilité macroéconomique. Le choix d'un régime de change dépend de plusieurs facteurs économiques et politiques spécifiques à chaque pays, tels que la structure des secteurs économiques, la nature des chocs économiques, les préférences des décideurs politiques, etc. J. Frankel (1999)⁵⁰ affirme qu'aucun régime de change n'est meilleur pour tous les pays et, pour un pays donné aucun régime de change n'est meilleur à tous les temps.

L'Algérie a de ce fait laissé son régime de change évoluer en fonction du changement du contexte économique national et international. Cependant, avant cette période, c'est-à-dire après l'effondrement du système de Bretton Woods le régime de change adopté par l'Algérie était basé beaucoup plus sur les liens historiques et politiques avec les Etats-Unis que sur des considérations économiques⁵¹.

L'Algérie a connu des changements fréquents dans sa politique de change en raison de sa forte dépendance à l'égard des exportations de pétrole et des fluctuations des prix sur le marché international. Le pays a adopté différents régimes de change au fil du temps pour s'adapter aux conditions économiques changeantes et maintenir la stabilité de sa monnaie.

Par exemple, un régime de change fixe peut être bénéfique pour un pays ayant une économie stable et diversifiée, tandis qu'un régime de change flottant peut être plus adapté pour un pays ayant une économie axée sur les exportations de matières premières et soumise à des chocs économiques externes.

En fin de compte, le choix d'un régime de change doit être basé sur une évaluation rigoureuse des caractéristiques structurelles de l'économie du pays, des risques économiques auxquels elle est confrontée et des objectifs économiques et politiques à long terme du pays et l'objectif prioritaire reste de parvenir à une convertibilité totale du Dinar afin de faciliter l'intégration de l'économie algérienne dans l'économie mondiale.

⁴⁹Coudert V. & J.P. Yanith, "Dix ans de transition des régimes de change des pays de l'Europe Centrale et Orientale candidats à l'Union Européenne : bilan et perspectives", in Bulletin de la Banque de France, n°. 99, 2002, PP 75- 87.

⁵⁰ZIDAT (Rafika), ACHOUCHE (Mohamed), Article : Le choix d'un régime de change pour l'Algérie : Une approche en logit binaire, Les Cahiers du Cread, Volume 34, N°1, 31/12/2018, P46

⁵¹LEKKAM (Abdelkrim Boudjelal), op.cit, PP57-58

Section03 :La dévaluation, la dépréciation : complémentarité ou divergence

Il est important de souligner que la politique monétaire est l'un des principaux outils à disposition des autorités monétaires pour réguler la quantité de monnaie en circulation et les taux d'intérêt afin d'atteindre des objectifs économiques tels que la stabilité des prix, la disposition des liquidités nécessaires, la croissance économique équilibrée, l'emploi et la stabilité financière.

La politique monétaire définie par la banque d'Algérie a pour objectif ultime la stabilité interne et externe de la monnaie nationale comme il est stipulé dans son article 35 de l'ordonnance numéro 03-11 du 26 août 2010 modifiant et complétant l'ordonnance numéro 03-11 du 26 août 2003 « la Banque d'Algérie a pour mission de veiller à la stabilité des prix en tant qu'objectif de la politique monétaire, de créer et de maintenir, dans les domaines de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement soutenu de l'économie, tout en veillant à la stabilité monétaire et financière ⁵²».

Dans ce contexte, la dévaluation et la dépréciation sont deux concepts couramment utilisés pour décrire les fluctuations des taux de change d'une monnaie par rapport à une autre. La dévaluation est une action délibérée des autorités monétaires pour réduire la valeur de leur monnaie par rapport à d'autres devises. La dépréciation, quant à elle, est une baisse de la valeur d'une monnaie sur le marché des changes due à des facteurs tels que la demande, l'offre et les conditions économiques globales.

Les dévaluations font partie de la politique monétaire et ont été mises en place dans différents pays après la Première Guerre mondiale, lorsque ces pays ont abandonné l'étalon-or pour adopter l'étalon de change-or. Après la Seconde Guerre mondiale, elles ont été principalement utilisées en raison du système de changes fixes. Cependant, étant donné que la plupart des principales monnaies sont maintenant régies par le système de changes flexibles, les pays développés ont très peu recours à la dévaluation.

1. La dévaluation :

Les dévaluations font partie de la politique monétaire et ont été mises en place dans différents pays après la Première Guerre mondiale, lorsque ces pays ont abandonné l'étalon-or pour adopter l'étalon de change-or. Après la Seconde Guerre mondiale, elles ont été principalement utilisées en raison du système de changes fixes. Cependant, étant donné que la plupart des

⁵²MEDACI NARIMENE&BELKACEM DJAMILA, Article : La conduite de la politique monétaire en Algérie : objectifs et efficacité des instruments, ENSSEA,2012, P1

principales monnaies sont maintenant régies par le système de changes flexibles, les pays développés ont très peu recours à la dévaluation.

La dévaluation monétaire est l'opération cambiaire qui consiste à changer la parité entre deux monnaies⁵³ cela revient à modifier taux de change officiel d'une monnaie par rapport à une autre autorités monétaires du pays concerné, telles que la banque centrale, ou zone monétaire.

La dévaluation monétaire est un phénomène complexe qui peut avoir de nombreuses causes. Dans cette sous-section, nous allons explorer certaines des causes les plus courantes de la dévaluation monétaire, ses conséquences et les conditions de réussite.

1.1. Les causes de la dévaluation :

L'une des principales causes de la dévaluation monétaire est l'inflation. Lorsque le niveau des prix augmente de manière significative, la valeur de la monnaie diminue, car elle ne peut pas acheter autant de biens et de services qu'auparavant. Les gouvernements peuvent également causer la dévaluation de leur monnaie en imprimant de l'argent pour financer des programmes gouvernementaux ou pour rembourser des dettes.

Les pays émergents ont dû faire face à deux obstacles majeurs : un déficit commercial et une inflation élevée, qui ont entraîné une dévaluation continue de leur devise. Souvent confrontées à des niveaux d'inflation élevés, voire à une hyperinflation, ces économies en développement ont dévalué leur monnaie pour préserver leur compétitivité, tout en cherchant implicitement à maintenir la stabilité du taux de change réel.

Il y a en Algérie une trop forte injection de crédits à l'exploitation dans l'économie : cette situation se traduit par des découverts bancaires alarmants un profit des entreprises publiques (paiement des salaires sans contreparties assainissements financiers répétés qui dans certains cas constituent des crédits anticipant la production), le consommateur détient dans ce cas une quantité des biens qu'il a produit. Il se porte en quelque sorte acheteur de biens qui ne sont pas encore fabriqués, d'où une pression sur les prix⁵⁴.

Les pressions économiques : elles peuvent également contribuer à la dévaluation monétaire. Par exemple, si un pays importe plus de biens qu'il n'en exporte, cela peut entraîner une sortie nette de devises étrangères, ce qui peut entraîner une dévaluation de la monnaie. De même, les fluctuations des taux d'intérêt peuvent avoir un impact significatif sur la valeur de la monnaie d'un pays.

⁵³ <https://www.fortuneo.fr/blog/devaluation-monetaire-594>, consulté le 03/03/2023 à 11h10

⁵⁴ DENNOUNI (Abdelmadjid), Les causes et les conséquences de la dévaluation en Algérie, Cahiers du CREAD n°43, 1er trimestre 1998, p 03/05

Des dépenses trop importantes : l'État algérien vit au-dessus de ses moyens. Le budget croît en Algérie plus vite que la production nationale, le recours à la Banque d'Algérie permet à l'État de combler la différence entre ses rentrées d'argent et ses dépenses. L'institut d'émission ne peut aider l'État à combler ce déficit qu'en émettant des moyens supplémentaires de paiement, en émettant des billets, opération appelée communément «faire marcher la planche à billets» ; là encore, il y a injection supplémentaire de monnaie sans production. Son taux est de 33 % de la masse monétaire (chiffre officiel).

La spéculation : en Algérie une quantité importante de la richesse nationale est détournée de l'investissement productif, pour être engagée dans la spéculation au détriment de la production. La spéculation a fait naître de nouveaux phénomènes inflationnistes et amplifié l'inflation; elle restreint la production (fermeture de plusieurs usines dont les propriétaires s'adonnent à des activités d'achat/revente de produits et de matières premières en l'état...) et provoque un accroissement de la demande du fait des bénéfices faciles qu'elle permet de réaliser⁵⁵.

Les événements politiques peuvent également jouer un rôle dans la dévaluation monétaire. Les conflits militaires, les sanctions économiques et les changements de régime peuvent tous avoir un impact sur la valeur d'une monnaie. Les investisseurs peuvent perdre confiance dans un pays en raison de l'instabilité politique et retirer leur argent, ce qui peut entraîner une dévaluation de la monnaie.

Enfin, les facteurs externes tels que les fluctuations des taux de change internationaux et les chocs économiques dans d'autres pays peuvent également avoir un impact sur la valeur de la monnaie d'un pays.

Dans l'ensemble, la dévaluation monétaire est un phénomène complexe qui peut être causé par de nombreux facteurs différents. Comprendre les causes potentielles de la dévaluation monétaire peut aider les gouvernements, les investisseurs et les particuliers à prendre des décisions éclairées en matière de politique économique et de finances personnelles.

1.2. Les objectifs attendus d'une dévaluation

Les objectifs attendus d'une dévaluation sont principalement macro-économiques et visent à équilibrer les échanges extérieurs d'un pays. La dévaluation est utilisée comme un moyen pour lutter contre un déficit chronique de la balance des paiements résultant d'une perte de compétitivité du pays dans un environnement économique mondial concurrentiel

⁵⁵DENNOUNI (Abdelmadjid):op cit, P03/05

La dévaluation est le moyen employé par les autorités publiques pour résorber le déficit, on lui assigne donc trois 3 objectifs à réaliser :

- Effet quantitatif : La dévaluation doit se traduire par une augmentation des quantités offertes à l'exportation, dans la mesure où l'économie nationale est en situation de sous-emploi des facteurs de production. Cette augmentation de l'offre de facteurs de production doit se faire sans augmentation du niveau des prix pour éviter l'inflation.
- Effet de dégradation des termes de l'échange : Avec la baisse du prix des exportations et l'augmentation du prix des importations, il y a une dégradation des termes de l'échange au désavantage du pays qui dévalue.
- Effet d'entrée de capitaux : Il s'applique aux pays développés qui adoptent une législation de change favorable à la libre circulation des capitaux à l'échelle internationale⁵⁶.

1.3. Les conséquences de la dévaluation :

Les raisons d'une dévaluation monétaire sont multiples. Le principal objectif consiste à réduire son déficit commercial en favorisant ses exportations. Autre effet direct de la dévaluation de la monnaie, elle entraîne parfois une hausse des salaires.

La dévaluation d'une monnaie peut avoir plusieurs avantages :

1.3.1. Exportations plus compétitives :

Une dévaluation monétaire peut rendre les produits exportés d'un pays moins chers pour les acheteurs étrangers, ce qui peut stimuler la demande pour ces produits et rendre les exportations plus compétitives sur le marché international. Les entreprises exportatrices peuvent ainsi augmenter leur volume de ventes et leurs revenus, ce qui peut contribuer à réduire le déficit commercial du pays. Cette compétitivité accrue peut également encourager les entreprises à investir davantage dans la production de biens destinés à l'exportation, créant ainsi des emplois et stimulant la croissance économique.

1.3.2. Réduction du déficit commercial :

La dévaluation monétaire peut contribuer à réduire le déficit commercial en rendant les produits exportés moins chers, ce qui stimule la demande étrangère. En même temps, les produits importés deviennent plus coûteux, ce qui peut réduire leur volume et ainsi réduire le déficit

⁵⁶**BOUKERROU (Farid), DJAALAB (Samira)**, Revue : Balance des paiements, taux de change et dévaluation de la monnaie en Algérie, Faculté des sciences économiques Université Constantine 2(Algérie), n°40, Décembre 2013, PP 57-84

commercial. Cela pour une mission de contrôler les importations et soutenir les exportations par des subventions pour renforcer les flux des biens et services vers l'extérieur.

1.3.3. Hausse des salaires :

La dévaluation de la monnaie peut également entraîner une augmentation des salaires. En effet, avec la hausse du prix des produits importés, les employeurs peuvent être amenés à augmenter les salaires pour compenser l'impact sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Cela peut aider à limiter les conséquences de l'inflation et améliorer le niveau de vie des travailleurs⁵⁷.

La dévaluation de la monnaie n'apporte pas seulement des avantages, mais également des inconvénients, notamment.

1.3.4. Importations plus chères :

La hausse des prix des produits importés, due à la dévaluation de la monnaie, encourage la consommation de produits locaux, mais affecte négativement le pouvoir d'achat des consommateurs.

1.3.5. Hausse de l'inflation :

La dévaluation de la monnaie entraîne une augmentation de l'inflation due à une hausse des prix des produits importés et une demande accrue des produits exportés. Cela peut entraîner une baisse globale de la consommation intérieure.

1.3.6. Industries locales moins compétitives :

La dévaluation de la monnaie peut affaiblir la concurrence extérieure en raison de l'augmentation des prix des produits importés, ce qui peut avoir pour conséquence de réduire la productivité et l'efficacité des industries locales à moyen terme⁵⁸.

1.4. La dévaluation en Algérie :

Dans les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel promus par les institutions financières internationales, il est primordial de rétablir l'équilibre extérieur algérien. Le taux de change, en tant que prix spécifique, a un pouvoir considérable de restructurer la production et est également lié directement au remboursement de la dette extérieure. En conséquence, l'opération d'ajustement du taux de change de manière à ce que ce dernier reflète la réalité apparaît comme une mesure essentielle dans les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel.

⁵⁷<https://blog.ibanfirst.com/fr/devaluation-monetaire-quelles-consequences> ,consulté le 03/03/2023 à 15h10

⁵⁸Dévaluation monétaire : quelles conséquences ? : op cit , consulté le 03/03/2023 à 15h15

Les institutions financières internationales ont édicté diverses mesures pour rétablir l'équilibre extérieur, et la dévaluation occupe une position de choix en raison de ses avantages à la fois en tant que mesure de stabilisation, grâce à son impact sur la demande, et en tant que mesure d'ajustement structurel, grâce à son impact sur l'offre. Par rapport à une politique de restriction volontaire des importations, la dévaluation offre l'avantage d'avoir un effet restructurant sur la production en influençant les prix relatifs et, par conséquent, l'allocation des ressources.

En mars et avril 1994, juste avant la signature de l'accord de confirmation, les autorités algériennes ont procédé à deux dévaluations successives du dinar, respectivement de 7,3% et 40,17%. La proximité temporelle de ces dévaluations du dinar pendant la période de mise en œuvre des programmes du FMI a contribué aux résultats suivants :

- La réduction significative du différentiel entre le cours sur le marché officiel et le cours sur le marché parallèle des devises étrangères. La convergence des deux marchés a permis à l'État de récupérer une part importante des rentes spéculatives et d'améliorer ainsi sa situation financière.
- La balance commerciale s'améliore grâce à la diminution des importations qui se sont renchéries et à l'augmentation des exportations, en particulier celles en dehors du secteur des hydrocarbures.
- La situation de la balance des paiements s'améliore⁵⁹, par la stimulation des exportations et la réduction des importations, afin de réduire le déficit commercial et de renforcer la balance des paiements du pays.

1.5. Les conditions de réussite d'une dévaluation :

La réussite d'une dévaluation repose sur trois conditions suivantes :

- Qu'il n'y ait pas pleine utilisation des capacités de production, sinon il sera difficile de dégager les bases réelles du transfert (détournement) de l'offre domestique vers l'étranger et de la demande adressée par l'étranger aux produits locaux.
- Il est important de limiter les phénomènes d'indexation, en particulier en ce qui concerne les salaires. Il est préférable que les salaires ne soient pas liés aux prix, et surtout pas au taux de change. Cela nécessite une certaine distance par rapport à l'évolution des prix et des taux de change, afin d'éviter toute illusion monétaire.
- Que les variations de change soient directement répercutées sur les termes de l'échange⁶⁰

⁵⁹ZEMOURI (Messaoud) : op cit., P45

⁶⁰Article : L'ajustement international, économie monétaire internationale, P185,
https://bibliotheque.auf.org/doc_num.php?explnum_id=436, consulté le 03/03/2023 à 16h13

2. La dépréciation :

C'est la constatation de la baisse de la valeur d'une monnaie sur le marché des changes, sans qu'elle soit le résultat d'une décision officielle des autorités monétaires du pays.

Dans un système monétaire international où les changes ne sont pas fixes, c'est à dire lorsque les Banques Centrales ne sont pas obligées d'assurer la stabilité de leur propre monnaie par rapport à d'autres devises, les taux de change fluctuent librement sur le marché des changes. La dépréciation correspond alors à la diminution de la valeur d'une monnaie par rapport à une ou plusieurs autres devises. Une dépréciation (ou, à l'inverse, une appréciation) peut être un processus très lent, à l'inverse d'une dévaluation qui est une modification brutale et officielle de la valeur d'une monnaie.

Pour les échanges extérieurs, la politique de dépréciation est une stratégie économique utilisée par les gouvernements pour stimuler leurs exportations en réduisant la valeur de leur monnaie nationale par rapport à une monnaie de référence ou à un panier de monnaies.

La dépréciation de la monnaie d'un pays peut potentiellement réduire la valeur totale des importations en rendant les produits étrangers plus chers pour les consommateurs et les entreprises locales. En effet, si la monnaie d'un pays perd de la valeur par rapport aux autres devises étrangères, les importations coûteront plus cher en termes de la monnaie locale. Ainsi, les entreprises et les consommateurs pourraient être incités à acheter des produits locaux plutôt que des produits étrangers plus chers, ce qui pourrait réduire la valeur totale des importations. D'autre part, la dépréciation de la monnaie peut potentiellement augmenter la valeur totale des exportations, car les produits locaux deviendront moins chers pour les acheteurs étrangers. En effet, si la monnaie d'un pays perd de la valeur par rapport aux autres devises étrangères, les produits locaux deviendront moins chers pour les acheteurs étrangers, ce qui pourrait augmenter la demande pour les produits locaux. Par conséquent, les entreprises pourraient être en mesure d'augmenter la quantité de produits qu'elles exportent, ce qui pourrait augmenter la valeur totale des exportations.

Cependant, il est important de noter que la relation entre la dépréciation de la monnaie et les importations/exportations n'est pas toujours aussi simple. D'autres facteurs, tels que les politiques commerciales et les conditions économiques globales, peuvent également affecter les échanges commerciaux d'un pays, également qui peuvent avoir un impact sur le taux de change des échanges extérieurs.

La dépréciation de la monnaie peut avoir des conséquences négatives, telles que l'inflation et la diminution du pouvoir d'achat des citoyens, qui peuvent à leur tour affecter les importations et les exportations.

2.1. Les causes de la Dépréciation :

Les raisons de la dépréciation d'une monnaie peuvent être multiples. Elle peut résulter de fluctuations dans les taux d'inflation, de l'instabilité politique et d'autres facteurs économiques. Plus précisément, les principales causes de la dépréciation d'une monnaie sont les suivantes :

- Une baisse des recettes d'exportation ;
- Une hausse soudaine des importations ;
- Une réduction des taux directeurs ;
- Une intervention de la Banque centrale ;
- Les investisseurs et spéculateurs vendent des devises sur le marché⁶¹

2.2. La dépréciation du dinar algérien :

Avant les débuts des années 1970, le dinar algérien était émis à parité égale avec le franc, et il n'a pas subi de dépréciation. En fait, la monnaie algérienne était assez forte, car elle valait environ 5 dollars à l'époque. Ce n'est qu'à partir de 1974, date de l'effondrement du système de Bretton Woods, que la monnaie algérienne a commencé à subir des dépréciations. Entre 1986 et 1990, le cours du dollar par rapport au dinar (cours USD/DZD) est passé de 4,82 à 12,191, entraînant une dépréciation de 150%, suivie d'une autre dépréciation de l'ordre de 22% en 1991 sous le contrôle du Fonds monétaire international (FMI). Trois ans plus tard, une nouvelle dévaluation de plus de 40% par rapport au dollar américain a eu lieu, toujours sous la surveillance du FMI⁶², comme on a déjà mentionné dans la première section.

En 1995, une initiative a été entreprise pour introduire une convertibilité commerciale de la monnaie algérienne, ce qui était prometteur. Cependant, cela ne doit pas être confondu avec la convertibilité totale du dinar, qui a ses propres conditions que l'économie algérienne n'a pas encore remplies.

Après les dépréciations successives du dinar algérien, le FMI a confirmé que la Banque d'Algérie avait réussi, depuis 2003, à maintenir le taux de change de la monnaie nationale à son niveau d'équilibre.

Nous arrivons maintenant à l'année 2015, qui a enregistré la plus grande perte de valeur monétaire pour le dinar algérien. La devise a connu une dépréciation face aux principales devises. D'après le rapport annuel 2015 de la Banque d'Algérie, le cours moyen annuel du dinar est passé de 80,57 DA pour un dollar en 2014 à 100,46 DA en 2015, soit une perte de valeur de

⁶¹ <https://www.ig.com/fr/glossaire-trading/depreciation-definition>, consulté le 03/03/2023 à 16h40

⁶² **Lebsaira (Meriem)**, Revue des Sciences Commerciales : Causes et conséquences de la dépréciation du dinar algérien, Volume16, N°2, 30/06/2017, École des hautes études commerciales, P238

19,57 %. En même temps, le dinar algérien a perdu 4,07 % de sa valeur face à l'euro, passant de 106,91 DA pour un euro en 2014 à 111,44 DA pour un euro en 2015⁶³.

En raison de la baisse des prix du pétrole, de l'aggravation des déficits budgétaires et de la balance des paiements, ainsi que de l'élargissement du différentiel d'inflation entre l'Algérie et ses principaux partenaires commerciaux, le taux de change effectif réel du dinar demeure supérieur à son niveau d'équilibre. Ainsi, la Banque d'Algérie prend des mesures pour rééquilibrer le taux de change effectif réel en appliquant les politiques monétaires nécessaires, ce qui conduit à une dépréciation continue du dinar algérien. L'objectif étant de rapprocher le plus possible le taux de change effectif réel du dinar de son niveau d'équilibre⁶⁴.

Dans un contexte international marqué par la forte crise sanitaire qui a bouleversé la conjoncture économique, la persistance des effets de la baisse des prix de pétrole et l'appréciation continue de la monnaie européenne face au dollar américain tout au long de l'année 2020, l'évolution du dinar algérien s'avère fortement liée à ces changements et la monnaie nationale perd de la valeur contre ces deux principales devises⁶⁵.

Le dinar poursuit sa dépréciation jusqu'à 2021, il s'est déprécié en moyenne annuelle de 6,1 % face au dollar américain et de 9,3 % face à l'euro contre des dépréciations respectives de 5,9 % et de 7,7 % en 2020⁶⁶.

2.2.1. Le cercle vicieux de la dépréciation :

Dans le système de change flexible, le cercle vicieux le plus fréquent est celui où une dépréciation de la monnaie nationale entraîne une détérioration du déficit commercial, qui à son tour entraîne une nouvelle dépréciation de la monnaie nationale, et ainsi de suite.

Bien souvent, l'hyperinflation⁶⁷ naît de déséquilibres macroéconomiques. Cela peut être dû à un **fort déficit de la balance commerciale** (typiquement des importations supérieures aux exportations) qui conduisent à une dépréciation de la monnaie. Cette dépréciation, en renchérissant le prix des importations, stimule l'inflation⁶⁸.

⁶³Meriem Lebsaira: Idem

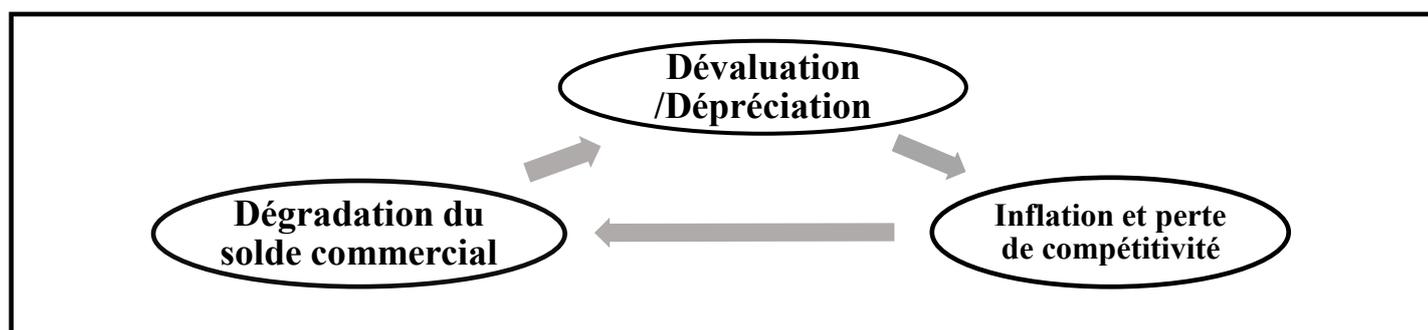
⁶⁴Meriem Lebsaira: op cit, P239

⁶⁵<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/02/rapport-ba-2020fr.pdf>, P43, consulté le 03/03/2023 à 19h25

⁶⁶<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2022/12/Rapport-dactivite-Banque-dAlgerie-Annee-2021-VF.pdf>, P93, consulté le 03/03/2023 à 21h30

⁶⁷ L'hyperinflation, <https://www.lafinancedepourous.com/>, consulté le 04/03/2023 à 10h30

Figure 2 : Présentation du schéma du cercle vicieux



Source : <https://www.leaders.com.tn>⁶⁹

3. La distinction entre la dévaluation et la dépréciation :

La dévaluation est une mesure technique visant à réduire la valeur de la monnaie d'un pays par les autorités politiques. Cela entraîne une augmentation du prix de la devise, en monnaie nationale.

Il y a lieu de faire la différence entre la dévaluation et la dépréciation d'une monnaie :

- Le premier est d'aspect politique
- La dépréciation monétaire est un phénomène économique résultant des conditions du marché des changes. Elle se caractérise par une diminution de la valeur d'une devise par rapport à d'autres devises ou à une référence commune dans un système de change flexible. Cette fluctuation est le résultat de l'interaction de l'offre et de la demande de devises sur le marché des changes.

Bien que les termes "dévaluation" et "dépréciation" soient souvent utilisés de manière interchangeable, il est important de noter qu'ils ont des significations légèrement différentes.

La dévaluation se réfère spécifiquement à la réduction du taux de change officiel d'une monnaie par rapport à une autre devise ou à un panier de devises. En général, la dévaluation est une décision prise par le gouvernement ou la banque centrale d'un pays dans le but de stimuler les exportations et de réduire les importations en rendant les produits locaux moins chers pour les acheteurs étrangers et les produits étrangers plus chers pour les consommateurs locaux.

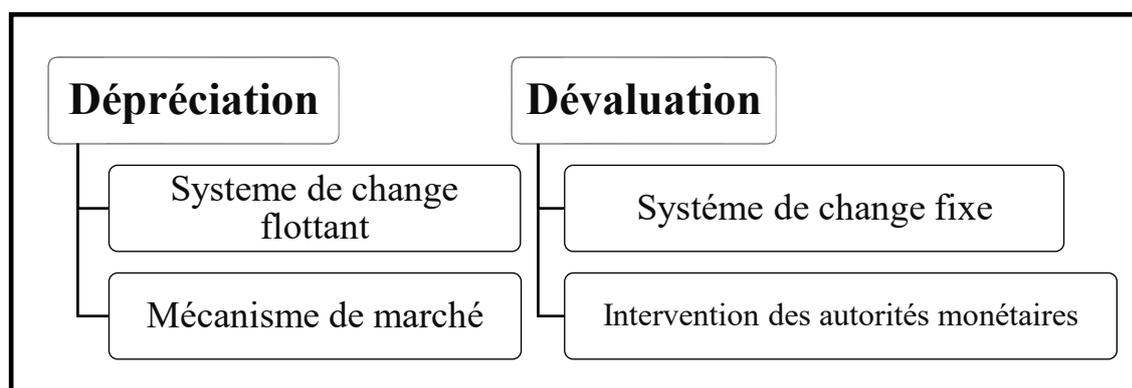
La dépréciation, en revanche, se réfère à la baisse de la valeur d'une monnaie par rapport à d'autres devises sur le marché des changes. La dépréciation peut être causée par une variété de facteurs, tels que des déséquilibres économiques, des changements dans les conditions de financement mondiales ou des événements politiques.

⁶⁹ <https://www.leaders.com.tn/article/13915-pour-un-dinar-fort>, consulté le 04/03/2023 à 12h30

Bien qu'il y ait une certaine corrélation entre la dévaluation et la dépréciation, elles ne sont pas tout à fait les mêmes. En général, une dévaluation officielle entraîne une dépréciation de la monnaie sur le marché des changes, mais une dépréciation peut également être causée par d'autres facteurs indépendamment de toute décision officielle de dévaluation.

En somme, bien que les deux termes soient liés, il est important de comprendre leur signification distincte et leur utilisation dans le contexte de la politique économique et des marchés financiers.

Figure 3 : Les principes des deux politiques : la dépréciation et la dévaluation



Source : Élaboré par l'étudiante sur la base des informations citées précédemment.

En constatant « qu'une dévaluation monétaire étant un acte gouvernemental, traduite par une dépréciation du taux de change d'une monnaie par rapport à une autre devise de référence qui a pour conséquence la perte du pouvoir d'achat⁷⁰ ».

Autrement dit, « dévaluation (et réévaluation), que l'on peut définir, en première approximation, comme changement de l'équivalence légale entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères, sont pour nos contemporains des événements familiers. Il serait erroné de croire pour autant qu'il en toujours été ainsi et qu'il sera forcément de même dans l'avenir. La question d'une dévaluation (symétriquement d'une réévaluation) ne peut se poser que dans un régime de changes fixes et lorsque les monnaies ne sont plus directement rattachées à l'or.

La dévaluation se différencie sur ce point du phénomène de la dépréciation (où l'appréciation) monétaire, c'est-à-dire du changement de fait de la valeur de la monnaie. Les dépréciations sont susceptibles de se produire, en effet, dans toutes les économies monétarisées.

⁷⁰Meriem Labsaira : op :cit, P237

Alors que la dépréciation est un phénomène sanctionne une situation économique sans intervention officielle des autorités, la dévaluation implique une décision politique. En tant qu'acte politique, la dévaluation pose tous les problèmes de l'art de la politique⁷¹ ».

En adoptant des stratégies économiques qui favorisent une plus grande ouverture aux échanges commerciaux et financiers, et en reconnaissant l'importance croissante du marché dans la détermination des taux de change que l'Algérie a donc accru son adhésion à des régimes plus flexibles.

Conclusion du premier chapitre :

L'Algérie, comme de nombreux autres pays, a connu de nombreuses transformations économiques et politiques au fil des ans. La politique monétaire a joué un rôle clé dans ces changements en permettant à l'État de contrôler l'offre de monnaie et d'influencer l'économie en conséquence.

Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, la politique monétaire a évolué pour répondre aux défis économiques rencontrés par le pays. Au début, l'Algérie a adopté une politique monétaire restrictive pour contrôler l'inflation et encourager la stabilité économique. Cependant, à mesure que l'économie s'est développée et que de nouveaux défis ont surgi, la politique monétaire a évolué pour s'adapter à ces changements.

Aujourd'hui, la politique monétaire en Algérie est principalement axée sur la stabilité des prix, la croissance économique et la promotion du développement économique à long terme. La Banque d'Algérie, en tant qu'autorité monétaire, joue un rôle clé dans la mise en œuvre de la politique monétaire en Algérie.

Bien que les conditions économiques soient difficiles par la volatilité et l'incertitude des facteurs extérieurs, l'Algérie a réussi à entamer une transition économique. Les autorités ont pris la décision de faire progresser leur programme de réformes à un rythme modéré et de manière échelonnée.

Malgré ses réformes structurelles visant l'amélioration de l'environnement des affaires, la stabilité monétaire et le renforcement des moyens de promouvoir l'intégration dans l'économie mondiale, la dépréciation du dinar algérien est devenue inéluctable.

⁷¹ PIERRE- HUBERT B., ARMAND D., « La dévaluation : Théorie et pratique des dévaluations et des réévaluations », 3^{ème} édition, 1976 108, P03

CHAPITRE II:

L'ajustement d'équilibre de la balance commerciale

Introduction du deuxième chapitre

La mondialisation a ouvert de nombreuses opportunités de développement économique et de croissance pour les pays du monde entier, en particulier grâce au commerce international. En effet, le commerce international a joué un rôle crucial dans l'expansion des économies nationales. Il permet aux entreprises d'élargir leur portée au-delà des frontières nationales, d'accéder à de nouveaux marchés et d'augmenter leur rentabilité.

Le commerce international se base sur les relations économiques internationales (REI). Les REI désignent les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux entre les personnes privées et morales des différents pays du monde, notamment les particuliers, les entreprises privées et publiques, les gouvernements et les organisations internationales (OI). Les REI incluent également l'analyse des théories, des politiques, des institutions et des règles de droit qui guident et réglementent ces transactions.

Les théories économiques et les politiques commerciales peuvent influencer la balance commerciale d'un pays en favorisant les exportations ou en limitant les importations. Les institutions et les règles de droit, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), peuvent aider à réglementer les échanges commerciaux et à encourager des pratiques commerciales équitables.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, la balance commerciale est devenue un élément incontournable de l'économie d'un pays ouvert. En effet, la croissance des échanges commerciaux internationaux et l'ouverture des marchés ont conduit les pays à s'adapter à cette nouvelle réalité économique en développant des politiques commerciales visant à renforcer leur position concurrentielle. Ainsi, la balance commerciale est devenue un indicateur majeur pour mesurer la performance économique d'un pays sur le marché international.

Dans la perspective de suivre l'évolution de l'environnement extérieur, l'Algérie comme tous les pays en développements a adopté plusieurs structures pour atteindre l'objectif d'équilibre de sa balance commerciale.

Dans ce chapitre, nous examinerons les fondements théoriques et l'évolution des politiques du commerce extérieur, en identifiant les notions clés relatives à la balance commerciale. Nous étudierons également l'évolution et les ajustements de la balance commerciale, avant d'aborder les concepts de base liés à l'inflation, notamment ses différentes formes, mesures et son évolution par rapport à la progression des exportations en Algérie.

Section 01 : Présentation de la balance commerciale

L'économie mondiale est façonnée par les échanges commerciaux internationaux, qui représentent une part significative des activités économiques de nombreux pays. Pour comprendre les mécanismes sous-jacents aux échanges extérieurs, il est essentiel de connaître les fondements théoriques qui les sous-tendent. Le commerce international ne se limite pas seulement aux théories économiques. Il est également façonné par des institutions internationales qui régulent les échanges commerciaux.

Dans cette optique, cette section explorera les fondements théoriques des échanges extérieurs ainsi que les institutions du commerce international pour mieux comprendre la complexité du commerce international et l'impact de la balance commerciale sur l'économie nationale.

1. Les fondements théoriques des échanges extérieurs :

1.1. Division internationale du travail (DIT) :

La division internationale du travail (DIT) est un concept économique qui décrit la répartition des tâches et des activités productives entre les pays à l'échelle mondiale en fonction des avantages comparatifs de chaque espace producteur⁷².

La DIT repose sur l'idée que chaque pays se spécialise dans la production de certains biens ou services en fonction de ses avantages comparatifs, c'est-à-dire de sa capacité à produire un bien ou un service à un coût relativement inférieur à celui d'un autre pays.

La DIT est souvent considérée comme le moteur principal de la croissance économique mondiale, car elle permet aux pays de se concentrer sur leurs avantages comparatifs et d'augmenter leur productivité en produisant des biens et des services plus efficacement. Cette spécialisation permet également aux pays de bénéficier de l'échange international, en exportant les biens et les services qu'ils produisent efficacement et en important les biens et les services qu'ils ne produisent pas efficacement.

1.2. Le protectionnisme :

Doctrine et politique économique qui reposent sur l'application de mesures visant à favoriser les activités nationales et pénaliser la concurrence étrangère en imposant des restrictions à l'importation de produits étrangers, à travers l'instauration des barrières tarifaires et non tarifaires, vise à limiter les importations de biens et de services afin de favoriser ou de protéger la production nationale et ainsi rééquilibrer la balance commerciale⁷³.

⁷²**Ricardo (David)**, 1817, Des principes de l'économie politique et de l'impôt. Voir aussi le feuilleton sur l'histoire de la pensée économique sur le site partenaire SES ENS.Ecole normale supérieure de Lyon

⁷³<https://www.vie-publique.fr/fiches/270749-libre-echange-et-protectionnisme>, consulté le 08/03/2023 à 00h15

Cette politique peut prendre différentes formes, telles que l'imposition de tarifs douaniers, de quotas d'importation, de subventions aux entreprises nationales ou encore de normes techniques ou sanitaires discriminatoires.

1.2.1. Les formes de protectionnisme :

Le protectionnisme peut prendre différentes formes, notamment les barrières tarifaires et les barrières non tarifaires.

1.2.1.1. Les barrières tarifaires :

Les barrières tarifaires consistent à imposer des droits de douane sur les importations étrangères, ce qui augmente le prix des produits importés pour les consommateurs nationaux et rend les produits nationaux relativement plus compétitifs. C'est la forme de protectionnisme la plus ancienne.

1.2.1.2. Les barrières non tarifaires :

Quant à elles, sont des mesures qui limitent les importations étrangères sans recourir à des droits de douane. Parmi les barrières non tarifaires les plus courantes, on trouve :

- Les quotas d'importation « contingent », qui limitent la quantité de certains produits et services étrangers pouvant être importés sur le territoire national.
- Les règlements techniques et les normes⁷⁴, sont mis en place par l'obligation de respecter certaines normes de qualité ou labels.
- Les barrières administratives, lourdeurs administratives.

Comme sa dénomination l'indique, la barrière non tarifaire exclut toutes les contraintes financières, comme les droits de douane. Il ne s'agit pas d'une interdiction dans le sens strict du terme, mais plutôt de critères hautement dissuasifs pour respecter une réglementation ou à des conditions spécifiques. Ces méthodes sont encadrées par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) afin d'éviter tout abus de la part des États et des gouvernements⁷⁵.

1.3. Libre-échange :

Aucun pays ne peut produire l'ensemble des biens et fournir des meilleurs services dont son économie nationale a besoin, c'est-à-dire qu'aucun pays n'est autosuffisant. Les échanges internationaux permettent aussi de trouver des nouveaux débouchés et de nouveaux clients à l'extérieur des frontières. Le libre-échange est fondé pour cette perspective. Le libre

⁷⁴<https://economie.fgov.be/fr/themes/politique-commerciale/acces-aux-marches/barrieres-non-tarifaires>, consulté le 09/03/2023 à 10h30

⁷⁵ <https://www.gefco.net/fr/glossaire/definition/barriere-non-tarifaire>, consulté le 09/03/2023 à 15h30

échange est une doctrine économique prônant la liberté de circulation de tous les biens et services entre les nations (produits, services, capitaux, devises, etc.)⁷⁶, sans aucune restriction. Il repose sur l'idée que la concurrence entre les entreprises est bénéfique pour l'ensemble de l'économie mondiale, car elle permet une allocation plus efficace des ressources et une croissance économique accrue.

Le libre-échange a des avantages et des inconvénients. Parmi les avantages selon Ricardo, on peut citer l'augmentation des échanges commerciaux, la réduction des coûts de production, l'augmentation de la concurrence, la diversification des produits disponibles sur le marché et favorise la hausse de la production et donc la croissance économique. Stimule la recherche de gains de productivité.

Cependant, le libre-échange peut également avoir des conséquences négatives, telles que la perte d'emplois, dans les pays industrialisés, le libre-échange peut également favoriser la dégradation des emplois et de la protection sociale⁷⁷. La libre circulation des biens et des services peut conduire à une uniformisation culturelle, la concurrence déloyale entre les entreprises et les inégalités économiques croissantes entre les pays.

1.3.1. La théorie des avantages absolus : A. Smith

La théorie des avantages absolus a été développée par l'économiste Adam Smith en 1776⁷⁸. Elle énonce que chaque pays devrait se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il a un avantage absolu, c'est-à-dire dans lesquels il est le plus efficace en termes de coût de production dont la production des biens pour lesquels ses couts de fabrication sont les plus faible que l'étranger et importer ceux pour lesquels ses couts sont les plus élevés.

Selon Smith, le commerce entre deux pays serait mutuellement bénéfique si chaque pays se spécialisait dans la production des produits pour lesquels il détient un avantage absolu, c'est-à-dire s'il y consacrait toutes ses ressources. Le surplus de production causé par cette spécialisation servirait alors de "monnaie" d'échange pour obtenir un bien pour lequel le pays n'a pas d'avantage absolu⁷⁹.

1.3.2. La théorie des avantages relatifs : D. Ricardo

David Ricardo a développé la théorie des avantages comparatifs pour compléter l'analyse de Smith sur les avantages absolus. Selon cette théorie, même en l'absence d'un avantage absolu,

⁷⁶<https://www.vie-publique.fr/fiches/270749-libre-echange-et-protectionnisme>, consulté le 10/03/2023 à 14h00

⁷⁷ <https://www.lumni.fr/article/critique-de-ricardo-vices-et-vertus-du-libre-echange>, consulté le 10/03/2023 à 17h30

⁷⁸ <https://blog.hubspot.fr/marketing/avantage-absolu>, consulté le 10/03/2023 à 18h00

⁷⁹ www.glossaire-international.com/theorie-de-l-avantage-absolu.html, consulté le 10/03/2023 à 18h50

chaque pays peut bénéficier de l'échange international en se spécialisant dans la production des biens pour lesquels il est relativement plus efficace.

Pour simplifier ce mécanisme, chaque pays va se spécialiser complètement dans la production dans lequel il a un avantage comparatif car un coût unitaire de production plus faible implique un prix relatif moins élevé⁸⁰.

1.3.3. Le théorème de H.O.S : HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON :

Le modèle HOS (Heckscher-Ohlin-Samuelson) est une théorie économique qui explique comment la répartition des facteurs de production (travail, capital) entre les pays détermine la spécialisation économique et les échanges internationaux.

Selon cette théorie, les pays ont tendance à se spécialiser dans la production des biens qui utilisent les facteurs de production qu'ils ont en abondance, et à importer les biens qui utilisent les facteurs de production qu'ils ont en pénurie.

Autrement dit, chaque pays produit et exporte le bien pour lequel son facteur de production est le plus abondant relativement. En effet, plus le facteur de production est abondant, plus son prix relatif est bas. Le produit qui nécessite ce facteur de production est donc relativement peu coûteux⁸¹

- Un pays a l'avantage de se spécialiser dans la production des biens qu'il utilise plus de la main d'œuvre si elle est abondante.
- Un pays a l'avantage de se spécialiser dans la production des biens à forte utilisation du capital s'il est abondant en capital.

2. Les institutions du commerce international :

En raison de l'interdépendance économique croissante entre les nations, les institutions économiques internationales sont devenues essentielles pour coordonner les actions monétaires, financières et commerciales à l'échelle mondiale. Dans le domaine du commerce international, ces institutions ont un rôle prépondérant. On cite les institutions les plus importantes :

2.1. Organisation Mondiale du Commerce (OMC) :

L'OMC est la principale organisation internationale à vocation mondiale dédiée aux règles régissant le commerce entre les pays du monde. Au cœur de l'organisation se trouve les accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances **commerciales du**

⁸⁰Olivier (Cardi), Article : La théorie classique des avantages comparatifs et la politique commerciale, Économie Internationale, Université Paris-Panthéon-Assas, P02

⁸¹ <https://wp.unil.ch/bases/2013/05/modele-heckscher-ohlin/>, consulté le 10/03/2023 à 23h45

monde et ratifier par leurs parlements. Le but est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges⁸².

L’OMC vise à promouvoir la prévisibilité, la liberté et la fluidité des échanges commerciaux, dans le but d’assurer un fonctionnement optimal du commerce international.

2.2. Conférence des nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) :

Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement (CNUCED) Créée en 1964 en tant que mécanisme intergouvernemental permanent, la Conférence est le principal organe de l’Assemblée générale des Nations Unies dans le domaine du commerce et du développement. C’est l’élément moteur du système des Nations Unies pour le traitement intégré des problèmes de développement et des questions étroitement liées qui concernent le commerce, le financement, la technologie, l’investissement et le développement durable. Ses principaux objectifs sont d’aider les pays du tiers monde à tirer le meilleur parti des possibilités de commerce, d’investissement et de développement qui s’offrent à eux, à faire face aux problèmes découlant de la mondialisation et à s’intégrer de façon équitable dans l’économie mondiale⁸³.

2.3. Centre du Commerce International (ITC) :

CCI est l’organisme de coopération technique conjoint de la CNUCED et de l’OMC pour les aspects du développement du commerce qui touchent les entreprises⁸⁴.

L’ITC a pour mission de soutenir le développement du commerce international des pays en développement en les aidant à accéder aux marchés mondiaux et en renforçant leurs capacités commerciales pour accélérer leur développement économique⁸⁵.

2.4. La Banque mondiale (BM) :

La Banque mondiale est une organisation internationale créée en 1944 dans le but de soutenir le développement économique et social des pays en développement. Elle est composée de cinq institutions distinctes⁸⁶ :

- La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- L’Association internationale de développement (IDA)

⁸²https://www.wto.org/french/thewto_f/thewto_f.htm, consulté le 12/03/2023 à 7h00

⁸³Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement (CNUCED), <https://www.actu-environnement.com>, consulté le 12/03/2023 à 8h30

⁸⁴https://www.wto.org/french/thewto_f/coher_f/wto_itc_f.htm, consulté le 12/03/2023 à 12h00

⁸⁵<https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/centre-du-commerce-international-cci-ou-itc.html>, consulté le 12/03/2023 à 12h10

⁸⁶<https://www.banquemonde.org>, consulté le 12/03/2023 à 12h20

- La Société financière internationale (IFC)
- L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)
- Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Le Groupe de la Banque mondiale est l’une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement. Ses cinq institutions engagées en faveur de la réduction de la pauvreté, d’un plus grand partage de la prospérité et de la promotion d’un développement durable⁸⁷.

2.5. La commission des Nations-Unies pour le développement du commerce International (CNUDCI) :

La Commission des Nations unies pour le droit commercial international est une institution intergouvernementale créée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1966.

Principal organe juridique du système des Nations Unies dans le domaine du droit commercial international. Organe juridique à participation universelle spécialisé dans la réforme du droit commercial dans le monde depuis plus de 50 ans, la CNUDCI s'attache à moderniser et à harmoniser les règles du commerce international.

Le commerce stimule la croissance, améliore le niveau de vie et crée de nouveaux débouchés. Afin d'accroître ces débouchés dans le monde, la CNUDCI élabore des règles modernes, équitables et harmonisées sur les opérations commerciales.

3. Notions relatives au commerce extérieur :

3.1.La balance des paiements :

La balance des paiements est un document comptable qui retrace sous forme comptable l'ensemble des échanges de biens, services, de revenus, de transferts de capitaux et les flux financiers pendant une période donnée entre les agents économiques résidents d'un pays et le reste du monde.

Dans la nomenclature de comptabilité européenne, la balance des paiements comporte trois comptes :

⁸⁷<https://www.banquemondiale.org/fr/who-we-are>, consulté le 12/03/2023 à 13h00

Tableau 2: Les trois comptes principaux de la balance des paiements

Compte de transactions courantes	La <u>balance des transactions courantes</u> ou balance courante recense les échanges internationaux de biens et services ainsi que les revenus du travail et du capital et transferts courants.
Compte de capital	Le compte de capital recense les opérations d'achat ou de vente d'actifs non financiers, comme les brevets, ainsi que des transferts de capital. Parmi les transferts en capital figurent, par exemple, les remises de dette et les aides à l'investissement
Compte financier	La balance financière recense les flux financiers entre un pays et l'étranger, sous forme <u>d'investissement direct à l'étranger (IDE)</u> , investissement de portefeuille, produits financiers dérivés, autres investissements, réserves de change et autres.

Source : <https://www.glossaire-international.com>⁸⁸

3.2. La balance commerciale :

La balance commerciale est le compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés, en termes de valeur monétaire (en monnaie nationale). Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises⁸⁹. La balance commerciale permet de mesurer l'ouverture économique d'un pays vis-à-vis du reste du monde, ainsi que sa compétitivité sur le marché international.

Cette différence entre les exportations et les importations de biens d'un pays sur une période donnée possède trois significations tout dépend de son solde :

Une balance commerciale positive est considérée comme bénéfique pour un pays, car elle indique que le pays exporte plus de biens et de services qu'il n'en importe, ce qui peut contribuer à stimuler la croissance économique et l'emploi. Cependant, une balance commerciale très positive peut également indiquer que le pays est trop dépendant de ses exportations et qu'il pourrait être vulnérable aux fluctuations du marché mondial. À l'inverse, une balance

⁸⁸ <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/balance-des-paiements.html>, consulté le 13/03/2023 à 16h30

⁸⁹ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1649>, 13/10/2016, consulté le 13/03/2023 à 17h00

commerciale négative peut indiquer que le pays est trop dépendant des importations et qu'il pourrait être vulnérable à l'inflation et aux pressions sur sa monnaie.

La balance commerciale est inter reliée avec le taux de couverture, se sont deux indicateurs complémentaires, étroitement liés pour évaluer la performance commerciale d'un pays.

3.2.1. Le taux de couverture (TC) :

C'est un indicateur qui permet d'évaluer dans quelle mesure les exportations d'un pays couvrent ou ne couvrent pas ses importations. Il convient de noter que même les pays riches et en forte croissance peuvent avoir un déficit commercial, ce qui signifie que leurs importations dépassent leurs exportations.

Autrement dit, il permet de mesurer la capacité de financement des importations par les exportations.

$$\text{TC} = \frac{X}{M} \times 100 \dots\dots\dots(1)$$

Avec :

- **TC** : le taux de couverture
- **X** : les exportations
- **M** : les importations

3.2.2. Les termes de l'échange réel :

Les termes de l'échange réel font référence à la valeur relative des exportations et des importations d'un pays. Plus précisément, les termes de l'échange réel mesurent le pouvoir d'achat des exportations d'un pays par rapport à ses importations. Autrement dit, ils représentent la quantité de biens et services qu'un pays peut importer en échange d'une quantité donnée de ses exportations.

Les termes de l'échange sont le rapport, pour un produit donné, entre l'indice du prix des exportations et celui des importations, indices exprimés selon une même année de base.

Formule :

$$\text{TER} = (\text{Indice des prix des exportations} / \text{Indice des prix des importations}) \times 100 \dots\dots\dots(2)$$

Une amélioration des termes de l'échange de 1% signifie que la croissance du prix des exportations de 1% plus forte que celle du prix des importations. Elle signifie aussi une détérioration de la compétitivité-prix.

Inversement, une baisse des termes de l’échange signifie une amélioration de la compétitivité-prix. Ce rapport peut être calculé par produit, pour un ensemble de produits globalement⁹⁰.

4. Mécanisme de l’évolution et d’ajustement de la balance commerciale :

L'un des sujets qui continue de susciter un intérêt scientifique en économie internationale Reste l’étude de la relation ou l'analyse de l'influence de l'ouverture de l'économie sur le sentier de la croissance d'une économie. En particulier lorsque celle-ci se trouve dans une phase de transition vers le développement.

Ainsi la libéralisation des échanges extérieurs est considérée comme un élément primordial et explicatif vers la convergence à l’échelle mondiale.

4.1. L’évolution de la balance commerciale algérienne :

Le commerce extérieur de l'Algérie pendant le pacte colonial français était caractérisé par une dépendance excessive à l'égard de la France, qui a instauré des politiques économiques favorables à ses propres intérêts et une politique commerciale restrictive imposée par la métropole. Cette situation a eu un impact négatif sur l'économie algérienne en termes de stagnation de la croissance économique et d'absence de diversification.

Durant la période de l'économie planifiée, comme indiqué auparavant, l'Algérie cherchait à atteindre l'autosuffisance alimentaire et industrielle en favorisant les échanges avec les pays socialistes et en nationalisant les secteurs clés de l'économie. Cependant, cette stratégie a connu des limites et a finalement conduit à des déséquilibres économiques et à une dépendance excessive aux exportations des hydrocarbure.

Au niveau national, la période de 1980-1989 est caractérisée par la continuation du dirigisme centralisé et de l'économie socialiste grâce à la mise en place de deux plans quinquennaux. Malgré les difficultés économiques mondiales, la plupart des objectifs ont été atteints. Les exportations ont augmenté de 11,6% en valeur, bien que leur structure reste dominée à 98% par les hydrocarbures. Les importations, quant à elles, ont maintenu un taux de croissance annuel moyen de 6%⁹¹.

La crise économique de 1986, qui a été marquée par la chute des prix du pétrole, a conduit à une remise en question de la politique nationale de commerce extérieur en Algérie. Depuis 1988, cette politique a subi plusieurs changements significatifs, notamment en ce qui concerne les lois et règlements régissant le commerce extérieur.

⁹⁰ <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/terme-de-l-undefinedchange.html>, consulté le 14/03/2023 à 17h00

⁹¹ **CHEBBAH (Khaled)**, Évolution du commerce extérieur de l’Algérie : 1980-2005 Constat et analyse, Revue Campus N°7, Faculté des sciences économiques et de gestion U.M.M.T.O, P42

Le début des années 1990 a été marqué par une situation de cessation de paiement en Algérie, ce qui a conduit le pays à demander l'aide du Fonds monétaire international (FMI). En échange de cette assistance précieuse, le FMI a imposé certaines conditions, notamment la libéralisation du commerce extérieur, qui a été considérée comme une étape importante dans l'intégration à l'économie mondiale. La structure économique a été soumise à des programmes d'ajustement qui avaient pour but de faciliter les échanges commerciaux, rétablir une croissance économique et répondre au plan d'ajustement structurel exigé par le FMI. Cette réforme a ouvert la voie à des négociations avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi qu'à la signature d'un accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, qui est entré en vigueur le 1er septembre 2005⁹².

Suite à l'endettement de l'Algérie pendant la crise de 1988. L'État Algérien a ainsi procédé en 2002 à la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne, accord pour lequel elle demande actuellement sa renégociation pour de multiples raisons. Ces deux volets (U.E et O.M.C) constituent indéniablement un choix jugé stratégique susceptible de dynamiser la croissance économique du pays, d'attirer davantage d'IDE et de tirer profit de ces derniers sur le double plan du transfert technologique et de la création d'emplois⁹³.

La diversification géographique des partenaires commerciaux est le deuxième objectif de la politique commerciale algérienne.

Actuellement, l'Algérie est en train de réformer ses politiques commerciales pour préparer son économie à s'ouvrir de manière cohérente à ses principaux partenaires commerciaux, notamment l'Union Européenne. Cependant, la sphère du commerce extérieur de l'Algérie est confrontée à des défis, tels que la lenteur et la difficulté de s'ancrer dans l'économie mondiale en raison de la vulnérabilité du commerce extérieur qui repose sur les exportations de matières premières. De plus, les entreprises locales n'ont pas un grand intérêt à s'ouvrir faute d'efficacité et de compétitivité.

L'Algérie est à la recherche d'une maîtrise de l'ouverture à l'extérieur. Une forte ouverture économique peut stimuler la croissance économique en offrant de nouveaux débouchés commerciaux et en permettant la diffusion des connaissances et des technologies, mais elle peut également exposer l'économie à des chocs externes tels que les fluctuations des prix des matières premières ou les perturbations économiques dans les principaux partenaires commerciaux.

⁹²**CHEBBAH (Khaled)** : ibid, P41

⁹³**BENMOUSSA (Mohammed), DAHLAB (Ania)**, Revue théorique sur la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique Algérienne, Université Ziane Achour – Djelfa, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, 2019, P08

4.2. Les accords avec l'extérieur :

4.2.1. L'accord d'association avec l'union européenne (UE) :

Dans un contexte économique mondial en perpétuelle mutation, l'Algérie décide de conclure un accord d'association avec son premier partenaire économique, à savoir l'Union européenne⁹⁴, L'accord euro-méditerranéen établissant une association entre l'Algérie et la communauté européenne est entré en vigueur le 1er septembre 2005⁹⁵.

Cet accord a pour objectif prioritaire commun reste l'amélioration en Algérie du climat des affaires et des investissements et la création d'un environnement économique prévisible, stable, transparent et bien régulé. Ainsi il vise à favoriser le dialogue politique, économique, à promouvoir la condition dans les domaines économique, social, culturel et financier et de fixer les conditions de la libéralisation progressive des échanges de biens, de services et de capitaux et mettre en priorité la diversification économique, cet appui à la transition et la diversification économique constitue un axe essentiel de la coopération de UE avec l'Algérie⁹⁶

4.2.2. Accession de l'Algérie à l'OMC :

L'adhésion de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été initiée en 1987, mais ce n'est qu'en 1995 que le processus d'adhésion a réellement commencé. Depuis lors, un groupe de travail de l'OMC chargé de l'accession de l'Algérie a été créé pour examiner les politiques et pratiques commerciales de l'Algérie et pour discuter de la conformité de ces politiques avec les règles de l'OMC.

Ce groupe de travail a tenu plusieurs réunions pour étudier les politiques commerciales de l'Algérie, notamment en matière de licences d'importation, d'obstacles techniques au commerce, de mesures sanitaires et phytosanitaires, de taxes intérieures, d'entreprises publiques et de privatisations, de subventions et de protection des droits de propriété intellectuelle.

L'Algérie a également engagé des négociations bilatérales avec plusieurs pays pour consolider ses tarifs et s'engager dans des accords spécifiques sur le commerce des services. Au cours de ce processus, l'Algérie a signé six accords bilatéraux avec Cuba, Venezuela, Brésil, Uruguay, Suisse et Argentine⁹⁷.

⁹⁴RAHAL (Farah), HARBI (Lydia),Revue d'économie et de développement humain : Analyse de l'Accord d'Association entre l'Algérie et l'Union Européenne sur le Commerce International de l'Algérie Étude de Cas : Ministère du Commerce, Volume11, 30/11/2020, P08/15

⁹⁵<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX%3A52007PC0179>,consulté le 15/03/2023 à 7h08

⁹⁶https://www.eas.europa.eu/algérie/lunion-europeenne-et-lalgerie_fr?s=82,consulté le 15/03/2023 à 8h00

⁹⁷<https://www.commerce.gov.dz/fr/processus-daccession-de-lalgerie-a-lorganisation-mondiale-du-commerce-omc>, consulté le 15/03/2023 à 8h30

Bien que le processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC ait pris beaucoup de temps, le pays a progressé dans la mise en conformité de ses politiques commerciales avec les règles de l'OMC et a réussi à conclure des accords commerciaux avec plusieurs pays. L'adhésion de l'Algérie à l'OMC offrirait de nombreux avantages au pays, notamment une plus grande ouverture sur le marché international, une amélioration de l'efficacité économique et une plus grande transparence et stabilité dans les politiques commerciales.

4.2.3. L'accord d'association avec la grande zone arabe (GZALE) :

Dans le cadre du développement des échanges commerciaux entre les États arabes, le Conseil économique et Social de la Ligue des États Arabes (C.E.S), a décidé en date du 22 Février 1978, d'élaborer une convention pour la facilitation des échanges commerciaux entre les pays arabes⁹⁸.

Suite à l'annonce officielle du gouvernement algérien de mettre en œuvre le programme exécutif de la Zone de libre-échange arabe (GZALE), les échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays arabes membres de la GZALE ont commencé à bénéficier de la franchise totale à partir du 01 janvier 2009⁹⁹.

La convention et son programme exécutif s'appliquent aux produits originaires de la zone qui peuvent être échangés sous un régime tarifaire préférentiel entre l'Algérie et les États arabes.

Les produits originaires des États arabes, non exclus de la zone arabe de libre échange qu'ils soient Importés en Algérie ou exportés de l'Algérie vers un pays arabe :

Bénéficient d'une exonération totale des droits de douanes et des droits et taxes d'effet équivalent. Seulement le droit de douane est concerné par l'exonération¹⁰⁰.

La détermination et les contrôles de l'origine des marchandises sont essentiels pour éviter les pratiques frauduleuses et préserver les intérêts du trésor public, toutes marchandises importées ou exportées dans le cadre de la zone Arabe de libre-échange (GZALE) doivent satisfaire au principe des règles annoncées dans l'article n°09 de la convention. Ces règles sont régies par les décisions du conseil économique et social chargé de la mise en œuvre du programme exécutif¹⁰¹.

⁹⁸<https://www.commerce.gov.dz/fr/zone-arabe-de-libre-echange> , consulté le 15/03/2023 à 09h15

⁹⁹Idem, consulté le 15/03/2023 à 09h30

¹⁰⁰<https://www.dcw-mostaganem.dz/?q=fr/content/accord-avec-la-grande-zone-arabe-de-libre-echange>, consulté le 15/03/2023 à 09h45

¹⁰¹<https://www.douane.gov.dz/spip.php?article151>, consulté le 15/03/2023 à 10h03

4.3. L'évolution de la balance commerciale : Analyse statistique

Dans cette partie, l'analyse statistique portera sur l'évolution de la balance commerciale de l'Algérie, pour une période bien déterminée allant de 2013 à 2021. Cette analyse nous permettra de mieux comprendre les tendances économiques, les fluctuations du marché et les comportements de consommation sur le marché algérien. Le tableau suivant montre une certaine fluctuation dans l'évolution de la balance commerciale d'après les fluctuations des deux facteurs principaux affectant (Exportations/Importations) :

Tableau 3 : Évolution de la balance commerciale de 2013-2021 (En milliards de dollars US)

Libellé Année	Le solde de la balance commerciale	Les exportations	Les importations
2013	9,880	64,867	-54,987
2014	0,459	60,129	-59,670
2015	-18,083	34,565	-52,649
2016	-20,128	29,309	-49,437
2017	-14,412	34,569	-48,981
2018	-7,458	41,115	-48,573
2019	-9,320	35,312	-44,632
2020	-13,622	21,925	-35,547
2021	1,094	38,558	-37,464

Source : La Banque d'Algérie d'après les rapports annuels

Le tableau ci-dessus représente l'évolution du commerce extérieur de l'Algérie qui s'étale sur neuf ans (2013-2021), où le niveau des échanges extérieurs a affiché des tendances fluctuantes depuis 2013.

L'année 2013 a enregistré un excédent de la balance commerciale avec un volume des échanges est nettement important, suivi d'une baisse annuelle en 2014. Concernant la période 2015-2020, le solde commercial a connu une tendance négative.

L'évolution de la balance commerciale de l'Algérie de 2015 à 2021, telle que rapportée par la Banque d'Algérie, a été marquée par des fluctuations importantes, avec des déficits commerciaux persistants, mais également quelques signes de stabilisation.

Tout d'abord, au cours de cette période, l'Algérie a connu un déficit commercial croissant. En 2015, le déficit commercial était de 18,1 milliards de dollars américains, et il a atteint un pic en 2016 avec un déficit de 20,13 milliards de dollars américains. Cela peut être attribué en partie à la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des hydrocarbures, qui représentent une part importante de

ses exportations, et dont les prix ont connu une baisse significative sur les marchés internationaux au cours de cette période.

Cependant, à partir de 2017, la balance commerciale de l'Algérie a commencé à montrer des signes d'amélioration. Les déficits commerciaux ont commencé à diminuer progressivement, passant de 14,41 milliards de dollars américains en 2017 à 9,32 milliards de dollars américains en 2019.

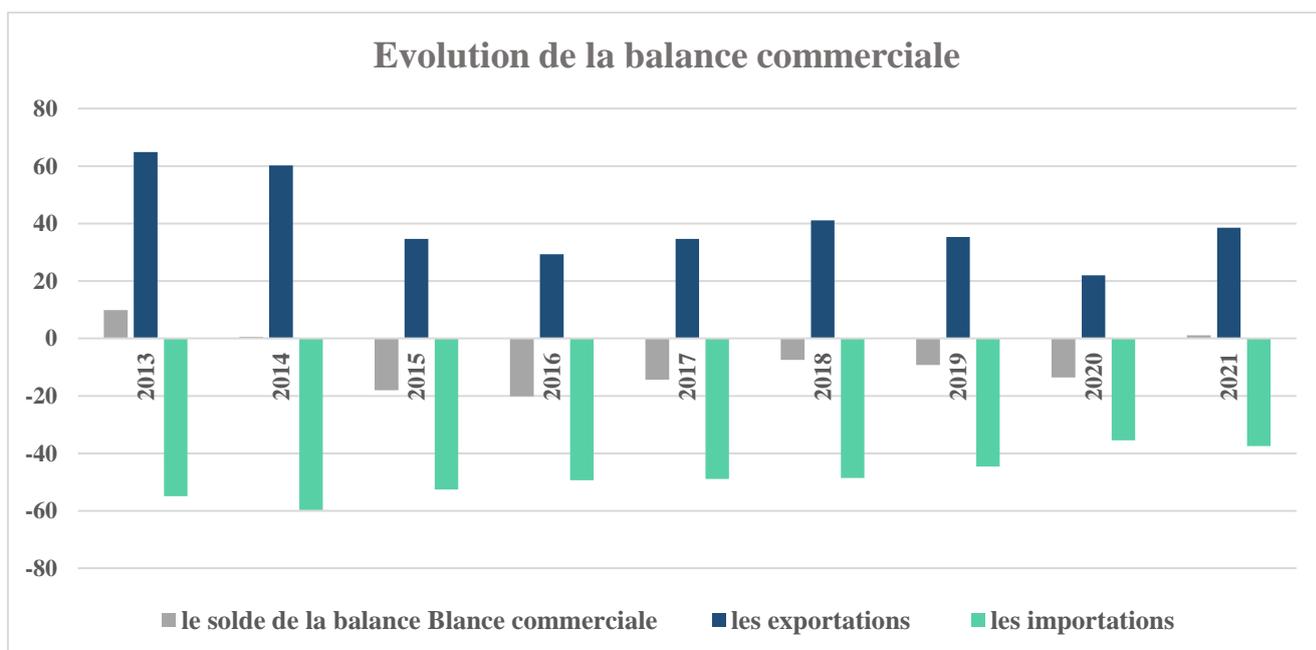
Il convient de noter que la pandémie de COVID-19 qui a débuté en 2020 a également eu un impact sur la balance commerciale de l'Algérie, avec une contraction des exportations et des importations en raison des restrictions commerciales et des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

La balance commerciale de l'Algérie en 2021 a enregistré une amélioration par rapport aux années précédentes, ce qui indique une évolution positive de la situation économique.

En dépit de la hausse des importations de biens, le solde de la balance commerciale a enregistré un excédent de 1,15 milliard de dollars en 2021 contre un déficit de 13,5 milliards de dollars en 2020, soit une progression de 14,65 milliards de dollars. Les exportations totales de biens (FOB) ont atteint 38,56 milliards de dollars en 2021, en hausse de 16,63 milliards de dollars par rapport à 2020 (21,93 milliards de dollars)¹⁰².

Nous présentons cette évolution en graphique :

Figure 4 : Évolution de la balance commerciale de 2013-2021



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

¹⁰²<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2022/12/Rapport-dactivite-Banque-dAlgerie-Annee-2021-VF.pdf>, P85, consulté le 16/03/2023 à 3h30

5. L'ajustement de la balance commerciale :

Dans le contexte économique actuel de la mondialisation, le commerce extérieur est un élément clé qui exerce une contrainte importante sur les économies nationales. En effet, les échanges internationaux sont un espace de concurrence pour les systèmes productifs nationaux, où se définit le niveau de la croissance économique et où se détermine la structure des revenus. Il est donc important pour les pays de maintenir une balance commerciale équilibrée, c'est-à-dire d'assurer que leurs exportations sont équivalentes à leurs importations.

Toutefois, cela peut être difficile à réaliser car les flux commerciaux sont influencés par de nombreux facteurs tels que les politiques économiques des pays partenaires, les fluctuations des taux de change et les changements dans les demandes et les préférences des consommateurs. Ainsi, l'ajustement de la balance commerciale est un défi complexe qui nécessite une approche globale et adaptée à chaque situation particulière.

Dans l'approche par l'équilibre emplois-ressources, l'équilibre de la balance commerciale est considéré comme l'un des éléments clés de l'équilibre macroéconomique. Lorsque l'économie d'un pays est en équilibre, les ressources de production et les emplois sont égaux aux dépenses et aux revenus. Un déficit commercial peut perturber cet équilibre en introduisant des pressions inflationnistes ou déflationnistes sur l'économie, en fonction de la manière dont le déficit est financé.

$$\boxed{\text{Les ressources} = \text{Les emplois.}} \dots\dots\dots(3)$$

$$\boxed{\text{PIB} + \text{M} = \text{C} + \text{I} + \Delta\text{S} + \text{X.}} \dots\dots\dots(4)$$

$$\boxed{\text{PIB} = \text{C} + \text{I} + \Delta\text{S} + (\text{X} - \text{M})} \dots\dots\dots(5)$$

Avec:

- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **C** : Consommation Finale des ménages
- **I** : investissements ou Formation Brute de Capital Fixe « FBCF »
- **ΔS** : Variations des Stocks
- **X-M** : Le solde commerciale « exportations-importations »

Une économie ouverte est caractérisée par un échange commercial avec d'autres pays, ce qui signifie que les flux d'importations et d'exportations ont une influence significative sur la balance commerciale d'un pays. Pour maintenir une croissance économique stable et durable, les gouvernements des pays ouverts doivent prendre des mesures pour équilibrer leur balance commerciale.

L'ajustement par le taux de change englobe deux dimensions importantes à considérer pour maintenir l'équilibre de la balance commerciale, Effet prix effets volumes : le test de Marshall-Lerner et la courbe en J.

La politique de change consiste à agir sur le taux de change en vue d'atteindre des objectifs finaux en termes de balance commerciale, d'inflation, de croissance du PIB ou d'emploi. Les moyens de cette politique sont :

- Une action directe sur le taux de change via des opérations d'achats et ventes de monnaie sur le marché des changes (impliquant une dépréciation ou appréciation de la monnaie domestique) ou un changement de parité officielle dans le cas d'un système de changes fixes (dévaluation ou réévaluation),
- Un contrôle des changes (Mesures prises par un gouvernement pour réglementer l'achat et la vente de monnaies étrangères par ses ressortissants),
- Une modification du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale (favorisant une entrée de capitaux dans le cas d'une hausse du taux directeur, et une sortie dans le cas d'une baisse¹⁰³

L'impact positif d'une dépréciation (ou dévaluation) sur la balance commerciale dépend de la sensibilité des exportations (c'est-à-dire la demande étrangère pour les produits domestiques) et des importations (c'est-à-dire la demande domestique pour les produits étrangers) aux variations de prix. Plus cette sensibilité est forte, plus l'impact positif sera important. Cet effet a été montré par le théorème des élasticités critiques (ou condition de Marshall-Lerner).

5.1. Le théorème des élasticités critiques (ou condition de Marshall-Lerner) :

Le théorème des élasticités critiques est une condition économique qui stipule que pour qu'une dépréciation réelle de la monnaie nationale ait un effet positif sur la balance commerciale d'un pays, la somme des élasticités-prix des exportations et des importations doit être supérieure à l'unité.

Ce qui revient à affirmer que l'effet-volume positif engendré par une dépréciation doit être suffisamment intense pour compenser l'effet-prix négatif¹⁰⁴.

La formule de la condition de Marshall-Lerner :

$$\boxed{|\varepsilon_X| + |\varepsilon_M| > 1} \dots\dots\dots(6)$$

Avec :

¹⁰³http://jeromevillion.free.fr/AEHSC_Ressources/Documents_AEHSC/Plan_BalPaiement_MarcheChanges.pdf, P06, consulté le 18/03/2023 à 11h00

¹⁰⁴<https://perso.univ-rennes1.fr/denis.delgay-troise/RMI/Cours/marlerner.pdf>, consulté le 18/03/2023 à 14h00

ϵ_x et ϵ_M sont respectivement les élasticités-prix (ici le prix est le taux de change réel) de l'offre d'exportation et de la demande d'importation du pays.

5.2. La courbe en J :

Dans une situation où le taux de change est flottant, La courbe en J est l'expression graphique de l'évolution du solde de la balance commerciale après dépréciation d'une monnaie nationale.

La courbe en J se compose de deux parties distinctes : l'effet prix et l'effet volume :

L'effet prix se manifeste immédiatement après une dépréciation réelle une monnaie nationale et se traduit par une détérioration des termes de l'échange. En effet, les prix des biens importés augmentent en termes de monnaie nationale, tandis que les prix des biens exportés restent stables. Cela entraîne une augmentation de la valeur des importations, ce qui peut aggraver le déficit commercial.

Cependant, l'effet volume intervient à plus long terme et peut inverser la tendance négative de l'effet prix. L'effet volume est lié à la sensibilité des exportations et des importations aux variations de prix. Si les exportations et les importations sont suffisamment sensibles aux prix, une dévaluation peut stimuler les exportations et réduire les importations, ce qui améliore la balance commerciale. Dans ce cas, la courbe en J aura une forme de J renversé, où l'effet volume compense l'effet prix. Ce qui peut finalement conduire à une amélioration de la balance commerciale et à un excédent commercial.

Dans la réalité, les deux effets ne jouent pas en même temps : les prix s'ajustent immédiatement (à court terme) tandis que les quantités s'ajustent sur le moyen et le long terme. La balance commerciale située initialement en équilibre se détériore à la suite d'une dévaluation du taux de change (c'est l'effet prix qui l'emporte). Mais petit à petit l'ajustement par les quantités (effet du même nom) permet d'améliorer le solde et de dépasser celui de l'équilibre initial dessinant la courbe en J¹⁰⁵.

Autrement dit, en raison de l'augmentation des prix à l'importation et de la diminution des prix à l'exportation, le déficit commercial s'accroît avant que l'effet sur les quantités échangées ne se manifeste.

Toutefois, pour que les importations et les exportations effectives varient, il est nécessaire que les prix soient suffisamment élastiques par rapport à la demande. Dans ces conditions, les exportateurs peuvent tirer profit de cette dépréciation pour augmenter leur marge bénéficiaire¹⁰⁶.

¹⁰⁵<https://www.melchior.fr/notion/courbe-en-j>, consulté le 18/03/2023 à 14h30

¹⁰⁶**Kerzabi (Zouleykha), Kerzabi (Dounia)**, مجلة دفاتر اقتصادية: Réflexion sur dévaluation du Dinar algérien, Volume 8, N°1,20/03/2017, P04

- Élasticité-prix de la demande :

Elle mesure la réactivité de la quantité demandée à un changement de prix, et permet de déterminer si les quantités échangées vont changer en réponse à une variation des prix. La formule de l'élasticité-prix de la demande est la suivante :

$$\text{Élasticité-prix de la demande} = (\% \text{ de variation de la quantité demandée}) / (\% \text{ de variation du prix})$$

Si l'élasticité-prix de la demande est supérieure à 1, cela signifie que la demande est élastique, ce qui suggère que les quantités échangées changeront en réponse à une variation des prix.

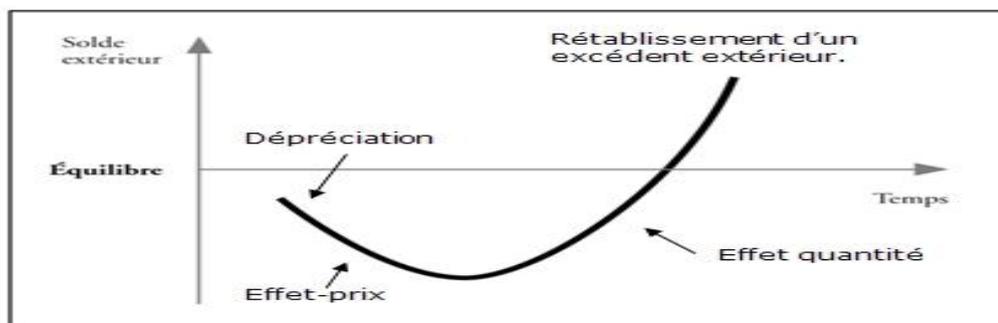
- Marge bénéficiaire :

Elle mesure la différence entre le prix de vente et le coût de production d'un bien ou d'un service, et peut être augmentée si les exportateurs profitent de la dépréciation de leur devise. La formule de la marge bénéficiaire est la suivante :

$$\text{Marge bénéficiaire} = (\text{Prix de vente} - \text{Coût de production}) / \text{Prix de vente.} \dots\dots\dots(7)$$

Si le prix de vente augmente, cela peut entraîner une augmentation de la marge bénéficiaire, à condition que les coûts de production n'augmentent pas de manière significative.

Figure 5: Représentation de la courbe en J



Source : <https://www.maxicours.com>¹⁰⁷

L'Algérie a connu une évolution intéressante en matière de politique commerciale au fil des décennies, passant d'une politique protectionniste à une politique de plus en plus libre-échangiste.

La première période correspond à celle de l'économie planifiée, où le gouvernement avait un contrôle strict sur le commerce extérieur, fixant les prix et les quantités des échanges. La deuxième période, celle de la libéralisation du commerce extérieur, a vu une ouverture accrue

¹⁰⁷<https://www.maxicours.com/se/cours/le-marche-des-changes/>, consulté le 18/03/2023 à 14h30

du marché algérien aux échanges internationaux, ainsi qu'une réduction des barrières tarifaires et non tarifaires.

La libéralisation du commerce extérieur a permis à l'Algérie d'élargir sa base économique et de diversifier ses exportations vers d'autres produits que les hydrocarbures. Cependant, cette transition a également présenté des défis, notamment en termes de compétitivité et de capacité à répondre aux normes internationales. Malgré cela, l'Algérie continue de chercher à renforcer son commerce extérieur en s'appuyant sur une stratégie de diversification et de promotion des exportations et des investissements étrangers.

Section 02 : L'état inflationniste mondiale et la booste des exportations

L'inflation est un phénomène qui affecte notre vie quotidienne de manière tangible, car nous constatons tous que les prix ont tendance à augmenter naturellement. Toutefois, pour les décideurs politiques, l'inflation est un sujet sensible car elle peut être considérée comme un indicateur du bon ou du mauvais fonctionnement de l'économie.

1. L'inflation :

L'inflation est une hausse générale et durable du niveau des prix des biens et services au sein d'une économie. Elle se traduit par une perte de pouvoir d'achat de la monnaie, ce qui signifie que la même quantité d'argent permet d'acheter moins de biens et services qu'auparavant.

1.1. Notions relatives à l'inflation :

1.1.1. La déflation :

La déflation désigne une diminution de la moyenne de l'ensemble des prix dans une zone économique donnée, constatée sur une période durable (plusieurs trimestres consécutifs). Elle se caractérise donc par une hausse du pouvoir d'achat de la monnaie sur la période concernée¹⁰⁸. Cependant, la plupart des économistes considèrent que la déflation est un phénomène indésirable en raison de son impact négatif sur la croissance économique et sur l'emploi. En effet, une baisse des prix peut conduire à une baisse des bénéfices des entreprises, ce qui peut se traduire par une réduction de l'investissement et de l'emploi¹⁰⁹.

1.1.2. La désinflation :

La désinflation est une situation économique où la croissance des prix ralentit sans pour autant entraîner une baisse généralisée des prix telle qu'on la voit dans la déflation. En d'autres termes,

¹⁰⁸<https://youmatter.world/fr/definition/deflation-definition-causes-et-consequences-exemples/>, consulté le 19/03/2023 à 6h30

¹⁰⁹ Idem., consulté le 19/03/2023 à 6h37

la désinflation est le ralentissement de la hausse des prix : le taux d'inflation baisse tout en restant strictement positif¹¹⁰.

Cela signifie que les prix continuent d'augmenter, mais à un rythme plus lent qu'auparavant.

On parle de situation de désinflation si par exemple, le taux d'inflation enregistré, après des années à 9 % en moyenne, baisse à 7 %, puis 5 %, puis 4,79 %.

1.1.3. La stagflation :

C'est la situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation (c'est-à-dire une croissance rapide des prix). Cette situation est souvent accompagnée d'un niveau élevé du taux de chômage.

1.2. Les mesures de l'inflation :

Pour évaluer le taux d'inflation on utilise :

- **Le déflateur du PIB**
- **L'indice des prix à la consommation (IPC)**

1.2.1. Le déflateur du PIB :

Le déflateur du PIB est une mesure économique utilisée pour évaluer le niveau de prix global d'une économie.

En effet, le déflateur du PIB est basé uniquement sur les prix des biens et services produits à l'intérieur des frontières nationales, en utilisant un panier de biens et services qui est ajusté en fonction de la composition changeante du PIB. Autrement dit, le panier de biens et services évolutifs, c'est à dire il tient compte d'un panier de biens et de services qui évolue au gré de la composition du PIB.

Donc, il indique le niveau actuel des prix par rapport à celui de l'année de base.

La formule du déflateur du PIB est la suivante :

$$\boxed{\text{Déflateur du PIB} = (\text{PIB nominal} / \text{PIB réel}) \times 100.} \dots\dots\dots(8)$$

Avec :

- **Le PIB nominal** : est la valeur des biens et des services finals produit au cours d'une année Donnée aux prix pratiqués cette année-là (aux prix de marché).
- **Le PIB réel** : est la valeur des biens et des services finals produit au cours d'une année Calculé en prix constant (réel).

¹¹⁰ <https://ses.webclass.fr/notions/desinflation/>, consulté le 19/03/2023 à 12h40

1.2.2. L'indice des prix à la consommation (IPC) :

L'indice des prix à la consommation (IPC) est une mesure de l'évolution des prix des biens et services achetés par les ménages d'un pays donné. Il est calculé en comparant le coût d'un panier de biens et services représentatif de la consommation des ménages d'une période donnée avec celui de la même quantité de biens et services dans une période de référence.

La formule de l'IPC est la suivante :

$$\text{IPC} = (\text{Coût du panier à la période courante} / \text{Coût du panier à la période de référence}) \times 100 \quad \dots\dots(9)$$

Avec :

- **Coût du panier à la période courante** : le coût du panier de biens et services à la période en cours, mesuré en utilisant les prix actuels pour chaque élément du panier ;
- **Coût du panier à la période de référence** : le coût du panier de biens et services à la période de référence, mesuré en utilisant les prix de cette période pour chaque élément du panier.

1.3. Les Types de l'inflation :

Le processus inflationniste comporte trois formes d'inflation qui sont classées par ordre croissant de gravité :

1.3.1. L'inflation latente, contenue, déguisée ou rampante :

Cela se produit lorsque les prix des biens et des services augmentent de manière régulière, continue et épisodique.

1.3.2. L'inflation ouverte :

Elle commence dès que la hausse dissimule des anticipations à de nouvelles hausses de prix de la part de tous les acteurs de la vie économique (consommateurs, producteurs, États). La croyance à l'accroissement des prix provoque la hausse même si cette dernière n'est pas nécessairement fondée. Ce processus cumule les effets d'entraînement et se nourrit de lui-même, comme une boule de neige¹¹¹.

1.3.3. L'inflation galopante ou hyper-inflation :

La hausse de prix est de plus en plus forte, du fait que les mobiles psychologiques (la peur de la hausse) ont pris plus d'importance que le déséquilibre entre l'offre et la demande. Elle place la balance commerciale en déficit ou l'accroît, parce que les importations augmentent tandis

¹¹¹<https://www.etudier.com/dissertations/Les-Formes-De-l-Inflation/68886442.html>, consulté le 19/03/2023 à 19h40

que les exportations diminuent brusquement. Il faudrait ressusciter la confiance du public pour enrayer le mouvement¹¹².

1.4. Les différents niveaux des formes d'inflation :

- Inflation rampante : 3% à 4% par an ;
- Inflation ouverte : 5% à 10% de hausse (avec des pointes à 20%) ;
- Inflation galopante ou hyperinflation : plus de 20%¹¹³.

1.5. Les causes de l'inflation :

La variation des prix d'un bien ou d'un service spécifique peut être expliquée par l'interaction entre l'offre et la demande, mais cela ne suffit pas à expliquer une augmentation générale des prix. À court terme, le niveau d'inflation est étroitement lié au cycle économique, qui alterne entre périodes de récession et d'expansion. Une croissance faible et un taux de chômage élevé ont tendance à limiter l'inflation, alors que les périodes de forte croissance ont tendance à augmenter l'inflation.

Différentes écoles de pensée en économie ont proposé diverses explications quant aux causes de l'inflation sur le long terme. Trois types d'inflation sont généralement distingués : l'inflation par les coûts, l'inflation par la demande et l'inflation par la monnaie. Dans la pratique, ces causes peuvent se superposer et se renforcer.

1.5.1. L'inflation par les coûts :

Le processus de production, en amont du marché, joue également un rôle essentiel dans la formation des prix (on peut ainsi observer la diffusion d'un choc de prix dans la chaîne de production, d'amont en aval, depuis les prix à la production, biens intermédiaires jusqu'aux prix à la consommation, biens manufacturés. Des niveaux élevés de prix des différents facteurs de production peuvent accroître les coûts de production et par là même augmenter le niveau de prix des produits. Cette inflation par les coûts peut avoir plusieurs origines¹¹⁴ :

- La hausse du coût du facteur travail, la pression des syndicats peut entraîner une augmentation des salaires, les charges patronales peuvent être importantes ;
- La hausse du prix du facteur capital, le coût du capital est déterminé par le rythme des amortissements des investissements ;
- La hausse du prix des matières premières, ceci est lié au degré de dépendance des activités et des économies, exemple du pétrole ;

¹¹²<https://www.etudier.com/dissertations/Les-Formes-De-l-Inflation/68886442.htm>, consulté le 19/03/2023 à 19h55

¹¹³ <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Inflation.htm>, consulté le 19/03/2023 à 20h30

¹¹⁴ <http://leguidedurentier.free.fr/documents/croissanceinflation.pdf>, consulté le 29/04/2023 à 21h30

- La hausse du prix du facteur capital, le coût du capital est déterminé par le rythme des amortissements des investissements,
- Un coût élevé des interventions publiques, l'État influence les coûts par le biais de la fiscalité ou de sa politique tarifaire, peut générer une hausse de l'inflation.

1.5.2. L'inflation par la monnaie :

L'inflation par la monnaie est caractérisée par une augmentation des prix due à une création excessive de monnaie, qui oblige les agents économiques à dépenser davantage pour répondre à leurs besoins. Cette augmentation de l'offre monétaire est supérieure à celle de la production, ce qui entraîne une diminution de la valeur intrinsèque de la monnaie en raison de la hausse des prix. Pour les auteurs quantitativistes de la fin du XIX^e Siècle et pour les monétaristes, l'inflation ne peut être que d'origine monétaire : c'est l'accroissement des moyens de paiements supérieurs à la création des richesses qui est à l'origine de l'inflation. En effet si la monnaie en circulation augmente plus vite que la quantité des biens disponibles, les vendeurs (supposés rationnels) vont anticiper une dépréciation de la monnaie : pour se couvrir, ils augmentent leurs prix de vente. Si ce comportement est adopté par tous les agents économiques, le niveau général des prix s'accroît¹¹⁵.

1.5.3. L'inflation par la demande :

Dans la théorie des marchés, le prix est déterminé par une égalisation de l'offre et la demande. Cependant dans certaines situations, la demande peut excéder l'offre : le prix tend alors automatiquement à monter. Lorsqu'un tel désajustement apparaît sur un grand nombre de marchés, un « écart inflationniste » naît, conduisant à une hausse du niveau général des prix. Dans la théorie keynésienne, l'inflation est due à un déséquilibre entre la demande globale et l'offre globale. Plus précisément, l'augmentation de la quantité de monnaie est synonyme d'inflation lorsque l'offre globale n'est pas en mesure de répondre à un surcroît de demande, on parle ainsi d'inflation par la demande.

L'excès de la demande globale peut provenir de plusieurs facteurs : une augmentation autonome de la vitesse de circulation de la monnaie (une demande de billets plus importante) ; une hausse de la consommation ou à une acquisition de logements financés à crédit des ménages ; un accroissement de l'investissement des entreprises non autofinancé de leurs investissements ; une politique de relance économique de l'État fondée sur le déficit budgétaire financé par émission de monnaie.

¹¹⁵AFFILE (Bertrand), GENTIL (Christian), « Les grandes questions de l'économie contemporaine », Edition : l'Étudiant, 2007, p104.

L'insuffisance de l'offre est quant à lui liée à l'environnement (des facteurs accidentels tels que les guerres peuvent provoquer des pénuries temporaires), à l'État (manque d'infrastructures, formation de la main d'œuvre insuffisante) ou aux entreprises (capacités de production insuffisantes, techniques de production trop rigides¹¹⁶).

1.6. Les conséquences de l'inflation :

Il est souvent difficile d'identifier les coûts de l'inflation, car pendant les périodes inflationnistes, les prix et les salaires n'évoluent pas tous au même taux. Néanmoins, une inflation élevée peut entraîner des conséquences négatives, mais elle peut également avoir des effets bénéfiques.

1.6.1. Les effets néfastes de l'inflation :

Si l'inflation est élevée, elle peut entraîner un ralentissement de la croissance économique, une baisse de la production globale et une détérioration de l'emploi. En cas d'inflation chronique, de nombreux effets négatifs peuvent se produire :

- La répartition macroéconomique des revenus ;
- La réduction l'attractivité de l'économie et la compétitivité des entreprises nationales ;
- L'incertitude d'évolution des valeurs nominales des revenus et des prix ;
- L'augmentation du chômage peut être causée par la réduction de la demande et l'augmentation des coûts de production. De même, l'augmentation des taux d'intérêt.

1.6.2. Les effets positifs de l'inflation :

Caractérisée par une augmentation des revenus nominaux distribués, l'inflation favorise la croissance pour plusieurs raisons principales :

- L'allègement des dettes des agents économiques, L'inflation diminue le coût réel de l'endettement en fonction de la différence entre le niveau des taux d'intérêt nominaux et le niveau général des prix ;
- L'améliore la rentabilité financière des entreprises (leurs taux de profit internes sont supérieurs au taux d'intérêt des capitaux empruntés) ;
- La croissance de la production, de l'emploi et de l'investissements¹¹⁷.

¹¹⁶<http://leguidedurentier.free.fr/documents/croissanceinflation.pdf> ,consulté le 29/04/2023 à 22h10

¹¹⁷<http://leguidedurentier.free.fr/documents/croissanceinflation.pdf> ,consulté le 29/04/2023 à 23h50

1.7.L'évolution de l'inflation par IPC de 2000-2021 en Algérie :**Tableau 4 :** Évolution de l'inflation, IPC (annuel%) de 2000-2021 en Algérie

Series Name	Inflation, consumer prices (annual %)
2000	0,339163189
2001	4,225988349
2002	1,418301923
2003	4,268953958
2004	3,961800303
2005	1,382446567
2006	2,311499185
2007	3,678995747
2008	4,858590628
2009	5,737060361
2010	3,911061955
2011	4,524211505
2012	8,891450911
2013	3,25423911
2014	2,916926921
2015	4,784447007
2016	6,397694803
2017	5,59111591
2018	4,269990205
2019	1,951768211
2020	2,415130941
2021	7,226063074

Source : Data Bank, de la Banque Mondiale (2000-2021)

Selon les données statistiques de la Banque Mondiale, l'indice des prix à la consommation annuel en Algérie a connu une évolution significative entre 2000 et 2021. En effet, l'inflation a connu des périodes de croissance rapide, suivies de périodes de ralentissement. Selon les données de la Banque mondiale, le taux d'inflation annuel moyen sur cette période est de 4,01%. Le tableau montre que l'Algérie a connu une inflation avec une tendance baissière au début des années 2000, avec un pic à 4,3% en 2003, le taux annuel moyen de l'IPC calculé sur la période 2000-2005 est de 2,6%.

La Banque d'Algérie a réussi à maîtriser l'inflation grâce à l'utilisation efficace d'instruments de politique monétaire, malgré un contexte macroéconomique caractérisé par un excès de liquidités depuis 2002¹¹⁸.

En effet, la maîtrise de l'inflation en Algérie a été confirmée par une certaine stabilité monétaire, qui est elle-même soutenue par la solidité de la position financière extérieure nette, ainsi que par des politiques budgétaire et monétaire prudentes. Cette stabilité a été renforcée par l'accord de l'UE avec l'Algérie en 2005.

Entre 2005 et 2008, l'inflation en Algérie a connu une tendance à la hausse, atteignant un taux annuel moyen d'environ 4,15%.

Après une période d'ajustement, l'Algérie a connu plus de dix ans d'inflation modérée, avec des taux d'inflation inférieurs à 5 %. Cependant, en 2009, le taux d'inflation a dépassé ce seuil, avec une moyenne annuelle de 5,74 %, en raison de la hausse des prix des produits de base sur le marché international et de forte progression des prix des produits frais sur le marché intérieur. L'inflation importée s'est ainsi conjuguée avec le phénomène d'inflation endogène¹¹⁹

Si le taux d'inflation annuel moyen a baissé à 3,91 % en 2010, l'année 2011 a été marquée par un choc des prix intérieurs de certains produits de base, ainsi le taux d'inflation est passé à 4,52%¹²⁰.

Le « pic » de l'inflation enregistré en 2012 s'est conjugué avec une décélération des rythmes d'expansion monétaire¹²¹. Il est important de souligner que c'est le taux d'inflation le plus élevé enregistré au cours des quinze dernières années historiquement.

Avant de connaître une tendance baissière jusqu'en 2014, Depuis lors, l'inflation a de nouveau augmenté en Algérie, atteignant 4,3% en 2019 et 2,4% en 2020, puis 7,23% en 2021. Cette hausse s'explique en partie par la dépréciation du dinar algérien par rapport aux principales devises étrangères, ainsi que par les chocs économiques externes, tels que la pandémie de COVID-19, qui ont affecté l'approvisionnement en biens et services.

Après avoir marqué un taux d'inflation de 7,23% en 2021, déjà considéré comme élevé, ce taux n'a cessé d'augmenter en 2022-2023. Selon le dernier bulletin de l'Office National des Statistiques (ONS), l'évolution des prix à la consommation a atteint +9,3% en janvier 2023 par rapport au même mois de l'année précédente. Ce rythme d'inflation annuel de +9,3%, entre

¹¹⁸**Achour (Tani Yamna)**, « L'analyse de la croissance économique en Algérie », THESE De Doctorat, Université de Tlemcen, 2013-2014, P55

¹¹⁹ https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2022/04/intervention_18022013.pdf, 18/02/2013, P01, consulté le 20/03/2023 à 13h30

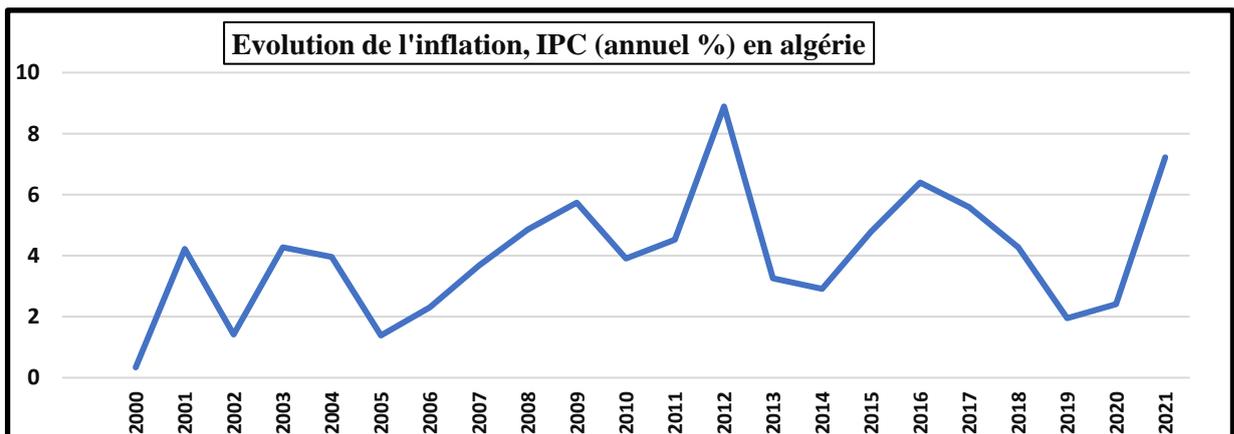
¹²⁰ BANK OF ALGERIA, idem, consulté le 20/03/2023 13h40

¹²¹ BANK OF ALGERIA, ibid, P03, consulté le 20/03/2023 à 13h55

février 2022 et janvier 2023, comparé à la même période de l'année précédente, est particulièrement préoccupant pour l'économie algérienne.

Cette situation peut être due à plusieurs facteurs, tels que l'augmentation des coûts de production, la flambée des prix des matières premières, la dépréciation de la monnaie locale, l'insuffisance de la production locale pour répondre à la demande de la population et encore les tensions géopolitiques « **La guerre en Ukraine** » à l'échelle mondiale divers facteurs ont contribué récemment à la hausse des prix, notamment l'effet de la guerre en Ukraine, mais aussi l'augmentation de la demande en énergie et en matières premières due à la crise du Covid qui persiste depuis deux ans. De plus, des phénomènes climatiques tels que des épisodes de sécheresse au Canada et en Inde ont également eu des effets négatifs sur les rendements de certaines cultures. Des crises sanitaires animales comme la grippe aviaire ont également perturbé les marchés, sans oublier les difficultés économiques, notamment les pénuries de main d'œuvre, qui ont eu un impact sur les prix de certains produits.

Figure 6: Représentation graphique de l'évolution de l'inflation par IPC



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données de la Banque Mondiale

2. Évolutions des exportations en Algérie :

L'exportation est aujourd'hui une nécessité vitale pour les États. Elle est en effet un gage de bonne santé économique qui contribue à maintenir et développer la présence du pays à l'étranger. En effet, l'exportation permet de générer des devises nécessaires au paiement des importations, contribuant ainsi à l'équilibre de la balance des transactions courantes. C'est aussi un élément important pour le développement de l'innovation. Par ailleurs, les exportations permettent de stimuler une économie en valorisant le travail d'un pays auprès des autres et en assurant la pérennité de ses entreprises qui, dans le cadre de la mondialisation, est fortement liée à leurs positions sur le marché mondial.

L'activité de l'exportation est une vente de marchandise par un résident à un non-résident. Dans ce processus, la marchandise est transportée hors du territoire national, ce qui entraîne une entrée de devises correspondante au bénéfice de l'agent économique résident.

Selon la définition de la comptabilité nationale : « Les exportations comprennent tous les biens neufs ou existants vendus ou non qui sortent définitivement du territoire économique, ainsi que tous les services rendus par des résident à des non-résidents, à l'exception des services consommé sur territoire économique par les ménages non-résidents ». ¹²²

Tableau 5 : Évolutions des exportations algériennes en 2013-2021

En milliards de dollars

Année	Les exportations
2013	64,867
2014	60,129
2015	34,565
2016	29,309
2017	34,569
2018	41,115
2019	35,312
2020	21,925
2021	38,558

Source : Établie par l'étudiante, selon les données collectées précédemment par la Banque d'Algérie.

Au cours de cette période, l'Algérie a connu une évolution variable de ses exportations en raison de l'instabilité des facteurs macroéconomique à l'échelle mondiale. En 2013, les exportations algériennes s'élevaient à environ 65 milliards de dollars. Dès 2014, les exportations ont marqué par une tendance baissière mais ont légèrement augmenté en 2017 et 2018 respectivement à environ 34,5 milliards de dollars et 41 milliards de dollars.

En 2021, la balance commerciale a affiché un excédent de 1,15 milliard de dollars, ce qui marque une amélioration significative par rapport à l'année précédente où elle avait enregistré un déficit de 13,5 milliards de dollars. Cette progression représente une différence de 14,65 milliards de dollars. Les exportations totales de biens (FOB) ont également connu une augmentation considérable, atteignant 38,56 milliards de dollars en 2021, soit une hausse de 16,63 milliards de dollars par rapport à l'année précédente (21,93 milliards de dollars).

¹²²BOUDJEMA, R, « cours de comptabilité nationale » INPS, TomeI, p .194.

3. La dépréciation du dinar algérien et son impact sur le boost des exportations :

Malgré un contexte international plus favorable, marqué par la remontée des prix du pétrole et par la reprise de l'activité économique nationale et internationale, qui a été impactée par la pandémie de Covid-19 en 2020, la dépréciation du dinar algérien en 2021 s'est accélérée face au dollar américain et à l'euro, reflétant principalement l'évolution du dollar américain face à l'euro. En moyenne annuelle, le dinar algérien s'est encore déprécié en 2021 de 6,1 % face au dollar américain et de 9,3 % face à l'euro contre des dépréciations respectives de 5,9 % et de 7,7 % en 2020¹²³.

Le dinar algérien en 2021 a connu une certaine volatilité face au dollar américain, tout au long de l'année 2021, le dinar algérien a connu une dépréciation constante en moyenne mensuelle, à l'exception du mois d'avril où il s'est légèrement apprécié de 0,6 %. En ce qui concerne la relation entre le dinar algérien et le dollar américain, en moyenne mensuelle, le dinar algérien a subi une dépréciation de 5,3 % entre décembre 2020 et décembre 2021.

Après une dépréciation de 0,9 % en janvier 2021, le dinar algérien a connu plusieurs périodes de légère appréciation par rapport à l'euro, mais celles-ci ont été interrompues par des dépréciations en mai (-2,0 %) et en septembre (-0,8 %). En moyenne mensuelle, la valeur du dinar algérien par rapport à l'euro s'est appréciée de 1,9 % entre décembre 2020 et décembre 2021¹²⁴.

En effet, le taux de change du dinar vis-à-vis les devises étrangères joue un rôle majeur dans le rétablissement des déséquilibres en agissant sur la balance des paiements également, la balance commerciale, la production et les prix. Par conséquent, il est primordial que le taux de change soit aligné sur sa valeur d'équilibre pour atteindre une stabilité économique optimale.

L'année 2021 a été marquée par une inflation domestique (7,23%) de plus en plus supérieure à celle enregistrée aux pays partenaires, cet écart conjugué à la perte de valeur du dinar algérien contre plusieurs monnaies a rapproché le taux de change effectif réel de son niveau d'équilibre¹²⁵.

Dans la théorie économique développée par David Ricardo, une dépréciation pénalise celui qui importe et avantage celui qui exporte. La dépréciation rend les produits exportés moins chers en termes de devises étrangères, ce qui les rend plus compétitifs sur les marchés internationaux. Cela peut stimuler et booster les exportations et augmenter la demande pour les biens et

¹²³ Balance des paiements, position extérieure globale et taux de change, Rapport annuel Banque d'Algérie 2021 : op cit, P93, consulté le 08/04/2023 à 23h30

¹²⁴ Idem, consulté le 08/04/2023 à 23h55

¹²⁵ Ibid, P94, consulté le 08/04/2023 à 00h10

services. En revanche, elle provoque l'apparition de l'inflation importée, qui rend ce qui peut réduire la demande intérieure pour les produits étrangers et encourager les consommateurs à acheter des produits nationaux à condition laquelle où Les entreprises doivent être capables de répondre à la demande étrangère en augmentant leur production et leur compétitivité pour que les avantages de la dépréciation puissent être pleinement exploités.

Section 03 : Expériences de quelques pays en matière de dépréciation monétaire

1. L'évolution de la devise tunisienne « Le Dinar Tunisien TND » :

1.1. L'évolution des régimes de changes du Dinar Tunisien :

L'évolution des régimes de change en Tunisie a débuté pendant la période coloniale française, où le Franc tunisien était lié au Franc français. Après l'indépendance, en 1958, la Tunisie a adopté un régime de change fixe (Fixation du taux de change). Cependant, en raison de la crise économique des années 1970 et de la flexibilisation des régimes de change dans le monde entier, la Tunisie a commencé à assouplir son régime de change.

La période allant de 1978 à 1980 est caractérisée par l'adoption du régime du panier par les autorités tunisiennes. L'adoption d'un panier comme ancre et non d'une monnaie unique permet d'éviter de subir le flottement.

La deuxième période allant de 1981 à 1985 est caractérisée au niveau mondial par la baisse du prix du pétrole et par l'appréciation du dollar. Étant donné la politique de promotion des exportations encouragée par les autorités tunisiennes, l'atténuation du poids du dollar dans le panier d'ancrage devient prévisible, et donc la hausse de la volatilité du dinar par rapport au dollar.

Entre 1981 et 1985, la baisse des prix du pétrole et l'appréciation du dollar ont marqué le contexte économique mondial. La Tunisie, qui encourageait alors la promotion de ses exportations, prévoyait une diminution de la part du dollar dans le panier d'ancrage de sa monnaie. Cette évolution a entraîné une hausse de la volatilité du dinar par rapport au dollar.

La troisième période allant de 1986 à 1993 est caractérisée par la dévaluation du dinar en août 1986, une dépréciation continue du dinar après la dévaluation jusqu'en 1988 et l'annonce de la Banque centrale de Tunisie de maintenir la stabilité du taux de change réel du dinar, pour maintenir la compétitivité des biens exportés (Jbili et Kramarenko, 2003) La Banque centrale tiendrait aussi compte de l'évolution des monnaies des pays concurrents.

En 1993, la Tunisie a rejoint le FMI et a commencé à mettre en œuvre des réformes économiques visant à moderniser son économie. En 1997, la Tunisie a introduit une nouvelle loi sur les changes, qui a permis plus de flexibilité dans les transactions de change.

La création du marché des changes interbancaire en 1994, tandis que l'entrée en vigueur de l'euro en 1999 qui s'étale jusqu'en 2007. Officiellement, le FMI classe le régime de change en Tunisie comme un régime de « flottement dirigé », où la Banque centrale de Tunisie (BCT) intervient d'une manière discrétionnaire, à chaque fois qu'elle le juge nécessaire³.

² **Bouveret (Antoine), Mestiri (Sana), Henri (Sterdyniak)**, La valeur du yuan : Les paradoxes du taux de change d'équilibre, Dans Revue de l'OFCE 2006/3 (n° 98), PP 77 à 127

³ **Marrakchi Charfi (Fatma)**, Euro / dollar : quelle stratégie de change pour la Tunisie ? Dans Revue de l'OFCE 2009/1 (n° 108), PP 85 à 114

La Tunisie a adopté un régime de flottement plus flexible, où le taux de change du dinar tunisien était principalement déterminé par les forces du marché, avec une intervention occasionnelle de la BCT pour atténuer les fluctuations excessives. Ce régime de flottement permettait une plus grande flexibilité des taux de change.

La Tunisie, comme tous les pays en développement a subi des fluctuations importantes dans son régime de change, notamment en période de crise économique ou de pressions extérieures, mais qu'elle a également été en mesure de mettre en œuvre des réformes pour moderniser son économie et assurer sa stabilité financière.

1.2. La dépréciation du dinar tunisien et son impact sur la balance commerciale :

Le dinar tunisien n'a cessé de se déprécier ces derniers mois face aux principales devises étrangères, à savoir l'euro et le dollar

Tableau 6: L'évolution de la balance commerciale tunisienne (US\$)

Année \ Libellé	Exportations	Importations	Solde commercial
2015	14158771427	19177467661	-5018696234
2016	13650114058	18463633401	-4813519343
2017	14310507662	19679427963	-5368920301
2018	15563609803	21608115256	-6044505453
2019	15000817875	20499187805	-5498369929
2020	13834225724	17369692696	-3535466972
2021	16810148627	21475582699	-4665434072

Source : La Banque Mondiale¹²⁶

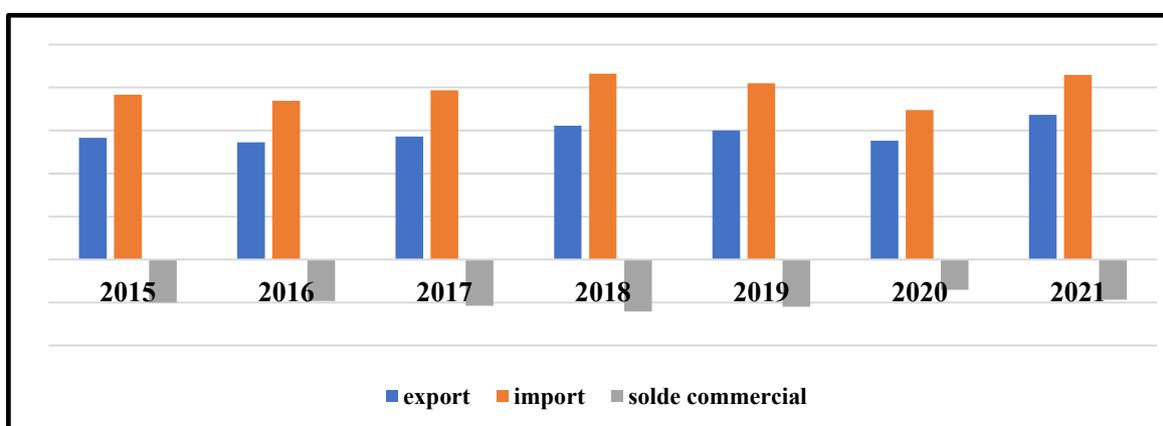
En analysant les statistiques du commerce extérieur de la Tunisie d'après les données de la Banque Mondiale sur la période de 2015 à 2021, certaines observations peuvent être faites :

- Les exportations ont montré une tendance générale à la hausse au cours de cette période. En 2015, les exportations étaient de 14,158 milliards de dollars, et elles ont atteint leur niveau le plus élevé en 2021, s'élevant à 16,810 milliards de dollars. Cette augmentation peut être attribuée à divers facteurs tels que la croissance des secteurs d'exportation, les efforts de diversification et l'accès à de nouveaux marchés.

¹²⁶ <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> , consulté le 19/05/2023 à 1h46

- Les importations ont également connu une tendance à la hausse, bien que légèrement moins prononcée que celle des exportations. En 2015, les importations étaient de 19,177 milliards de dollars, et elles ont atteint 21,476 milliards de dollars en 2021. Cette augmentation peut refléter une augmentation de la demande intérieure et des besoins de l'économie tunisienne en termes d'importations de biens et de services.
- Le solde commercial, qui représente la différence entre les exportations et les importations, a généralement été déficitaire au cours de cette période. Cela signifie que les importations ont dépassé les exportations, ce qui a entraîné un solde commercial négatif. En 2015, le solde commercial était de -5,018 milliards de dollars, et il a atteint son niveau le plus bas en 2020, avec un déficit de -3,535 milliards de dollars. Cependant, en 2021, le déficit commercial s'est légèrement aggravé, atteignant -4,665 milliards de dollars. L'évolution de la balance commerciale au cours de 2021 a porté la marque, en particulier, de la détérioration de la balance énergétique dont le déficit est passé, d'une année à l'autre, de -4.200 MDT à -5.219 MDT. Néanmoins, le niveau de ce déficit demeure largement en-dessous du pic enregistré en 2019, soit plus de 7,7 milliards de dinars, situation qui s'explique, principalement, par le renforcement des ressources énergétiques en 2021 d'environ 30%¹. Par ailleurs, le recul du déséquilibre de la balance énergétique aurait dû être plus prononcé n'eut été l'envolée des cours internationaux² du baril de Brent en 2021. Cependant, le déficit de la balance alimentaire s'est notablement creusé pour s'élever à -1.946 MDT (contre -859 MDT en 2020) suite, principalement, à l'effet conjugué du repli de la valeur des exportations d'huile d'olive de 25,6% (-48,7% en quantité, +41% des prix en €) et la hausse des achats des produits céréaliers¹ de 21,3% sous l'effet de la flambée des prix internationaux¹²⁷.

Figure 7 : Représentation de l'évolution de la balance commerciale tunisienne



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

¹²⁷ https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/RA_fr.pdf, PP68-69, consulté 19/05/2023 à 2h15

La dépréciation du dinar tunisien face aux principales devises étrangères, notamment l'euro et le dollar, a été une tendance observée ces dernières années. Cette dépréciation monétaire a des implications importantes sur les aspects monétaires et financiers de l'économie tunisienne.

Voici quelques points supplémentaires à considérer :

- **Inflation et pouvoir d'achat** : Lorsque le dinar se déprécie, les importations deviennent plus coûteuses, ce qui peut entraîner une hausse des prix des biens importés. Cela peut contribuer à l'inflation et réduire le pouvoir d'achat des consommateurs tunisiens, en particulier pour les produits importés. Une inflation élevée peut affecter négativement la stabilité économique et le bien-être des ménages.
- **Coûts de la dette extérieure** : La dépréciation du dinar tunisien peut augmenter le coût de remboursement de la dette extérieure libellée en devises étrangères. Si la Tunisie a contracté des emprunts en euros ou en dollars, la dépréciation du dinar peut rendre le remboursement de la dette plus coûteux, augmentant ainsi la pression sur les finances publiques.
- **Investissements étrangers** : La dépréciation du dinar tunisien peut avoir un impact sur les investissements étrangers en Tunisie. Si la monnaie se déprécie de manière significative, cela peut décourager les investisseurs étrangers, car leurs rendements en termes de devise étrangère peuvent être réduits. Cela peut affecter les flux d'investissements directs étrangers et potentiellement ralentir le développement économique.
- **Compétitivité des exportations** : Une dépréciation du dinar peut rendre les produits tunisiens moins chers pour les acheteurs étrangers, ce qui peut améliorer la compétitivité des exportations. Cela peut stimuler les ventes à l'étranger et favoriser la croissance des recettes d'exportation, contribuant ainsi à la balance commerciale du pays.

Il est important de noter que la dépréciation du dinar tunisien est influencée par divers facteurs tels que l'offre et la demande de devises étrangères, les politiques monétaires et économiques, les conditions économiques internationales, ainsi que les flux d'investissements et les entrées de capitaux. Les autorités monétaires et économiques en Tunisie peuvent mettre en place des mesures pour atténuer les effets négatifs de la dépréciation et promouvoir la stabilité monétaire et financière dans le pays.

L'estimation des experts qu'à court terme, le dinar peut se stabiliser avec l'entrée de la tranche des prêts du FMI et de l'UE, pouvant stopper la dépréciation.

A moyen et long terme, le trend baissier va reprendre, et ce, suite au retard enregistré dans l'avancement des réformes, au manque de fermeté pour faire face au secteur informel et au

développement des discours populistes du côté de l'opposition et de certains membres du Gouvernement.

Dans le même sillage, le retour de la croissance dans la zone euro certes va impacter l'économie tunisienne, mais l'effet d'appréciation de l'euro va provoquer l'effet de dépréciation du dinar¹²⁸.

2. L'évolution du la livre égyptienne :

2.1. L'évolution des régimes de changes de la livre Egyptienne

L'évolution de la livre égyptienne, la monnaie nationale de l'Égypte, a connu plusieurs phases et transformations au fil des années. Depuis son introduction en 1834, la livre égyptienne a été témoin de diverses réformes monétaires, de fluctuations économiques et de changements politiques qui ont façonné son parcours.

Initialement, la livre égyptienne était basée sur le système monétaire britannique, étant donné que l'Égypte était sous le contrôle de l'Empire britannique à cette époque. Cependant, au début du XXe siècle, l'Égypte a commencé à prendre des mesures pour renforcer son indépendance économique et politique, ce qui a conduit à l'établissement de la Banque centrale d'Égypte en 1961. Cette étape a marqué le début de l'évolution de la livre égyptienne en tant que monnaie nationale distincte.

Dans les années qui ont suivi, l'Égypte a été confrontée à divers défis économiques, notamment l'inflation et les crises financières. Pour faire face à ces problèmes, plusieurs réformes monétaires ont été mises en œuvre. L'une des réformes les plus significatives a eu lieu en 2003, lorsque le gouvernement égyptien a introduit un système de taux de change flexible pour la livre égyptienne, abandonnant le taux de change fixe précédent.

Cette décision a permis à la livre égyptienne de s'ajuster en fonction des forces du marché, ce qui a contribué à améliorer la compétitivité économique du pays. Cependant, cela a également entraîné des périodes de volatilité, où la valeur de la livre égyptienne a fluctué par rapport aux autres devises internationales.

Au cours des dernières années, l'Égypte a fait des progrès dans la stabilisation de sa monnaie et dans la promotion de la confiance des investisseurs. Des mesures ont été prises pour renforcer la position de la livre égyptienne sur les marchés internationaux et pour attirer des flux de capitaux étrangers. Ces efforts ont contribué à stabiliser la monnaie et à réduire l'inflation, permettant à l'économie égyptienne de croître de manière plus soutenue.

En résumé, l'évolution de la livre égyptienne a été marquée par des réformes monétaires, des fluctuations économiques et des changements politiques. De la dépendance à l'égard de la livre

¹²⁸ <https://www.leconomistemaghrebin.com/2016/06/11/depreciation-dinar-causes-effets-solutions/> , consulté le 20/05/2023 à 16h08

britannique à l'établissement de la Banque centrale d'Égypte et à l'adoption d'un taux de change flexible, l'Égypte a cherché à renforcer son indépendance économique et à promouvoir la stabilité de sa monnaie. Bien que des défis subsistent, les efforts continus pour attirer des investissements et améliorer la situation économique du pays ouvrent des perspectives positives pour l'avenir de la livre égyptienne.

2.2. La dépréciation de la livre égyptienne et son impact sur la balance commerciale

Tableau 7 : L'évolution de la balance commerciale (US\$)

Libellé Année	Exportation	Importations	Solde commercial
2015	19030900000	50419900000	-31389000000
2016	20018300000	51066100000	-31047800000
2017	23339400000	52404100000	-29064700000
2018	28045807000	57635387500	-29589580500
2019	28472107000	57757587500	-29285480500
2020	25049007000	54282937500	-29233930500
2021	36442200000	70912800000	-34470600000

Source : La Banque Mondiale¹²⁹

L'évolution de la balance commerciale égyptienne, exprimée en dollars américains, présente les données suivantes :

En 2015, les exportations s'élevaient à 19 030 900 000 \$ et les importations à 50 419 900 000\$. Le solde commercial était de -31 389 000 000 \$, ce qui indique un déficit commercial important.

En 2016, les exportations ont légèrement augmenté pour atteindre 20 018 300 000 \$, tandis que les importations ont également augmenté pour s'établir à 51 066 100 000 \$. Le solde commercial a diminué légèrement pour atteindre -31 047 800 000 \$.

En 2017, les exportations ont continué à augmenter pour atteindre 23 339 400 000 \$, tandis que les importations ont également augmenté à 52 404 100 000 \$. Le solde commercial a enregistré une amélioration relative pour atteindre -29 064 700 000 \$.

En 2018, tant les exportations que les importations ont continué à croître, avec des exportations atteignant 28 045 807 000 \$ et des importations s'élevant à 57 635 387 500 \$. Le solde commercial a enregistré une légère détérioration pour atteindre -29 589 580 500 \$.

¹²⁹ <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> , consulté le 22/05/2023 à 7h30

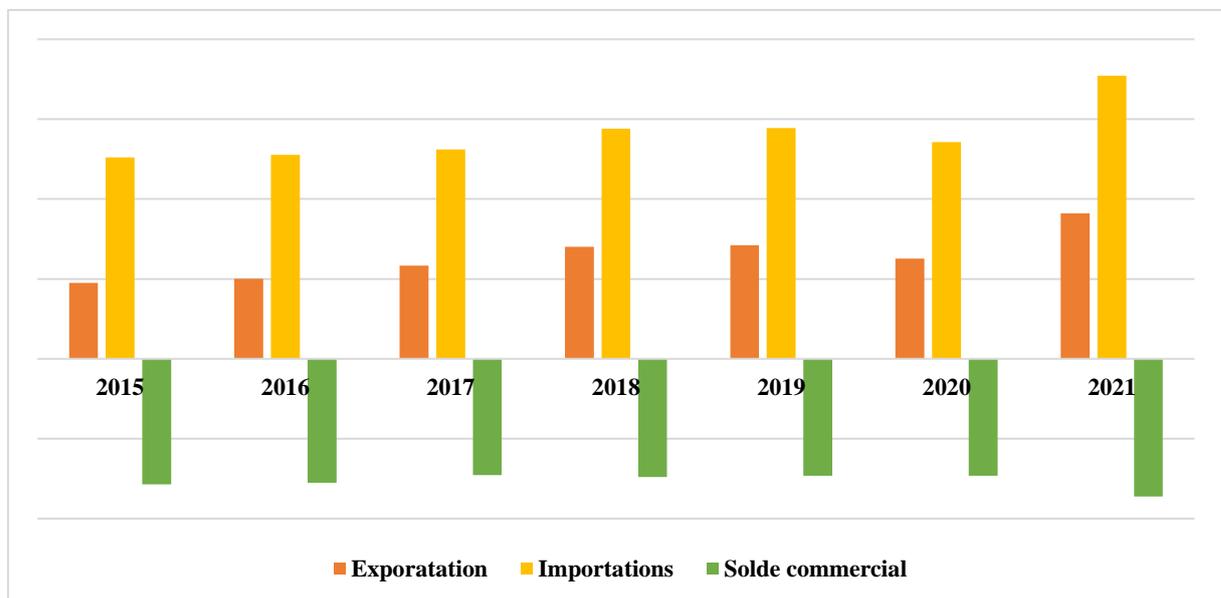
En 2019, les exportations ont connu une légère augmentation pour atteindre 28 472 107 000 \$, tandis que les importations sont restées stables à 57 757 587 500 \$. Le solde commercial a enregistré une légère amélioration pour atteindre -29 285 480 500 \$.

En 2020, les exportations ont diminué pour s'établir à 25 049 007 000 \$, tandis que les importations ont également diminué pour atteindre 54 282 937 500 \$. Le solde commercial est resté pratiquement inchangé à -29 233 930 500 \$.

En 2021, les exportations ont connu une forte augmentation pour atteindre 36 442 200 000 \$, tandis que les importations ont également augmenté considérablement pour atteindre 70 912 800 000 \$. Le solde commercial a enregistré une détérioration significative pour atteindre -34 470 600 000 \$, ce qui indique un déficit commercial accru.

L'interprétation de ces données montre que l'Égypte a enregistré un déficit commercial structurel au cours de ces années, indiquant que la valeur des importations était plus élevée que celle des exportations. Cependant, il est important de prendre en compte d'autres facteurs tels que les fluctuations des prix des matières premières, les politiques économiques, les demandes du marché international et les répercussions de la pandémie de COVID-19 qui ont pu influencer ces résultats

Figure 8 : Représentation de l'évolution de la balance commerciale égyptienne



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

Tableau 8 : L'évolution du cours de change de la livre égyptienne vis-à-vis USD

Année	Taux de change officiel
-------	-------------------------

2015	7,6
2016	10,03
2017	17,78
2018	17,77
2019	16,77
2020	15,76
2021	15,64
2022	19,16

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/>¹³⁰

En analysant les résultats fournis pour le taux de change officiel de la livre égyptienne, on observe que la livre égyptienne a subi une dépréciation par rapport au \$US .

- Entre 2015 et 2016, le taux de change officiel de la livre égyptienne est passé de 7,6 à 10,03. Cela indique une dépréciation de la livre égyptienne, car sa valeur a diminué par rapport à la devise de référence (probablement le dollar américain).
- De 2016 à 2017, le taux de change officiel a connu une augmentation significative, passant de 10,03 à 17,78. Cela suggère une nouvelle dépréciation de la livre égyptienne, car sa valeur a continué à diminuer par rapport à la devise de référence.
- En 2018, le taux de change officiel est resté pratiquement inchangé à 17,77, ce qui indique une relative stabilité de la valeur de la livre égyptienne par rapport à la devise de référence.
- De 2018 à 2021, le taux de change officiel a montré une légère baisse, passant de 17,77 à 15,64. Cela suggère une appréciation de la livre égyptienne au cours de cette période, car sa valeur a augmenté par rapport à la devise de référence.
- En 2022, le taux de change officiel a augmenté à 19,16, indiquant une dépréciation de la livre égyptienne, car sa valeur a diminué par rapport à la devise de référence.

L'analyse des données sur les exportations, les importations et le solde commercial de l'Égypte permet de constater l'incidence de la dépréciation structurelle de la livre égyptienne sur les échanges commerciaux et la balance commerciale :

- Entre 2015 et 2017, la dépréciation de la livre égyptienne s'est accompagnée d'une augmentation des exportations. Les exportations ont augmenté de 19,1 milliards de dollars en 2015 à 23,3 milliards de dollars en 2017. Cette évolution peut s'expliquer par le fait que la dépréciation a rendu les produits égyptiens moins chers pour les acheteurs étrangers, ce qui a favorisé les exportations.

¹³⁰ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/PA.NUS.FCRF?end=2022&locations=EG&start=2015>, consulté le 20/05/2023 à 21h42

- Pendant la même période, les importations ont également augmenté, passant de 50,4 milliards de dollars en 2015 à 52,4 milliards de dollars en 2017. Cela peut être attribué à la dépréciation de la livre égyptienne, car elle a rendu les importations plus coûteuses pour les résidents du pays.
- En conséquence, le solde commercial (différence entre les exportations et les importations) est resté négatif, avec des déficits commerciaux importants. Cela signifie que les importations ont dépassé les exportations au cours de cette période, ce qui a eu un impact négatif sur la balance commerciale de l'Égypte.
- Entre 2018 et 2021, les exportations ont continué à augmenter, atteignant 36,4 milliards de dollars en 2021. Cependant, les importations ont également augmenté de manière significative, atteignant 70,9 milliards de dollars en 2021. Par conséquent, le solde commercial a continué à être négatif, avec des déficits commerciaux de plus en plus importants.

En constatant que la dépréciation structurelle de la livre égyptienne a eu un impact mixte sur les échanges commerciaux et la balance commerciale. Elle a favorisé les exportations en rendant les produits égyptiens moins chers pour les acheteurs étrangers, ce qui a entraîné une augmentation des exportations. Cependant, les importations ont également augmenté en raison de la dépréciation, ce qui a conduit à des déficits commerciaux persistants et une détérioration de la balance commerciale de l'Égypte.

3. L'évolution du dollar canadien « \$ CA » :

3.1. L'évolution des régimes de changes du Dollar Canadien :

L'histoire du dollar canadien a commencé dans le chaos qui a caractérisé, sur le plan monétaire, les débuts de la colonisation française et britannique en Amérique du Nord, Canada utilisait principalement des devises étrangères comme la livre sterling, le dollar américain, le peso mexicain et d'autres monnaies de divers pays européens. Cette utilisation de devises étrangères a créé des problèmes de change, de stabilité des prix et de réglementation monétaire.

La période de 1841 à 1871 a été marquée par plusieurs réformes monétaires majeures dans l'histoire du Canada. La première réforme a été entreprise en 1841, avec l'adoption du système de la livre sterling en tant que monnaie officielle du Canada. En 1853, le gouvernement a créé une banque centrale, la Banque du Canada, pour réguler la circulation monétaire et encourager la stabilité financière. La deuxième réforme majeure a eu lieu en 1867 avec la création de la Confédération canadienne, qui a donné naissance à une monnaie canadienne distincte. En 1871,

le Canada est passé à un système de dollar-or, lié à la valeur de l'or sur le marché international. Ces réformes ont eu un impact considérable sur l'évolution de la monnaie canadienne et ont jeté les bases d'un système monétaire plus stable et plus autonome pour le pays.

Du 1er août 1854, date de la promulgation de la Loi sur la monnaie, jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914, la province du Canada, et par la suite le Dominion du Canada, resta sous le régime de l'étalon-or. En vertu de ce régime, la valeur du dollar canadien était fixée par rapport à l'or. La monnaie canadienne était à la parité avec le dollar É.-U., et le souverain britannique équivalait à 4,8666 \$ CAN.

En 1854, le Canada adopte l'étalon-or comme système monétaire officiel. Cela signifie que la monnaie canadienne est adossée à l'or, et que chaque dollar canadien est échangeable contre une quantité fixe d'or, même l'adoption de la norme-or en 1896 a permis aux banques de prêter des fonds sans avoir l'or en réserve. Cela a eu pour effet d'augmenter l'offre de monnaie, mais a également rendu la monnaie canadienne plus sensible aux fluctuations du marché¹³¹.

En 1934, l'année a été marquée par la création de la Banque du Canada (**BANK OF CANADA**), qui a été établie pour réguler la politique monétaire canadienne, ce qui a eu un impact sur l'évolution de la monnaie canadienne sous le régime de l'étalon-or.

Au début des années 1960, le gouverneur de la Banque du Canada, James Coyne, et le premier ministre de l'époque, John Diefenbaker avaient des vues différentes sur le sujet de l'économie. Le gouvernement était partisan d'une politique expansionniste, alors que Coyne souhaitait maintenir une politique de l'argent rare. Coyne en vint à remettre sa démission, et, en mai 1962, le gouvernement adopta un taux de change fixe, attribuant au dollar canadien une valeur de 92,5 cents US, susceptible de varier de 1 % à la hausse ou à la baisse. En mai 1970, devant la montée de l'inflation et la flambée des salaires, le gouvernement Trudeau décida de laisser flotter le dollar canadien. Ce dernier s'orienta à la hausse, pour atteindre la parité avec le dollar américain en 1972.

Le 24 avril 1974, le dollar canadien se hissait à 1,0443 \$ US. Il s'agissait du niveau le plus élevé atteint depuis le début de la plus récente période de flottement, et il allait s'écouler 30 ans avant que le dollar canadien regagne un tel niveau¹³².

En 1971, le gouvernement canadien a pris la décision de laisser flotter le dollar, mais cette décision a été prise avec réticence. Le ministre des Finances a estimé que c'était la seule option

¹³¹ **James Powell**, Le dollar canadien : une perspective historique, Numéro de catalogue FB2-14 1999F, 1999, PP01-27

¹³² <https://cclfg.cclgroup.com/fr/insight/historique-du-dollar-canadien/>, consulté le 04/05/2023 à 02h00

pour maîtriser l'inflation, mais il espérait rétablir un taux de change fixe dès que possible, tout en craignant de le fixer prématurément à un niveau qui ne pourrait être défendu.

Immédiatement après l'annonce de la mise en flottage du dollar canadien, le taux de change a rapidement augmenté d'environ 5 % pour atteindre environ 0,97 \$ US. Le dollar canadien a continué de progresser tout au long de l'automne 1970 et au début de 1971, s'échangeant dans une fourchette relativement étroite de 0,98 et 0,99 \$ US. En 1972, le dollar canadien était à parité avec le dollar américain et a atteint son plus haut niveau le 25 avril 1974, s'échangeant à 1,0443 \$ US¹³³.

Au cours des années 2000, le Canada a maintenu son régime de change flottant, qui avait été adopté en 1971. De 2003 à 2006, le dollar canadien se redressa fortement à la faveur d'une bonne conjoncture économique mondiale qui fit grimper les prix des exportations canadiennes de matières premières et il franchit la barre des 90 cents US.

Depuis le dernier creux de 2016, le dollar canadien continue de fluctuer dans une fourchette relativement étroite, et ce, malgré l'incertitude associée à la pandémie de COVID-19 et les niveaux élevés actuels de l'inflation. Le dollar canadien devrait descendre sous la barre des 68,68 cents américains pour atteindre ce qui était considéré comme le creux de la dernière baisse¹³⁴.

3.2. Les fluctuations du dollar canadien et son impact sur la balance commerciales :

3.2.1. L'évolution des échanges commerciaux canadiens :

Tableau 9 : L'évolution de la balance commerciale (US\$)

¹³³ James Powell: op city, PP 51-53

¹³⁴ PETER MULDOWNY, op :cit

Libellé Année	Exportations	Importations	Solde commerciale
2015	411129878290,903	429745146704,688	-18615268414
2016	394137180748,392	413307338379,11	-19170157631
2017	424110971708,691	443193974673,412	-19083002965
2018	452322709541,459	469161032559,01	-16838323018
2019	448868947494,945	463037393814,451	-14168446320
2020	390498012672,395	420478259182,924	-29980246511
2021	507597910551,992	503886606786,418	3711303766
2022	598599357678,834	581338526290,596	17260831388

Source : <https://databank.worldbank.org/>¹³⁵

En analysant les données de la Banque mondiale sur l'évolution des échanges du Canada, voici quelques observations :

- Les exportations :

Les exportations canadiennes ont connu une augmentation globale au cours de la période observée. Elles ont augmenté régulièrement entre 2015 et 2018, atteignant un sommet en 2018. En 2019, les exportations ont légèrement diminué, puis ont été fortement impactées en 2020 en raison de la crise sanitaire. Toutefois, elles ont rebondi en 2021 et 2022, atteignant des niveaux plus élevés qu'auparavant.

- Importations :

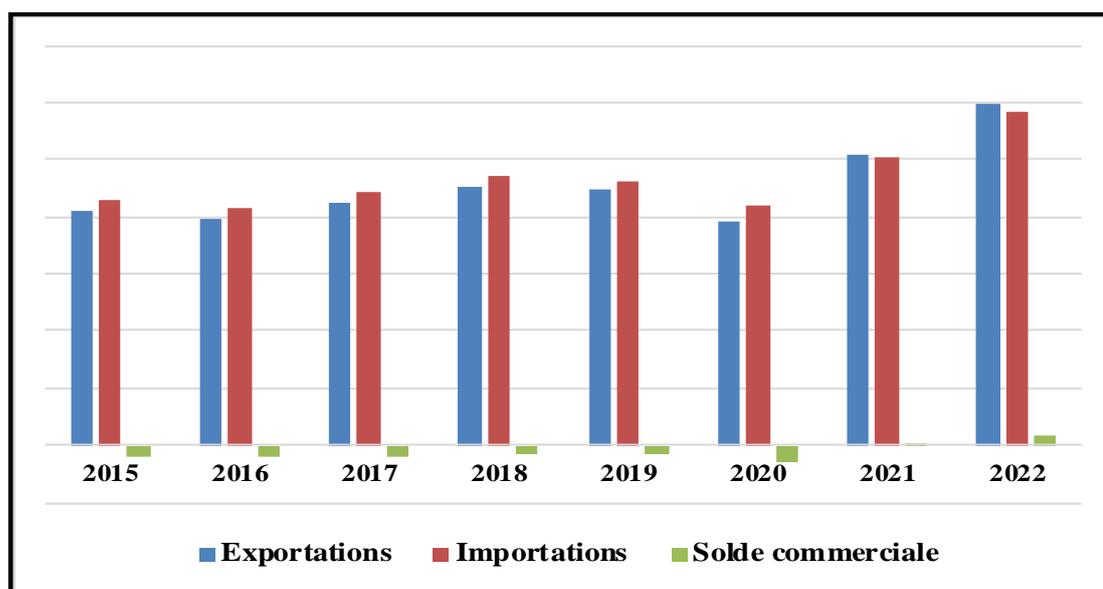
Les importations canadiennes ont également connu une tendance à la hausse, avec une augmentation progressive entre 2015 et 2018. En 2019, les importations ont légèrement diminué, mais ont ensuite rebondi en 2020 et ont continué à augmenter en 2021 et 2022.

- Solde commercial :

Le solde commercial, qui représente la différence entre les exportations et les importations, a montré une tendance négative globale au cours de la période. Cela signifie que les importations ont généralement dépassé les exportations, indiquant un déficit commercial pour le Canada. Le solde commercial s'est toutefois amélioré en 2021 et 2022 par rapport aux années précédentes, reflétant une diminution du déficit commercial.

Ces données suggèrent une évolution positive des échanges du Canada, avec une augmentation des exportations et des importations au fil des ans. Cependant, le déficit commercial persiste, bien que légèrement réduit au cours des dernières années.

¹³⁵ <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> , consulté le 21/05/2023 à 23h11

Figure 9 : Représentation de l'évolution de la balance commerciale canadienne

Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

3.2.2. Les fluctuations du cours de change du dollar canadien vis-à-vis USD et

L'EURO :

Tableau 10 : l'évolution du cours de change du dollar canadien

	Dollar (États-Unis)	Euro (Europe)
2018	1,2957	1,5302
2019	1,3269	1,4856
2020	1,3415	1,5298
2021	1,2535	1,4828
2022	1,3013	1,3696

Source : <https://www.banqueducanada.ca/>¹³⁶

En analysant les données fournies sur le taux de change du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain et de l'euro, qui ont évolué :

- Le Dollar :

Le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain a connu des fluctuations au cours des années. On observe une légère augmentation du taux de change en 2018, suivie d'une hausse plus marquée en 2021, indiquant une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

¹³⁶ <https://www.banqueducanada.ca/taux/taux-de-change/taux-de-change-moyens-annuels/>, consulté le 21/05/2023 à 23h40

En revanche, en 2019, le taux de change a diminué par rapport à l'année précédente, entraînant une dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, et en 2020, il a enregistré une baisse plus prononcée. En 2022, la tendance de dépréciation du dollar canadien se poursuit.

- L'EURO :

Le taux de change du dollar canadien par rapport à l'euro a également fluctué au fil des ans. On constate qu'en 2019, le dollar canadien s'est légèrement déprécié par rapport à l'euro, suivi d'une appréciation en 2020. Entre 2021 et 2022, le dollar canadien s'est légèrement apprécié par rapport à l'euro.

3.2.3. L'impact des fluctuations du dollar canadien

(dépréciation/appréciation) sur la balance commerciale :

Après avoir présenter séparément les tendances des flux commerciaux et celles du cours de change, il serait intéressant de les considérer conjointement et dégager la relation entre eux.

L'évolution des échanges commerciaux canadiens et du taux de change du dollar canadien peut être interprétée en utilisant les données fournies :

En 2018, le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était de 1,2957, ce qui indique une légère appréciation du dollar canadien par rapport à l'année précédente. Les exportations canadiennes étaient de 452 322 709 541,459 dollars, les importations s'élevaient à 469 161 032 559,01 dollars et le solde commercial était de -16 838 323 018 dollars.

En 2019, le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était de 1,3269, indiquant une légère dépréciation du dollar canadien par rapport à l'année précédente. Les exportations canadiennes étaient de 448 868 947 494,945 dollars, les importations atteignaient 463 037 393 814,451 dollars et le solde commercial était de -14 168 446 320 dollars.

En 2020, le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était de 1,3415, montrant une légère appréciation du dollar canadien par rapport à l'année précédente. Les exportations canadiennes étaient de 390 498 012 672,395 dollars, les importations étaient de 420 478 259 182,924 dollars et le solde commercial était de -29 980 246 511 dollars.

En 2021, le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était de 1,2535, indiquant une dépréciation du dollar canadien par rapport à l'année précédente. Les exportations canadiennes ont atteint 507 597 910 551,992 dollars, les importations étaient de 503 886 606 786,418 dollars et le solde commercial était de 3 711 303 766 dollars.

En 2022, le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était de 1,3013, montrant une appréciation du dollar canadien par rapport à l'année précédente. Les exportations canadiennes ont atteint 598 599 357 678,834 dollars, les importations étaient de 581 338 526 290,596 dollars et le solde commercial était de 17 260 831 388 dollars.

En analysant ces données, nous pouvons observer que la relation entre l'évolution du taux de change du dollar canadien et les échanges commerciaux canadiens n'est pas linéaire. Il y a eu des périodes d'appréciation et de dépréciation du dollar canadien, et cela a eu un impact sur les exportations, les importations et le solde commercial.

Lorsque le dollar canadien s'apprécie, les exportations peuvent être affectées négativement car les produits canadiens deviennent plus chers pour les pays étrangers. Cela peut entraîner une réduction des exportations, ce qui peut expliquer le solde commercial négatif observé en 2018 et 2019.

D'autre part, une dépréciation du dollar canadien peut favoriser les exportations, car les produits canadiens deviennent relativement moins chers pour les pays importateurs. Cela peut expliquer le solde commercial positif observé en 2021 et 2022, malgré une dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2020

Conclusion du deuxième chapitre :

L'objet de ce chapitre était de présenter les différents concepts et définitions de la balance commerciale, qui sont essentiels pour réaliser l'objectif principal de notre recherche.

En effet, l'un des conséquences de la dépréciation de la monnaie nationale est l'inflation monétaire qui dépasse les prévisions de maîtrise des déficits des balances nationales les plus importantes. D'autre part, cela menace le pouvoir d'achat des citoyens en raison de la faible valeur marchande de la monnaie nationale.

La balance commerciale de l'Algérie est toujours dominée par les exportations d'hydrocarbures, malgré la politique de diversification des exportations mise en place par les autorités algériennes. Cela est principalement dû à la forte demande mondiale en pétrole et en gaz naturel, qui continue de tirer la croissance des exportations algériennes pour combler le déficit et ajuster la balance commerciale.

CHAPITRE III :

*Etude empirique (l'impact de la dépréciation
du dinar algérien sur l'ajustement d'équilibre de
la balance commerciale)*

Introduction du troisième chapitre :

Après avoir obtenu son indépendance suite à la guerre de libération, l'Algérie a dû faire face à une économie dévastée, qui était totalement dépendante des intérêts abusifs du colonisateur. Afin de se libérer de cette dépendance, le pays a dû adopter une politique restrictive dans le domaine du commerce extérieur, en contrôlant étroitement ses échanges avec l'étranger et en planifiant une période transitoire pour la nationalisation.

Par la suite, dans les années soixante-dix, l'Algérie a mis en place une phase de monopole procédural et institutionnel qui avait pour objectif principal la nationalisation du commerce extérieur et la mise sous tutelle de la promotion des exportations. Cela a permis de réduire la dépendance économique du pays vis-à-vis de l'étranger et de promouvoir la production nationale.

À la fin des années quatre-vingt, l'Algérie a connu des difficultés financières qui ont conduit à une réflexion sur une pratique commerciale plus libérale. Cette réflexion a été motivée par les impositions du FMI, qui préconisait la réduction du monopole de l'État sur le commerce extérieur. Ainsi, l'allègement de ce monopole a été considéré comme une solution pour améliorer la situation économique du pays.

L'Algérie a connu une série de réformes économiques visant à améliorer la compétitivité de ses produits sur les marchés internationaux, l'une de ces réformes majeures a été l'adoption d'un régime de change flottant pour le dinar algérien, ce qui a entraîné une dépréciation de la monnaie nationale. Cette dépréciation a eu des répercussions importantes sur l'ajustement de l'équilibre de la balance commerciale du pays.

Dans cette optique, ce chapitre consiste à mettre en évidence l'évolution de la balance commerciale algérienne depuis 2015 jusqu'à 2021 de ressortir le volume des importations et des exportations, ainsi leurs structures et d'identifier les principaux partenaires de l'Algérie qui feront l'objet de la première section, la dépréciation du dinar algérien et son impact sur la balance commerciale et la performance économique dans la deuxième section. Enfin, la troisième section présentera des solutions et des recommandations pour rééquilibrer la balance commerciale.

Section 01 : Présentation de l'organisme d'accueil « la Banque Extérieure d'Algérie »

1. Présentation succincte de la Banque Extérieure d'Algérie :

- **Dénomination** : Banque Extérieure d'Algérie « B.E.A »
- **Statut juridique** : Société Par Actions (État Algérien actionnaire à 100%)
- **Capital** : 230 milliards de dinars
- **Siège social** : 11, Boulevard Colonel Amirouche – Alger, Algérie
- **Activité** : Production bancaire et financement de tous les secteurs d'activité notamment des hydrocarbures, de la sidérurgie, des transports, des matériaux de construction et des services.
- **Réseau d'agences** : 101 agences (segmentées en agences Corporate, particuliers et universelles)
- **Réseau des correspondants bancaires étrangers** : 1200 correspondants.

1.1. Présentation de la Banque Extérieure d'Algérie :

La banque extérieure d'Algérie a été créée le 1er octobre 1967 par décret N°67-204 sous forme d'une entreprise algérienne et dotée d'un capital de 122 millions de dinars algériens, dans le cadre de la politique de nationalisation des institutions économiques et financières qu'a connue l'Algérie après son indépendance. Elle est basée à Alger, est la plus importante banque publique algérienne et elle a comme activité la production bancaire et financement de tous les secteurs d'activité notamment des hydrocarbures, des transports.

La BEA a eu pour mission de faciliter et de développer les relations économiques de l'Algérie avec d'autres pays dans le cadre de la planification nationale. Son rôle principal consiste à effectuer toutes les opérations bancaires entre les grandes entreprises industrielles et les entreprises étrangères, ainsi qu'à contribuer à la promotion des exportations en prenant en compte les exportations de produits manufacturés dans différents secteurs d'activité.

1.2. Historique de la Banque Extérieure d'Algérie :

- La Banque Extérieure d'Algérie fut créée le 1er octobre 1967 par l'ordonnance N° 67-204 sous la forme d'une société nationale.
- En 1970, la Banque Extérieure d'Algérie s'est vu confier la totalité des opérations bancaires des grandes sociétés industrielles nationales avec l'étranger.

- En 1986, les banques ont été spécialisées, indépendante. Le 5 février 1989, le statut de la Banque Extérieure d'Algérie a été transformé en société par actions, en gardant globalement le même objet que celui fixé par l'ordonnance de 1er octobre 1967. Son capital a été fixé à 1 milliard de dinars (1000 000 000) et en février 1996, son capital est passé à 5 600 000 000 de dinars, restant la propriété de l'État.
- En 2007, le système d'information de la banque a été modernisé, pour permettre une activité maîtrisée et sécurisée.
- En 2011, la BEA a marqué l'année 2011 par l'ouverture de la première agence en libre-service à l'échelle nationale et par l'augmentation de son capital social à 76 milliards de dinars. Cette augmentation a permis à la B.E.A de se hisser à un standing qui l'autorise à agir de concert avec les grandes banques régionales et internationales.
- En février 2017, la direction annonce qu'elle va ouvrir des agences en France d'ici la fin de l'année 2017.
- En 2019, la BEA a augmenté son capital social le portant de 150 milliards de DA à 230 milliards de DA, cette augmentation du capital, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement à l'international.

1.3. Les objectifs de la Banque Extérieure d'Algérie :

La Banque s'est fixée des objectifs à atteindre, notamment :

- Faciliter et développer les rapports économiques de l'Algérie avec d'autres pays dans le cadre de la planification nationale ;
- Conclure des accords de prêt avec des banques étrangères ;
- Réaliser toutes les opérations bancaires internes et externes conformes à son objectif (le ministre des Finances détermine les comités spéciaux d'application) ;
- Participer à tout système ou établissement de l'assurance sur le prêt pour des opérations à l'étranger avec des pays étrangers et peut être chargé de la sécurité du processus et du contrôle.

1.4. Les missions de la Banque Extérieure d'Algérie :

La Banque Extérieure d'Algérie a pour mission de :

- Financer les opérations de commerce extérieur et elle intervient de plus qu'avec ses financements propres, par sa garantie ou par des accords de crédits afin de promouvoir des transactions commerciales avec le reste du monde ;

- Contacter tout emprunt, prêt, investissement, et dépôts de devises étrangers ;
- Financer les opérations d'exportation à court terme ainsi que pour les opérations d'investissement à moyen et au long terme ;
- Négocier des accords de crédits, auprès de la correspondance étrangère pour financer les opérations d'import-export ;
- Être à l'écoute des entreprises et des particuliers afin qu'elle puisse offrir des gammes de produits et de services financiers personnalisés afin de contribuer à l'enrichissement du pays surtout en ce qui concerne les fonctions du commerce extérieur vu que c'est son domaine de spécialisation ;
- Apporter tout soutien financier, conseils à ses clients en ce qui concerne son rôle dans les opérations internationales.

2. Structuration de la banque extérieure d'Algérie agence - 110 -

Constantine :

L'agence de Constantine -110- a été créée le 12 juillet 2015 avec un capital de 230 milliards de dinars, située à l'approche de la direction régionale Constantine, plus exactement au 400 Logements- Ali Mendjli. La principale fonction de l'Agence est de faciliter et de développer les relations économiques entre l'Algérie et les autres pays. L'Agence reçoit des dépôts, ^ accorde des crédits aux importateurs, accorde des garanties et facilite les opérations d'exportation. L'agence 101 est considérée comme étant des agences mondiales en raison des services qu'elle offre en devises étrangères. Il convient de noter qu'il existe deux types de banques :

- Banque Corporate : Elle travaille exclusivement avec les entreprises et repose sur une relation commerciale solide avec ces institutions commerciales.
- Banque Retail : Elle fait référence à une banque qui travaille avec des particuliers (clients privés).

Cependant, l'agence 110 traite avec tous les individus, qu'ils soient des clients privés où des entreprises (institutions commerciales). L'agence a plusieurs missions notamment :

- Gestion la relation avec les clients de manière pratique ;
- Organisation, analyse et gestion de dossiers de prêt pour les particuliers et les institutions économique et les institutions de nature industrielle ;
- Traitement administratif des opérations des clients et comptabilité ´ e en ´ monnaie nationale ou en monnaie étrangère ;

- L'offre de tous types de prêts, y compris les prêts spéciaux pour ANGEM, ANSEJ et CNAC
- L'offre de prêts à tous taux préférentiels pour les entreprises (publiques et privées) pour toutes sortes de projets (investissements, exploitations, etc.). Aussi, l'offre de prêts aux particuliers ou aux commerçants.
- La mise en œuvre des cartes des paiement électroniques CIB.
- Les produits monétiques tel que le terminal de paiement et l'abonnement e-Banking aussi connu par la dénomination O-G-A

2.1. Analyse et traitement de l'organigramme :

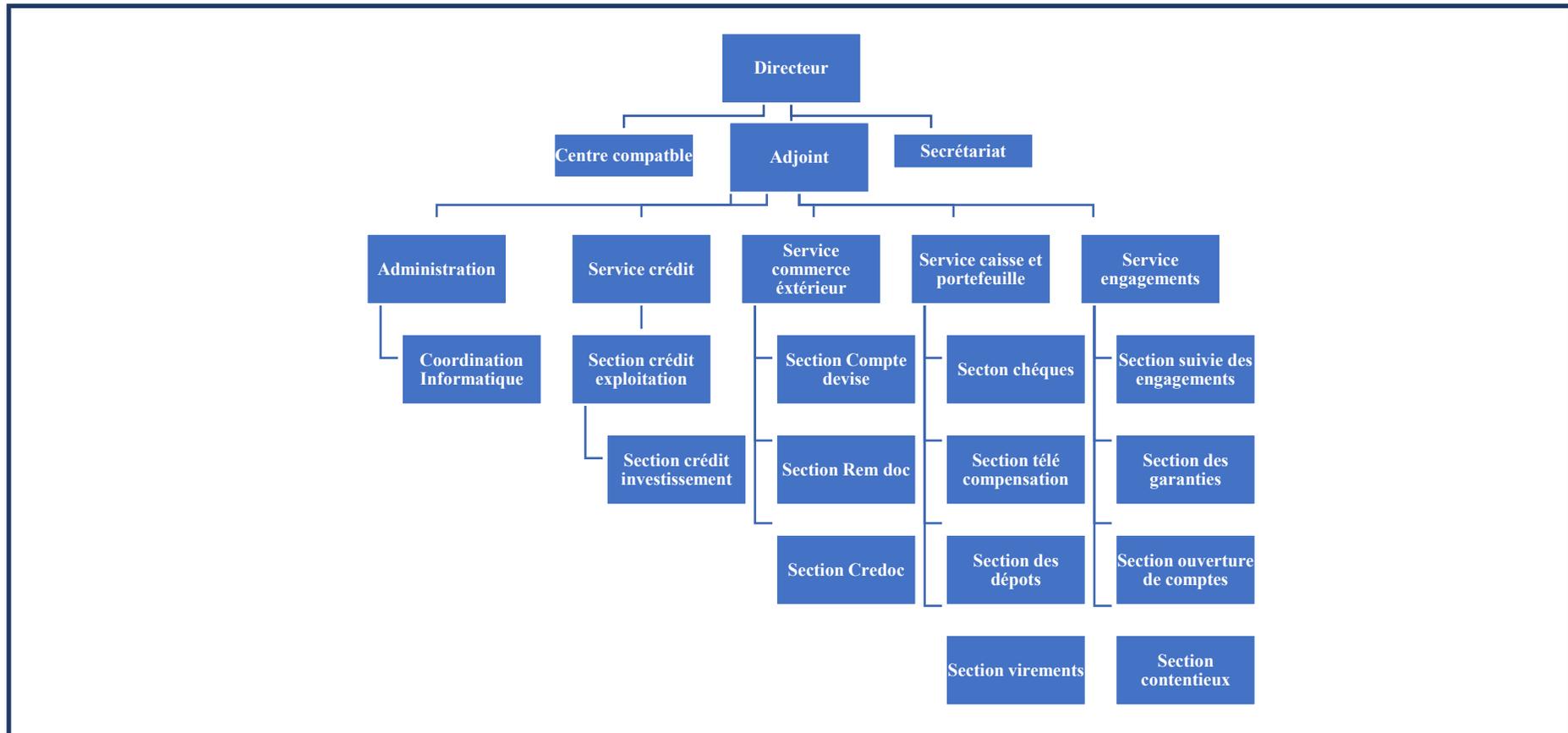
L'organigramme de l'agence 110 de la BEA est de type fonctionnel où le staff administratif est composé de : Directeur de l'agence qui dirige le directeur adjoint administratif et le directeur adjoint (le deuxième responsable, représentant le directeur en son absence), en parallèle on retrouve le secrétariat.

2.1.1. Présentation du service concerné par le stage, Service commerce extérieur :

Ce service vise les clients avant relations avec l'étranger ; il est subdivisé en deux sections à savoir la section guichet et la section arrière guichet sachant que ce service a pour rôle de :

- Effectuer les opérations de crédit documentaire, remise documentaire, payement, versement et virement.
- La gestion des comptes spéciaux.
- Les transferts des frais de scolarités, les frais de missions et les coûts médicaux.
- La domiciliation des factures.
- L'élaboration des états statistiques.
- Effectuer l'apurement des comptes.
- L'ouverture de la lettre de crédit documentaire ou CREDOC.
- Le transfert libre.

Figure 10 : Organigramme de l'agence 110 de la Banque Extérieur d'Algérie



Source : Document interne de l'agence 110 de la Banque Extérieur d'Algérie

Section 02: L'impact de la dépréciation du dinar sur l'équilibre de la balance commerciale et la performance économique

1. La structure des échanges économiques en Algérie :

Le commerce extérieur constitue un élément fondamental de toute économie, étant donné qu'il permet de réaliser des échanges de biens, de services et de devises avec d'autres pays. En effet, le commerce extérieur représente un pilier majeur de la stratégie économique des nations, en favorisant leur ouverture sur le monde et en renforçant leur compétitivité à l'échelle internationale.

Dans cette première section, nous nous intéresserons à présenter l'évolution de la balance commerciale algérienne de 2015 à 2021 ainsi le volume des importations et des exportations dans la même période.

1.1. L'évolution du commerce extérieur :

Pour avoir une vision économique de l'évolution du commerce extérieur de l'Algérie, on débute par la situation globale de la balance commerciale et la croissance du PIB.

Tableau 11 : L'évolution des échanges extérieurs Algériens de 2015 à 2021

En Milliards USD

Année	Le solde commercial	Les exportations	Les importations	Taux de couverture %	PIB annuel %
2015	-18,083	34,565	-52,649	65,65281825	3,7
2016	-20,128	29,309	-49,437	59,28514656	3,2
2017	-14,412	34,569	-48,981	70,57686085	1,3
2018	-7,458	41,115	-48,573	84,64556786	1,2
2019	-9,320	35,312	-44,632	79,11794261	1
2020	-13,622	21,925	-35,547	61,67964567	-5,1
2021	1,094	38,558	-37,46	102,9195173	3,5
2022	21,916	61,089	-39,173	155,946698	-

Source : Les données de la Banque d'Algérie, le PIB annuel % de Data World Bank¹³⁷

¹³⁷ <https://www.bank-of-algeria.dz/balance-des-paiements/>, consulté le 06/05/2023 à 13h30

<https://www.bank-of-algeria.dz/not-conjon-22/>, consulté le 06/05/2023 à 14h40

<https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>, consulté le 06/05/2023 à 14h50

https://stats.wto.org/dashboard/merchandise_fr.html, pour le solde commercial de 2022, consulté le 06/05/2023 à 15h00

Le solde commercial a enregistré un déficit durant toute la période de 2015-2020. Cependant, en 2021, la balance commerciale a enregistré un excédent de 1,094 milliard de dollars, après de longues années de crise due essentiellement à la baisse des prix du pétrole depuis 2014. Cet excédent s'est poursuivi jusqu'au 3ème trimestre de 2022, où il a atteint 6,32 milliards de dollars¹³⁸.

Pour expliquer ce déficit, la Banque d'Algérie a souligné que la forte baisse des prix du pétrole et des exportations d'hydrocarbures en 2015 et 2016 (-55,1 %), combinée au niveau élevé des importations de biens malgré leur baisse en 2015 et 2016 (-17,1 %), a entraîné des déficits importants dans les soldes courant et global de la balance des paiements. Toutefois, la remontée des prix du pétrole en 2017 (20,2 %) et des exportations ont permis de réduire le déficit du compte courant.

Les prix de pétrole poursuivent sa remontée, qu'a atteint 71,5 dollars en 2018, s'est traduite par une progression des exportations au total, après sa remontée entre 2016 et 2018, passant de 45,0 dollars à 71,3 dollars, le cours moyen du baril de Brent a baissé à 64,4 dollars en 2019, soit une diminution de 9,6 % par rapport à son niveau de 2018. Ce recul des prix du pétrole, conjugué à la baisse des quantités exportées.

« La politique d'amélioration de la balance commerciale s'est poursuivie, en 2017, par le recours à des limitations aux importations sur un millier de produits (produits de luxe, produits fabriqués localement, etc.), l'application de nouvelles normes de qualité ainsi que l'instauration de licences d'importation. Les importations ont ainsi atteint 29,3 % du PIB en 2017 contre 31,1 % en 2016. Elles devraient atteindre 28,7 % en 2018¹³⁹ ».

En 2020, malgré la baisse des importations, la diminution des prix des hydrocarbures combinée à la baisse des quantités exportées a entraîné un creusement des déficits de la balance commerciale. Toutefois, en 2021, les échanges extérieurs ont connu une amélioration avec une progression de 1,1 milliard de dollars.

Pour l'évolution du PIB et d'après les statistiques de la Banque Mondiale, la croissance du PIB en Algérie a connu une évolution fluctuante entre 2015 et 2021. En 2015, le taux de croissance était de 3,2 %. Cette croissance a ensuite connu une tendance à la baisse en 2016 (3,2%) et en 2017 (1,3%). En 2018, le taux de croissance a connu une légère amélioration avec un taux de 1,2%. Toutefois, il est redescendu en 2019 (1%) et en 2020 (-5,1%) en raison de la pandémie de COVID-19 et de la crise économique mondiale qui en a découlé. Après un recul de 5,1 % en

¹³⁸<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/03/Bulletin-n%C2%B060-fr.pdf>, consulté le 05/05/2023 à 2h30

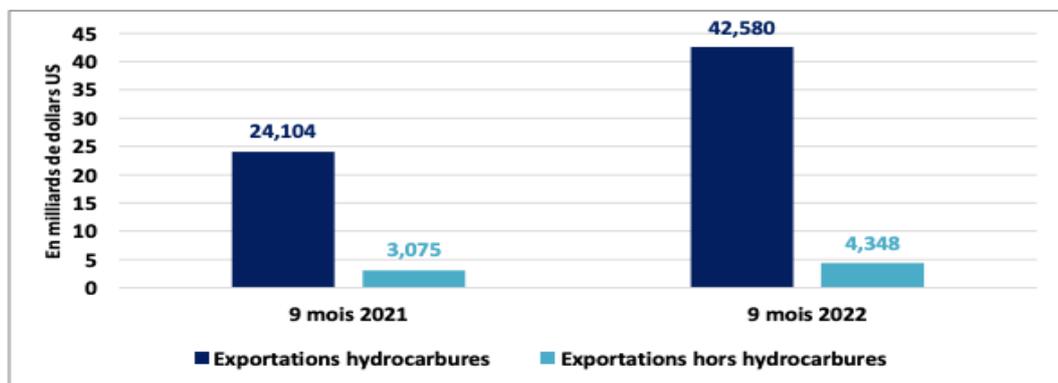
¹³⁹**BENBAHMED(Tarik), LOHOUES (Hervé)**, Article : Perspectives Économiques en Afrique 2018 : Algérie, Note Pays -Banque africaine de développement, p04

2020, l'économie algérienne a rebondi avec un taux de croissance du PIB de 3,5 % en 2021, soutenu par une reprise vigoureuse de la production pétrolière et gazière.

Après le recul sans précédent de la production réelle en 2020, l'activité économique a nettement rebondi en 2021, sous l'effet de l'amélioration de la situation pandémique. En 2021, le taux de croissance est estimé à 3,5%.

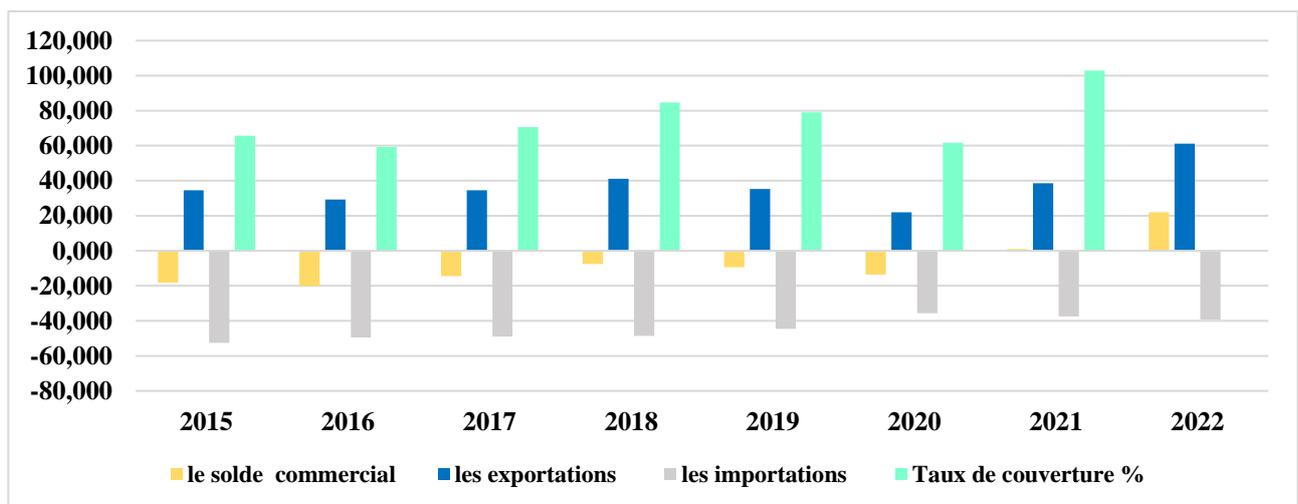
En 2022, le solde commercial a enregistré son premier excédent depuis 2013(9,880 Milliards \$). Cette performance intervient suite à la hausse des exportations d'hydrocarbures et à la progression des exportations de biens hors hydrocarbures dans un contexte marqué par une légère augmentation des importations de biens.

Figure 11 : Évolution des exportations des hydrocarbures et des exportations hors hydrocarbure



Source : <https://www.bank-of-algeria.dz/>¹⁴⁰

Figure 12 : Représentation de L'évolution des échanges extérieurs Algériens de 2015 à 2021



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment

¹⁴⁰<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/03/Note-de-conjoncture-neuf-premiers-mois-2022.pdf>, p15, consulté le 06/05/2023 à 11h04

1.1.1. La structure de l'évolution des importations :

1.1.1.1. L'évolution des importations par produits

Les importations ont continué à se caractériser par la part prépondérante des biens destinés à la production et à l'investissement, le tableau N°10 illustre l'évolution des parts des importations de biens par produits qui nous permet d'observer la structure de ces importations.

Tableau 12 : Décomposition des importations de biens par produit (en %)

Libellé \ Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Energie	4,27	2,53	3,97	2	3	2,57	1,38
Alimentation	16,99	16,07	16,87	16,9	17,2	21,80	23,73
Matière première	2,83	3,05	3,04	3,7	4,30	6,21	9,09
Produit semi finis	21,81	22,45	21,91	21,5	22	21,50	19,55
Équipement agricole	1,21	0,98	1,22	1,19	0,98	0,56	0,66
Équipement industriel	31,09	30,09	27,89	26,4	24,3	24,55	24,48
Bien de consommation non alimentaire	15,66	16,17	16,88	19,2	17,8	15,74	17,37
Autre	6,15	8,67	8,22	9,11	10,42	7,12	3,74

Source : Selon les données des rapports annuels de la Banque d'Algérie

Les biens d'équipement représentent la plus grande part de la structure des importations en Algérie, tandis que les biens alimentaires occupent environ la troisième position. Il y a eu une légère augmentation en volume des groupes "Alimentation" et "Matières Premières", ce qui vise à stimuler la progression des exportations de biens hors hydrocarbures dans un contexte de légère augmentation des importations de biens (de 35,55 en 2020 à 37,46 en 2021).

En 2016, pour la deuxième année consécutive, les importations de biens (Fob) ont diminué. Les chiffres indiquent que ces importations sont passées de 52,65 milliards de dollars en 2015 puis à 49,44 milliards de dollars en 2016, soit un recul de 3,21 milliards de dollars entre 2015 et 2016. À l'exception du groupe « autres biens », cette baisse appréciable des importations a concerné tous les groupes de produits et notamment les groupes « équipements industriels », « biens

alimentaires » et « énergie »¹⁴¹. Les importations de biens d'équipements industriels, les plus importantes avec une part relative dans le total des importations de 30,09 %.

En 2017, les importations des biens ont marqué une baisse. Ce léger recul de 703 millions de dollars enregistré en 2017 n'a concerné que deux groupes de produits : « les équipements industriels » et « les demi-produits », dans un contexte de hausse ou de relative stabilité des autres groupes de produits¹⁴². Les groupes « équipements industriels », « biens alimentaires » et « énergie » ont évolué par un pourcentage respectivement -2,2%, +0,80%, +1,44%.

La baisse des importations s'est poursuivie en 2019 et passent de 48,6 milliards de dollars en 2018 à 44,6 milliards de dollars en 2019. Cette baisse concerne essentiellement les groupes de produits « Équipements industriels », « Biens de consommation non alimentaires » et les « Produits semi finis ». En revanche, les importations des groupes, « Energie », « Matières premières » et « Autres produits », ont augmenté en 2019 comparativement à 2018¹⁴³.

Après avoir enregistré des baisses consécutives entre 2016 et 2020, les importations ont connu une augmentation d'environ 5,60%, passant de 35,421 milliards de dollars en 2020 à 37,405 milliards de dollars en 2021. Les produits qui ont connu la plus forte augmentation des importations sont les "Matières premières", les "Biens alimentaires" et les "Biens de consommation non alimentaires". Les importations d'équipements industriels et agricoles ont également augmenté en 2021 par rapport à 2020.

Les importations d'équipements industriels et agricoles représentent respectivement 24,48% et 0,66% du total des importations de biens. De décembre 2020 à décembre 2021, ces deux catégories ont connu des augmentations de 461 millions de dollars et de 50 millions de dollars, respectivement.

Les importations de matières premières, qui représentent 9,09 % du total des importations de biens, ont connu la plus forte hausse (1,20 milliards de dollars) passant ainsi de 2,20 milliards de dollars en 2020 à 3,40 milliards de dollars en 2021. Cette hausse résulte essentiellement de celle des importations des minerais de fer (+631 millions de dollars), de l'huile de soja (+258 millions de dollars) ainsi que des graisses et des huiles animales et végétales (+248 millions de dollars). Les importations de biens alimentaires, qui représentent 23,73% du total des importations, ont enregistré la deuxième plus forte augmentation. Elles sont passées de 7,72

¹⁴¹<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2022/05/Rapport-Annuel-BA-2016.pdf>, p35, consulté le 06/05/2023 à 12h

¹⁴²<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/02/rapport-ba-2017fr.pdf>, p33, consulté le 06/05/2023 à 12h30

¹⁴³<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/02/rapport-ba-2019fr.pdf>, p39, consulté le 06/05/2023 à 13h10

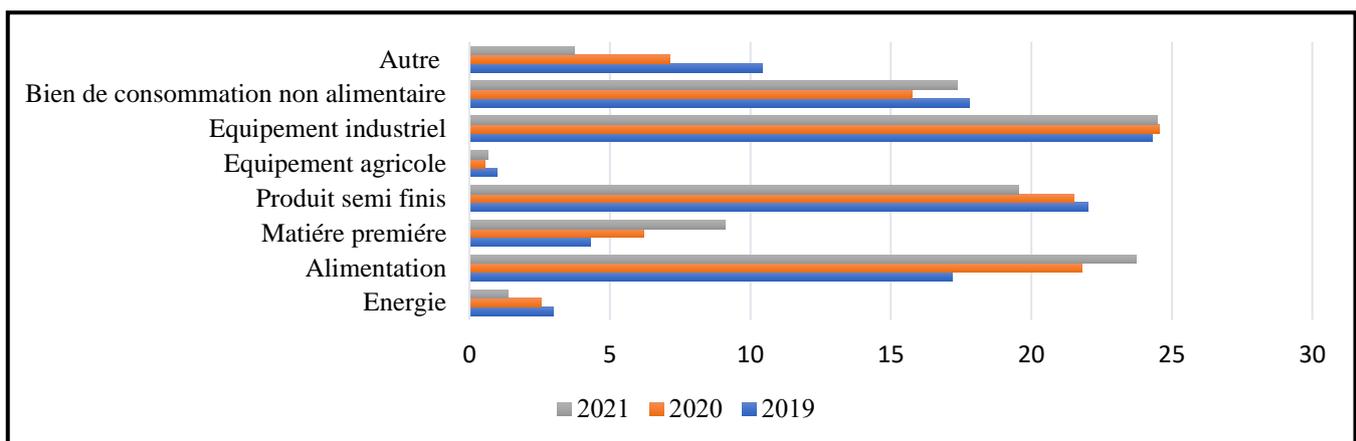
milliards de dollars à la fin de décembre 2020 à 8,88 milliards de dollars à la fin de décembre 2021, soit une hausse de 1,15 milliard de dollars. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des importations de blé (+1,158 milliard de dollars), de sucre de canne (+250 millions de dollars) et de maïs (+222 millions de dollars).

Les importations de biens de consommation non alimentaires, qui représentent 17,37% du total des importations de biens, ont également augmenté. Après avoir atteint un pic de plus de 5,58 milliards de dollars en 2020, elles ont augmenté de 0,92 milliard de dollars pour atteindre 6,50 milliards de dollars en 2021. Cette augmentation est due en grande partie à l'augmentation des importations de produits sanitaires, tels que les produits immunologiques (+244 millions de dollars), ainsi que des appareils de radiologie (+221 millions de dollars).

Les importations d'énergie, qui représentent 1,38% du total des importations de biens en 2021, ont également connu une légère baisse, passant de 890 millions de dollars à la fin de décembre 2020 à 513 millions de dollars à la fin de décembre 2021¹⁴⁴.

D'après les importations provisoires affichées par la BA, Les importations de marchandises ont légèrement augmenté de 898 millions de dollars entre fin septembre 2021 et fin septembre 2022, passant de 27,970 milliards de dollars à 28,868 milliards de dollars. Cette hausse est principalement due à une augmentation des importations de « Demi-produits », de « Biens alimentaires » et de "Produits bruts", tandis que les groupes« Biens d'équipements industriels », "Autres" et "Biens de consommation non alimentaires" ont connu des baisses durant la période sous-revue¹⁴⁵.

Figure 13 : Représentation des importations de biens par produit (en %) de 2019-2021



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment

¹⁴⁴<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/02/rapport-ba-2021fr-1.pdf> , PP87-89, consulté le 06/05/2023 à 14h30

¹⁴⁵<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2023/03/Note-de-conjoncture-neuf-premiers-mois-2022.pdf> , p15, consulté le 06/05/2023 à 16h

1.1.1.2. Évolution des importations de marchandise par région économique :

Les importations d'un pays sont influencées par plusieurs facteurs, notamment les niveaux de production et de consommation, les politiques commerciales, les taux de change et les relations commerciales avec d'autres pays. Les régions économiques peuvent également avoir des modèles d'importation différents en fonction de leurs caractéristiques économiques et géographiques.

Les régions économiques en Algérie peuvent avoir des schémas d'importation différents en fonction de leurs caractéristiques économiques et géographiques.

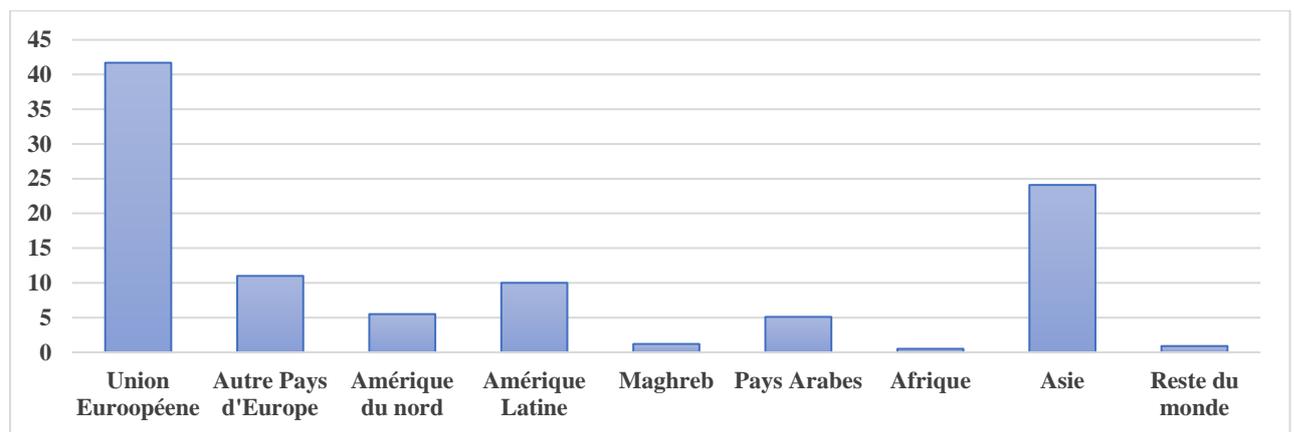
Année Région Économique	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Union Européenne	49,3	47,7	44,1	45,7	44,4	41,7
Autre Pays d'Europe	7,3	6,8	9,3	9,2	9,1	11
Amérique du nord	6,4	6	5,3	4,6	4,7	5,5
Amérique Latine	6,2	6,6	7,2	8,2	8,7	10
Maghreb	1,3	1,5	1,3	1,2	1,3	1,2
Pays Arabes	3,7	4,1	3,3	4,1	4,3	5,1
Afrique	0,7	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5
Asie	24,1	25,9	27,9	25,8	26,1	24,1
Reste du monde	1	0,9	1,3	1	0,9	0,9

Source : Évolution des échanges extérieurs des marchandises de 2015-2020 par l'ONS¹⁴⁶

En termes de répartition géographique des importations, l'Union européenne domine les échanges toute la période d'étude, avec une part de 41,70% en 2020. Elle est suivie de l'Asie, avec une part de 23,20%. On note une hausse sensible des importations provenant de l'Asie, dont la part dans les importations s'élevait à 27,9% en 2017. La part des importations provenant d'Afrique demeurent à un niveau très faible, à 0,5% en 2020. Les importations provenant du Maghreb sont également faibles, à seulement 1,2% en 2020.

¹⁴⁶ https://www.ons.dz/IMG/pdf/c.echange_ext2015_2020.pdf, P17, consulté le 05/05/2023 à 17h06

Figure 14 : Évolutions de la structure des importations de marchandises par région économique en 2020



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

1.1.1.3. Les pays fournisseurs de l'Algérie :

Les pays fournisseurs peuvent varier en fonction des besoins économiques et des politiques commerciales d'un pays. Certains pays peuvent avoir des accords commerciaux préférentiels avec certains fournisseurs, tandis que d'autres peuvent chercher à diversifier leurs sources d'approvisionnement pour réduire leur dépendance à l'égard d'un fournisseur unique.

Tableau 13 : Les principaux pays fournisseurs de l'Algérie en 2020

Principaux Fournisseur	Part (%)	Principaux Fournisseur	Part (%)
Chine	16,91	Brésil	3,74
France	10,72	Russie	2,59
Italie	7,03	Inde	2,08
Allemagne	6,27	Égypte	1,62
Espagne	6,23	Pologne	1,6
Turquie	4,34	Arabe Saudi	1,59
Etats-Unis	4,22	Belgique	1,4
Argentine	4,15	Reste du monde	25,52

Source : <https://www.douane.gov.dz/>¹⁴⁷

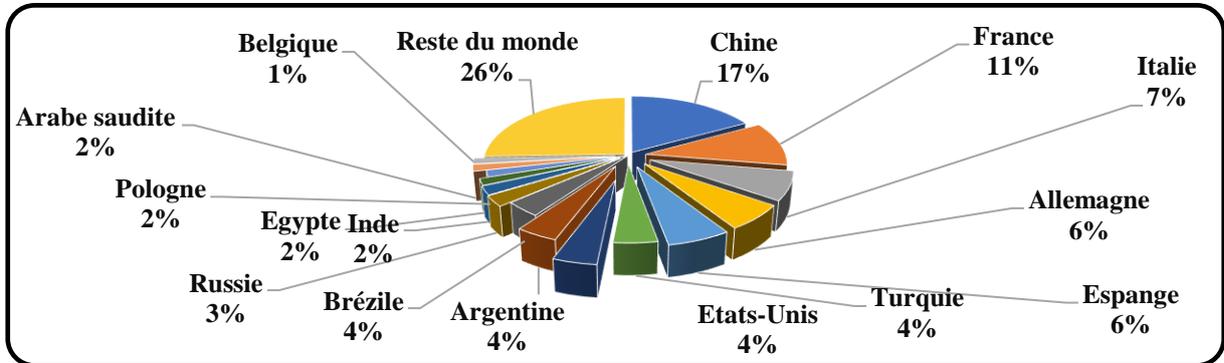
Le tableau ci-dessus présente les parts des différents fournisseurs dans les importations totales de l'Algérie. La Chine occupe le premier rang en contribuant à hauteur de 16,91% des importations, suivie par la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne avec des parts respectives de 10,72%, de 7,03%, de 6,27% et de 6,23%.

Les importations algériennes en provenance d'Afrique, des États-Unis et d'Asie se composent principalement d'équipements industriels. Les importations en provenance de l'Union

¹⁴⁷https://www.douane.gov.dz/IMG/pdf/ce_11_mois_2020.pdf, P33, consulté le 06/05/2023 à 16h10

Européenne sont plus diversifiées en termes de produits, tout en maintenant des volumes significatifs.

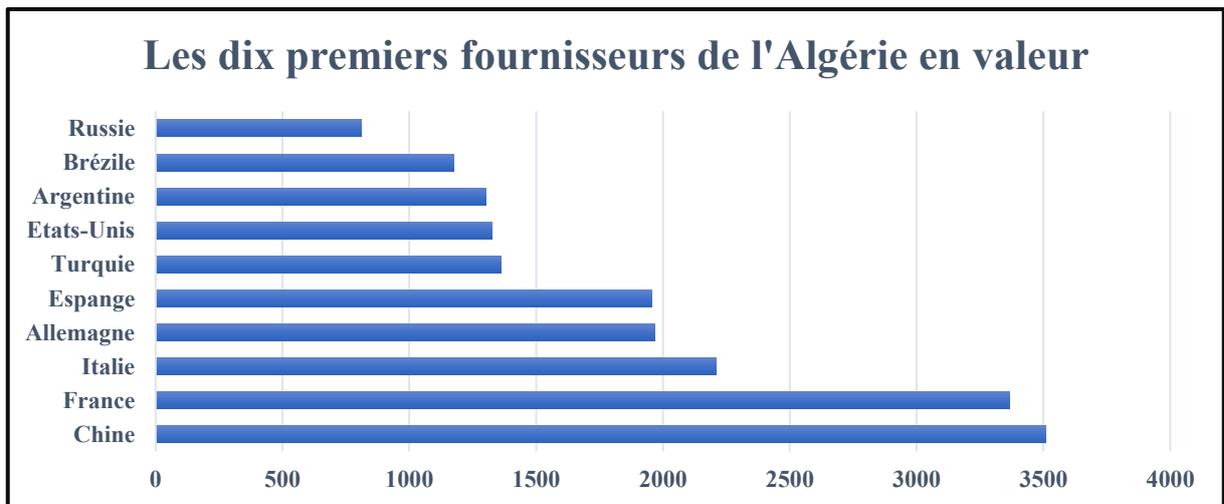
Figure 15 : Décompositions des parts par les fournisseurs de l'Algérie



Source : _Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

Dans la figure, nous nous représentons les dix premiers fournisseurs de l'Algérie en 2020 qui est dominée par la Chine.

Figure 16 : Représentation des dix premiers fournisseurs de l'Algérie



Source : _Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

Les échanges commerciaux de l'Algérie sont donc soumis à plusieurs facteurs totalement exogènes : d'un part, les chocs de prix des hydrocarbures, et d'autre part, les mouvements de taux de change du dollar américain.

1.1.2. La structure d'évolution des exportations :

Tableau 14 : Décomposition des exportations de biens par produit (en %)

Libellé \ Année	2017	2018	2019	2020	2021
Energie	96,05	94,61	94,1	91,29	88,33
Produits semi finis	2,44	3,95	4,13	5,87	9,05
Alimentation	1,01	0,91	1,17	2	1,5
Matières Premières	0,21	0,23	0,27	0,32	0,47
Équipement industriels	0,23	0,22	0,24	0,35	0,44
Biens de consommation non alimentaires	0,6	0,08	0,1	0,17	0,2
Équipements agricoles	0	0	0	0,001	0,003

Source : Données calculées d'après les rapports annuels de la Banque d'Algérie

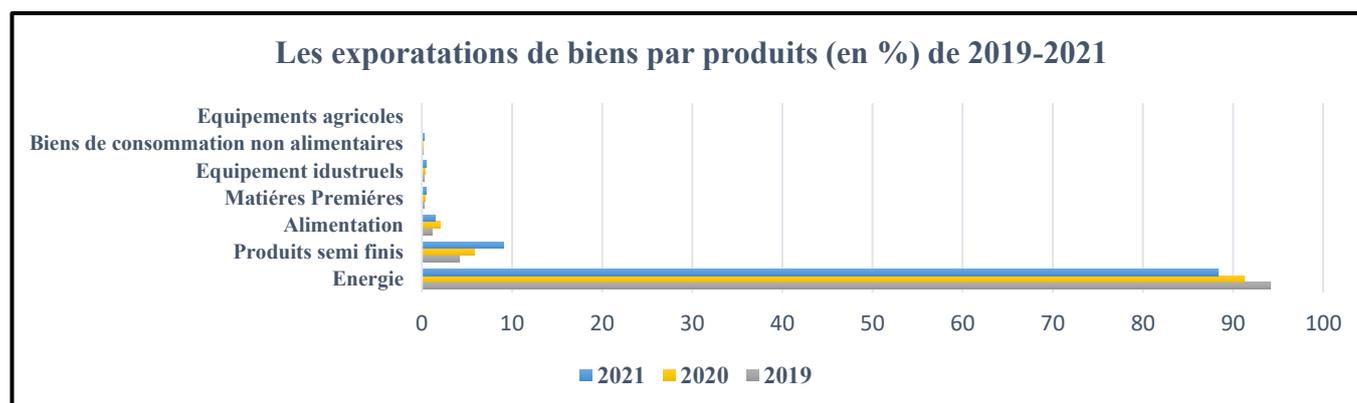
D'après les données fournies dans le tableau ci-dessus, les exportations énergétiques (hydrocarbures) représentent la quasi-totalité des exportations.

C'est évident que l'économie nationale repose en grande partie sur les hydrocarbures et leur prix sur les marchés mondiaux, ce qui entraîne une forte dépendance de l'économie algérienne à l'égard des revenus issus de ces ressources. Cette situation fait de l'économie algérienne une économie de rente depuis plusieurs années.

Cela peut s'expliquer par le fait que l'Algérie possède une structure d'exportation relativement stable, où les exportations d'hydrocarbures ont longtemps représenté une part importante de son économie, leur évolution a connu une tendance légèrement baissière de 96,05% en 2017 à 88,33% en 2021.

Ainsi, les autres groupes de biens ont connu une tendance haussière, alors que l'augmentation significative des importations a concerné tous les groupes de produits, notamment les groupes « Produits semi-finis », « Équipements agricoles » qui étaient auparavant non existants et « Équipements industriels ».

Figure 17 : Représentation Les exportations de biens par produits (en %) de 2019-2021



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

1.1.2.1. Évolution des exportations de marchandise par région économique :

Tableau 15 : Évolution des exportations de marchandises par région économique de 2015-2020 (en %)

Région Économique \ Année	Année					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Union Européenne	66,3	57,4	57,9	57,4	57,3	53,9
Autre Pays d'Europe	5,4	4,9	5,5	6,1	6	12
Amérique du nord	8,2	17,2	11,8	10,4	6,2	2,5
Amérique Latine	4,9	6,6	7,2	6,4	4,6	3,9
Maghreb	4,5	3,9	3,6	4	5,2	6,7
Pays Arabes	1,6	1,3	2,2	1,8	2,4	2,3
Afrique	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,6
Asie	8,7	7,9	10,9	12,9	16,6	17,6
Reste du monde	0,2	0,6	0,5	0,6	1,3	0,6

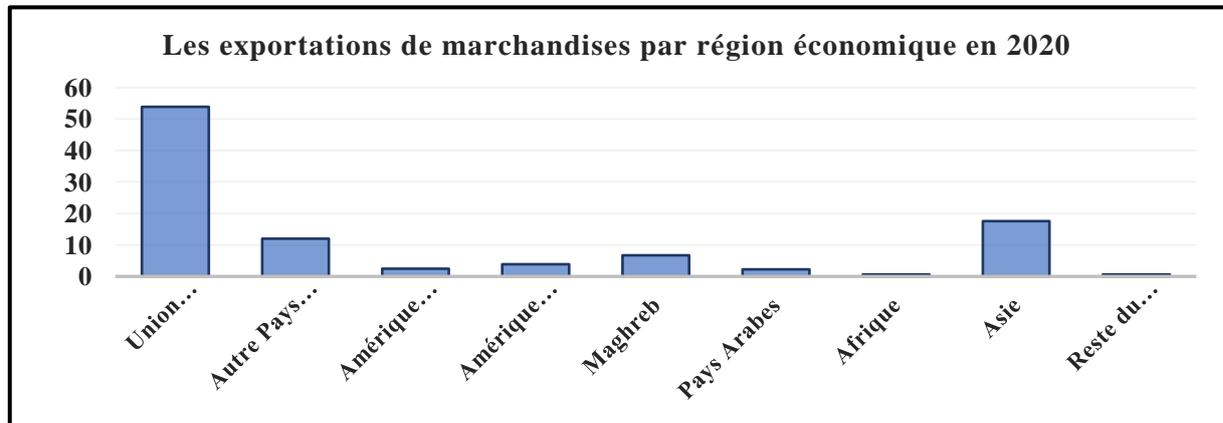
Source : Évolution des échanges extérieurs des marchandises de 2015-2020 par l'ONS¹⁴⁸

En 2020, en termes de répartition régionale des exportations, l'Union européenne est le premier partenaire commercial de l'Algérie avec une part de 53,9 %, suivie par l'Asie avec 17,6 %, le Maghreb avec 6,7 %, puis l'Amérique latine avec 3,9 %. En revanche, la part de l'Amérique du

¹⁴⁸Op cit, p62, Consulté le 07/05/2023 à 10h30

Nord a sensiblement diminué, passant de 8,2 % en 2015 en raison de la réduction des importations d'énergie. Enfin, les échanges avec les pays arabes et l'Afrique ne sont pas limités.

Figure 18 : Évolutions de la structure des exportations de marchandises par région économique en 2020



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

1.1.2.2. Les pays clients de l'Algérie :

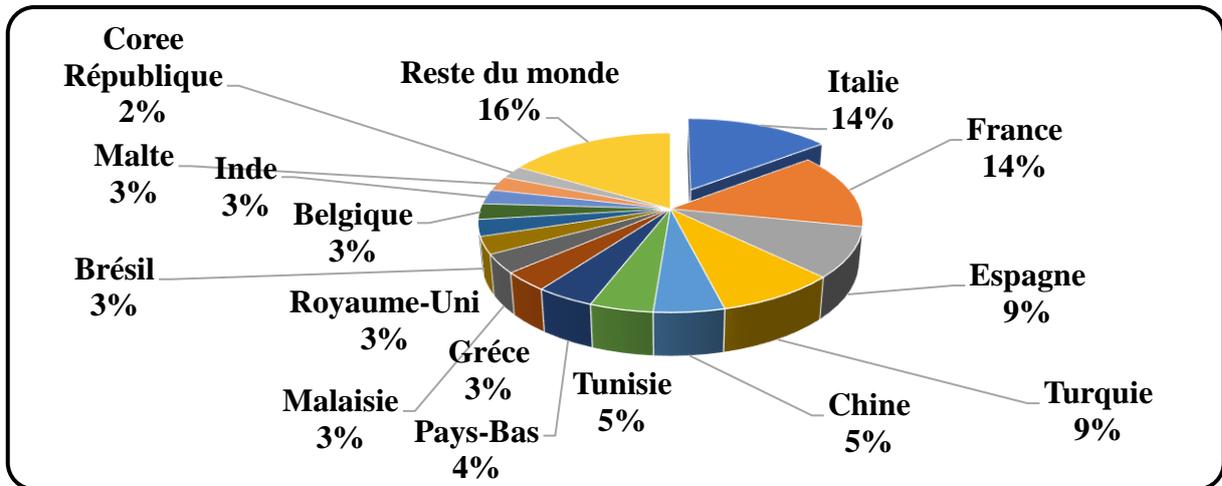
Tableau 16 : Les principaux clients des exportations pour l'Algérie en 2020

Principaux clients	Part (%)	Principaux clients	Part (%)
Italie	14,5	Malaisie	3,4
France	13,68	Royaume-Uni	3,11
Espagne	9,1	Brésil	2,97
Turquie	8,81	Belgique	2,85
Chine	5,14	Inde	2,64
Tunisie	4,63	Malte	2,64
Pays-Bas	4,27	Corée République	2,33
Grèce	3,48	Reste du monde	16,46

Source : <https://www.douane.gov.dz>¹⁴⁹

¹⁴⁹Op : cit, p34, consulté le 06/05/2023 à 16h15

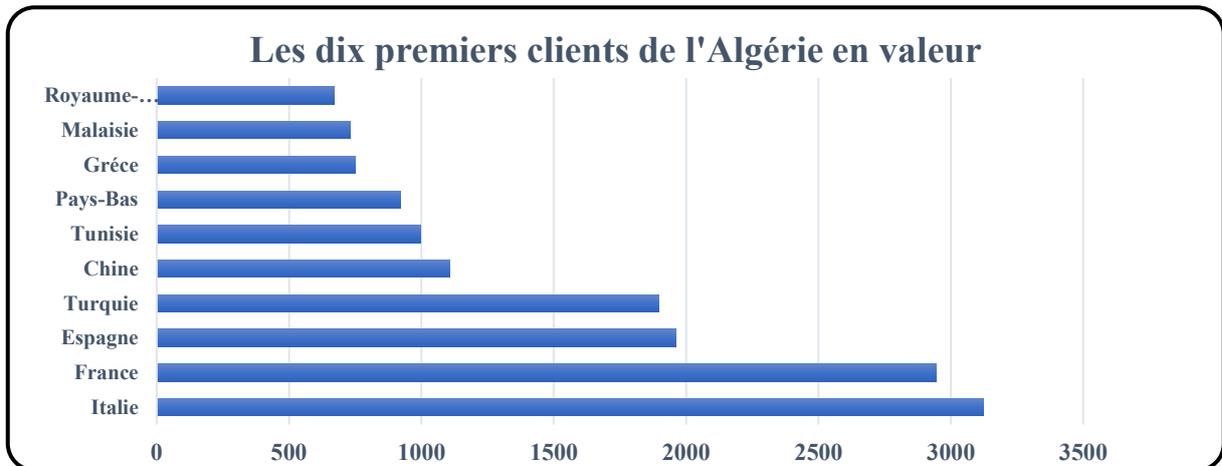
Figure 19 : Décompositions des parts par les clients de l'Algérie



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

Les 10 premiers clients de l'Algérie représentaient 70,12 % des exportations de l'Algérie en 2020 (Figure 16).

Figure 20 : Représentation des dix premiers clients de l'Algérie



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

2. La valeur du dinar algérien « DZD » :

Dans le cadre du programme d'ajustement structurel mené entre 1994 et 1998 visant à libéraliser le régime des changes, le processus de convertibilité du dinar pour les transactions internationales courantes a été achevée en septembre 1997. Cela a été rendu possible lorsque l'Algérie a accepté les dispositions de l'article VIII des statuts du FMI.

Selon la Banque d'Algérie, sa politique de taux de change a pour objectif, depuis la fin des années 1990, la stabilité à moyen terme du taux de change effectif réel à son niveau d'équilibre déterminé

par les fondamentaux de l'économie nationale, principalement le prix du pétrole, le différentiel de productivité et la part des dépenses publiques dans PIB.

Tableau 17 : Cours moyens annuels du dinar algérien 2010-2022

Année	USD	EURO
2010	74,4041	99,1927
2011	72,8537	102,2154
2012	77,5519	102,1627
2013	79,3809	105,4374
2014	80,5606	106,9064
2015	100,4641	111,4418
2016	109,4654	121,1766
2017	110,9610	125,3231
2018	116,6169	137,6864
2019	119,3606	133,7058
2020	126,8288	144,8804
2021	135,1064	159,7558
2022	142,0032	149,5768

Source : L'archive de la BA de taux de change annuel moyen¹⁵⁰

L'analyse de l'évolution des cours du dinar contre le dollar américain et vis-à-vis de l'euro sur le marché interbancaire des changes permet d'explicitier l'impact de la volatilité des cours de change sur le dinar.

Le taux de change moyen annuel du dinar algérien contre l'euro s'est très légèrement apprécié (0,05 %) en 2012 par rapport à l'année 2011, passant de 102,2154 EUR/DZD en 2011 à 102,1627 EUR/DZD en 2012. Par rapport au dollar américain, le taux de change moyen annuel du dinar algérien s'est établi à 77,5519 USD/DZD en 2012 contre 72,8537 USD/DZD en 2011, soit une dépréciation de l'ordre de 6,45 %. Le TCER du dinar s'est stabilisé en 2012, le taux de change effectif réel a enregistré une appréciation de 5,8 %, en moyenne annuelle, sous l'effet principalement de l'élargissement du différentiel d'inflation entre l'Algérie et ses principaux partenaires.

Le cours moyen annuel vis-à-vis du dollar américain s'est établi à 80,5606 USD/DZD en 2014 contre 79,3809 USD/DZD en 2013, correspondant à une dépréciation de 1,49 %. Parallèlement,

¹⁵⁰<https://www.bank-of-algeria.dz/taux-de-change-2/> , consulté le 08/05/2023 à 14h50

le cours de change annuel moyen du dinar contre l'euro s'est déprécié de 1,39 % en 2014 par rapport à 2013, passant de 105,4374 EUR/DZD en 2013 à 106,9064 EUR/DZD en 2014.

La chute des prix du pétrole, l'aggravation des déficits budgétaire et de la balance des paiements et l'élargissement du différentiel d'inflation entre l'Algérie et ses principaux partenaires commerciaux, dans un contexte de fortes dépréciations des monnaies des pays partenaires commerciaux de l'Algérie face au dollar américain, font que le taux de change effectif réel du dinar demeure encore au-dessus de son niveau d'équilibre.

Face à cette situation, la Banque d'Algérie a poursuivi son intervention au jour le jour, au cours de l'année 2015, afin que le taux de change effectif réel du dinar demeure proche de son nouveau niveau d'équilibre. C'est ainsi que le dinar algérien s'est déprécié face aux principales devises entre 2014 et 2015.

En 2017, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar (12,3 %) et aux devises des pays développés et émergents, principaux partenaires commerciaux de l'Algérie, a également entraîné une tendance similaire dans l'évolution du taux de change de l'euro par rapport au dinar. En moyenne annuelle, le taux de change du dinar s'est déprécié de 3,3 % par rapport à l'euro en 2017, contre une dépréciation de 8,0 % entre 2015 et 2016.

Par rapport au dollar américain, le taux de change du dinar est passé de 109,4654 dinars pour un dollar en 2016 à 110,9610 dinars en 2017, ce qui représente une légère dépréciation de 1,4 %, comparée à une dépréciation de 8,2 % une année auparavant.

Entre fin 2019 et fin 2020, le contexte international a été fortement perturbé par la crise sanitaire qui a eu un impact significatif sur la conjoncture économique. Pendant cette période, le dollar américain (USD) s'est déprécié non seulement par rapport à l'euro, mais également face aux devises de la plupart des pays partenaires de l'Algérie marqué par des dépréciations mensuelles. En phase avec ces évolutions, le cours de change du dinar, en moyenne mensuelle s'est déprécié de (-9,09 %) face au dollar américain et s'est déprécié de (-16,9 %) à l'égard de la monnaie européenne au cours de la même période. A l'exception, du premier mois de l'année et une légère reprise au mois d'octobre le dinar algérien a connu une baisse mensuelle par rapport à l'euro tout au long de l'année 2020.

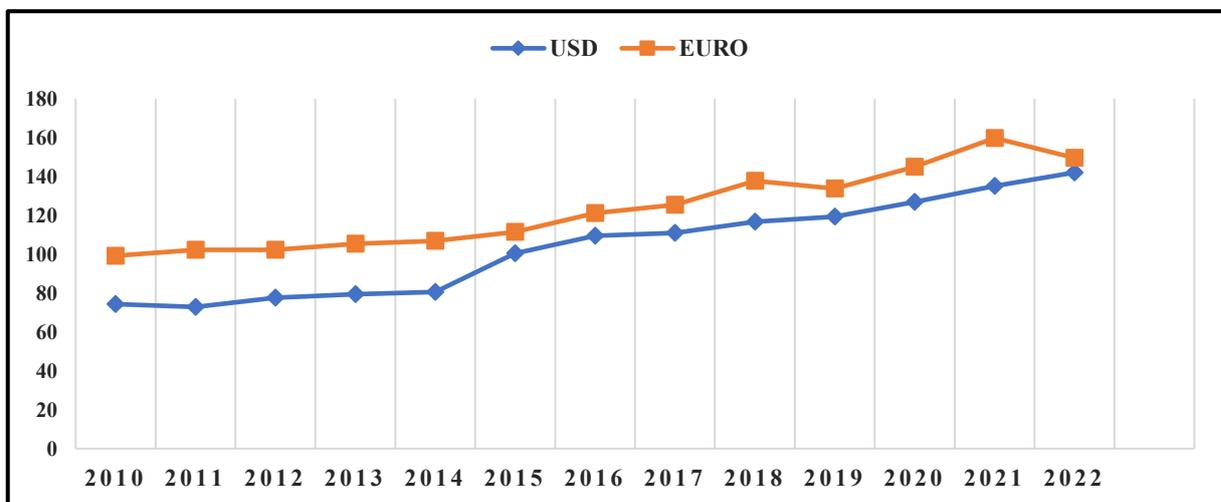
En décembre, la baisse a été particulièrement importante, atteignant (-4,84 %). Tout au long du premier semestre de l'année, le dinar algérien s'est déprécié par rapport au dollar américain, atteignant une baisse importante de (-4,9 %) en avril. Des légères appréciations mensuelles ont été observées en juillet, août et novembre 2020, mais la fin de l'année a été marquée par une nouvelle dépréciation de (-2,2 %).

Même si le contexte international s'est amélioré en 2021 avec une reprise de l'activité économique et une remontée des prix du pétrole, la dépréciation du dinar algérien face à l'euro et au dollar américain s'est accélérée. Cette situation reflète principalement l'évolution du dollar américain face à l'euro.

En moyenne annuelle, le dinar algérien a connu une dépréciation de 6,1 % face au dollar américain et de 9,3 % face à l'euro en 2021, comparé à des dépréciations respectives de 5,9 % et de 7,7 % en 2020.

En 2022, l'évolution du cours de change du dinar face au dollar et à l'euro, les deux principales monnaies de facturation des importations de l'Algérie, reflète globalement l'évolution des cours de change du dollar face à l'euro. Le taux de change DZD/USD était d'environ 142, tandis que le taux de change DZD/EUR était d'environ 145. Cependant, l'évolution future des taux de change du dinar algérien face au dollar et à l'euro dépendra de nombreux facteurs, notamment les politiques monétaires des banques centrales des États-Unis et de l'Union européenne, les niveaux de la demande des exportations algériennes et les politiques économiques mises en place par le gouvernement algérien.

Figure 21 : L'évolution de la parité change du dinar (DZD/USD, DZD/EURO) algérien de 2010-2022



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment

3. L'impact de la dépréciation du dinar algérien sur la balance commerciale et la performance économique :

La question de la politique en Algérie demeure une préoccupation majeure de l'autorité monétaire en termes de choix de régime de change qui assure l'équilibre de la

BDP « parallèlement l'équilibre de la balance commerciale ». de l'indépendance à nos jours le

dinar algérien a connu plusieurs cotations, du panier de devises au fixing puis à un système appelé marché interbancaire des changes « flottement dirigé ».

Donc, la politique de change en Algérie est passée par différentes phases depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, durant cette évolution les autorités monétaires ont "gérées le taux de changes" comme régime de change, c'est une orientation qui n'était pas propre au cas de l'Algérie comparativement avec celles des pays sous-développés qui ont adapté cette option avec des spécificités, ce qui leur permet de gérer de manière efficiente les problèmes macroéconomiques d'équilibres avec une grande vulnérabilité des chocs intérieurs voire extérieur, alors le débat sur le choix d'une bonne politique de change préoccupe toujours les économistes et les responsables des politiques économiques, ou bien, nous disons un grand intérêt réservé par les autorités monétaires algériennes pour les questions liées au taux de change¹⁵¹.

En théorie économique, la dépréciation est un concept omniprésent et constitue un élément central des systèmes monétaires en régime flottant. Elle est définie comme une baisse de la valeur d'une monnaie par rapport à d'autres monnaies. Les raisons d'une dépréciation peuvent être multiples, allant de l'inflation à la baisse de la compétitivité économique d'un pays.

Les variations du taux de change de la monnaie algérienne ont un effet sur le solde commercial en entraînant des changements de prix pour les importations et les exportations. Ces variations de prix peuvent être expliquées par trois théories différentes. Néanmoins, ces théories « Les canaux de transmission » attestent que la dépréciation peut conduire à une amélioration de la balance commerciale.

3.1. Théorie de la méthode d'élasticités et de l'équilibre externe :

L'approche de l'élasticité a été avancée par Robinson (1947) et Metzler (1948) et popularisée par Kreuger (1983), elle postule que les transactions sous contrat réalisées pendant la période de dépréciation du taux de change peuvent affecter négativement la balance commerciale à court terme, mais avec le temps, les quantités d'exportation et d'importation s'ajustent, ce qui donne lieu à une augmentation de l'élasticité des exportations et des importations, les quantités s'ajustent aux prix effectifs modifiés¹⁵².

¹⁵¹ **RENNANE (Rabeh)**, L'impact des variations des taux de changes sur les comptes de la balance des paiements, Mémoire de magister en Sciences économiques, Finance internationale, 2012-2013, P119

¹⁵² **Anoke Charity Ifeyinwa, Odo Stephen Idenyi, Ogbonna BigBen**, Volume 21, Issue 3, Ver. IV (Mar. 2016) PP 72-81 e-ISSN: 2279-0837, p-ISSN: 2279-0845.

3.1.1. Les conditions de l'approche de l'élasticité :

On commence par l'écriture de l'équation de la BC :

$$\boxed{BC = X \cdot P_X - M \cdot P_M} \dots\dots\dots (01)$$

Avec :

- **BC** : solde de la BC en monnaie nationale
- **X** et **M** : volume des exportations et importations
- **P_X** : Prix en monnaie nationale des exportations du pays
- **P_M** : Prix en monnaie étrangers des importations du pays

Supposant que le prix des exportations n'est pas très différent du prix de la production nationale ($P_X = P$), et que de même les importations exprimant en unité de production étrangère doit être multipliée par TCR pour la valeur des importations devient en monnaie nationale, notons que : $TCR = E$, d'où $P_M = E P_E$

La BC peut être écrit comme suit :

$$\boxed{BC = P \cdot X - E P_E \cdot M} \dots\dots\dots (02)$$

Supposant que le TCR est la seule variable qui varie et le reste sont fixés :

$$\boxed{BC = X - E M} \dots\dots\dots (03)$$

Cette équation est appelée l'équation du Solde de la balance commerciale.

Pour déterminer l'effet de la variation de taux de change sur la balance commerciale, nous effectuons mathématiquement comme suit :

$$\boxed{\frac{\Delta BC}{\Delta E} = \frac{\Delta X}{\Delta E} - M - E \cdot \frac{\Delta M}{\Delta E}} \dots\dots\dots (04)$$

$$\boxed{= M \left(\frac{\Delta X}{\Delta e} \cdot \frac{1}{M} \cdot \frac{E}{M} \cdot \frac{\Delta M}{\Delta E} - 1 \right)} \dots\dots\dots (05)$$

A l'équilibre : $BC = 0$, donc : $X = EM$

$$\boxed{\frac{\Delta BC}{\Delta e} = M \left(\frac{\Delta X}{\Delta E} \cdot \frac{E}{X} - \left(1 + \frac{\Delta M}{\Delta E} - \frac{E}{M} \right) \right)} \dots\dots\dots (06)$$

Et :

$$\frac{\Delta BC}{\Delta e} = M(\epsilon_X - (1 - \epsilon_M)) = M(\epsilon_X + \epsilon_M - 1) \dots\dots\dots(07)$$

Cela signifie que si le taux de change, change par une unité la balance commerciale change par :

$$M(\epsilon_X + \epsilon_M - 1) \dots\dots\dots (08)$$

Pour obtenir un solde excédentaire, il faut que : $|\epsilon_X| + |\epsilon_M| > 1$

Les pays qui enregistrent des déficits importants dans leur balance commerciale ont tendance à compter sur la baisse de leur taux de change pour y remédier. En effet, cette baisse permet aux entreprises exportatrices de gagner en compétitivité en diminuant le prix de leurs produits vendus à l'étranger. Cependant, les consommateurs de ces pays sont confrontés à l'augmentation des prix des produits importés, ce qui les incite à en acheter moins.

Bien que l'amélioration de la balance commerciale soit attendue avec une augmentation des exportations et une diminution des importations, après une dépréciation ou une dévaluation, le déficit commercial a plutôt tendance à augmenter. Cette situation paradoxale s'explique par la « courbe en J » des économistes. En effet, l'effet immédiat d'une baisse du taux de change est la modification des prix des produits échangés exprimés en monnaie étrangère. La baisse du prix de nos exportations et l'augmentation du prix de nos importations entraînent une dégradation des termes de l'échange, c'est à dire le rapport entre le prix des exportations et celui des importations. Ce « effet-prix », qui se manifeste immédiatement, dégrade la valeur de notre balance commerciale.

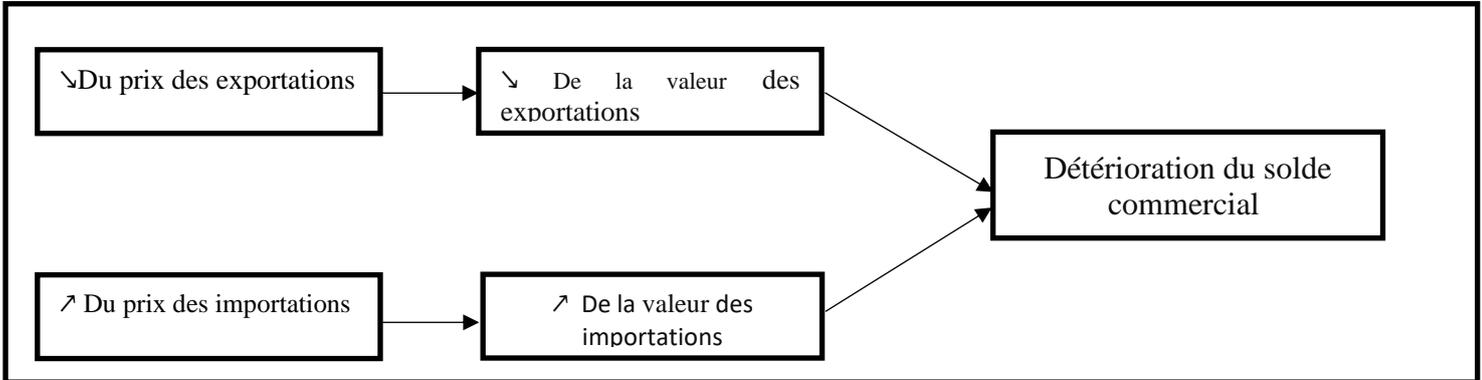
Mais, dans un second temps, les volumes échangés réagissent aux variations de prix. Puisque le prix en monnaie étrangère des produits qu'on exporte baisse, le volume vendu tend à augmenter, et puisque le prix en monnaie étrangère des produits qu'on importe augmente, le volume acheté tend à baisser. Cet « effet-volume » met plus de temps à se manifester.

La « courbe en J » illustre donc le fait que suite à une baisse du taux de change, l'effet-prix l'emporte au départ (le solde extérieur se détériore) puis est rattrapé par l'effet-volume, de telle sorte qu'au bout d'un certain temps le solde extérieur s'améliore. En pratique, tout dépend de la force avec laquelle les volumes réagissent aux variations de prix, ce que les économistes appellent « l'élasticité-prix ». Si l'élasticité est suffisamment forte, l'effet-volume l'emportera vite sur l'effet-prix, sinon le solde courant continuera de se dégrader¹⁵³.

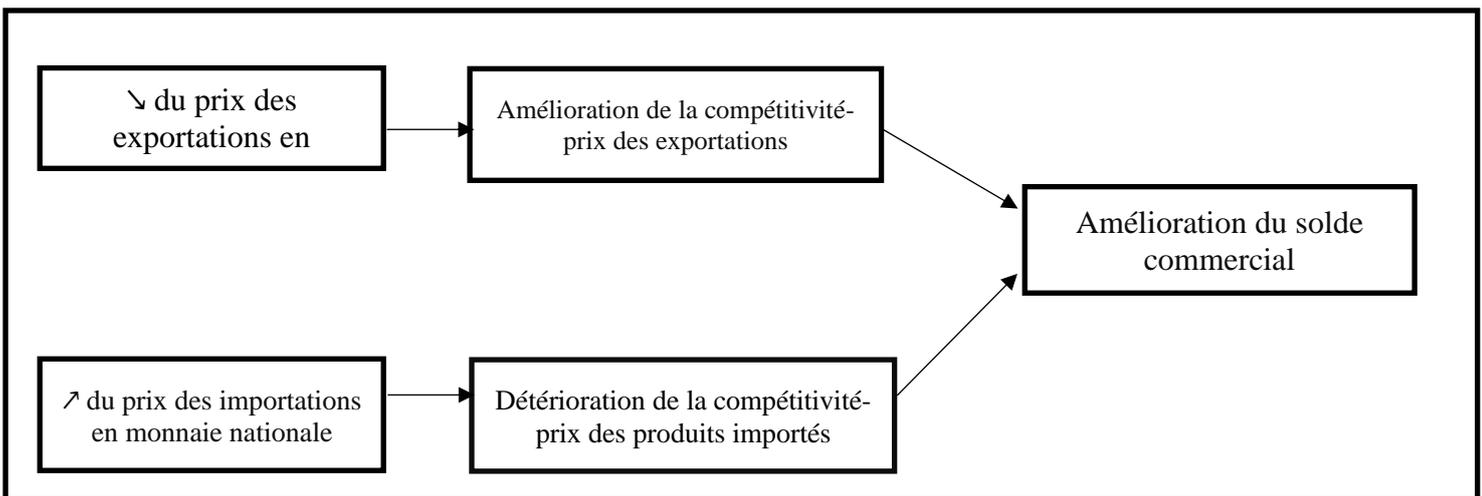
¹⁵³Jézabel Couppey-Soubeyran, Alternatives Économiques, N°314, juin 2012

3.1.1.1. Effets variables dans le temps :

- Effets immédiats d'une dépréciation de la monnaie nationale (effets prix > effets volume) :

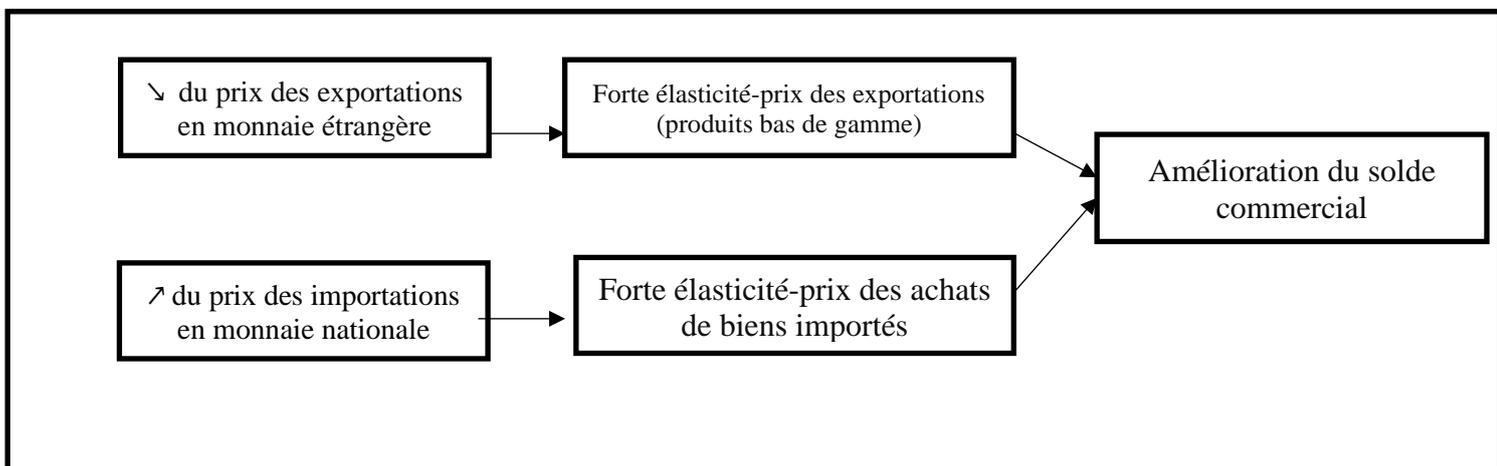


- Effets d'une dépréciation de la monnaie nationale après un laps de temps (effets volume > effets prix) :

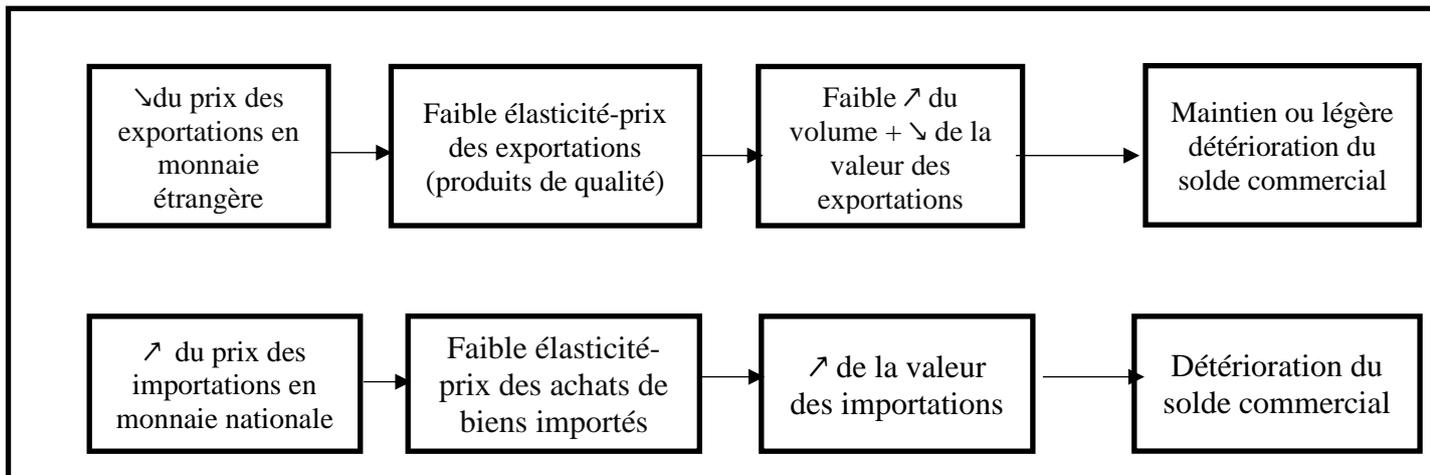


3.1.1.2. Effets variables selon l'élasticité-prix :

- Élasticité-prix forte :



- Élasticité-prix faible :



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment

On peut mesurer le niveau de gamme de la production (qualité, sophistication, différenciation des produits) par l'élasticité-prix des exportations. La demande pour des produits bas en gamme est très sensible aux prix des produits puisque les produits sont peu différenciés.

Inversement, la demande pour les produits haut de gamme est peu sensible aux prix, ce qui permet de pratiquer des prix plus élevés.

Pour qu'une économie profite d'une dépréciation du taux de change de sa monnaie, elle doit avoir une industrie de grande taille et une élasticité-prix élevée des exportations, c'est-à-dire des productions pas trop sophistiquées¹⁵⁴. Donc, l'amélioration du solde de la balance commerciale suite à une baisse du taux de change dépend de l'élasticité-prix des exportations en volume.

3.2. L'approche de l'absorption :

L'absorption fait l'objet d'analyses économiques par le FMI. La théorie de l'absorption d'Alexander indique qu'une économie endettée, qui accumule des déficits extérieurs, doit réduire son absorption (c'est-à-dire sa dépense intérieure) en dessous de sa production intérieure afin de dégager un surplus net exportable¹⁵⁵.

L'amélioration de la balance commerciale peut être obtenue soit par une augmentation de la production, soit par une diminution de la consommation intérieure, ou bien par une combinaison des deux. Supposons que A soit constant et que l'économie ne soit pas en plein emploi (ce qui est souvent le cas dans les pays en développement) ; lorsqu'une dépréciation (dévaluation) de la

¹⁵⁴Natixis, Patrick Artus, Flash Economie, N°657 (3/10/2012), N°617 (18/09/2012), N°568 (31/08/2012)

¹⁵⁵Wladimir Andreff, Économie de la transition: la transformation des économies planifiées en économies de marché, Editions Bréal, 2007, p02

monnaie se produit, l'effet ultime positif attendu se fait sentir sur une augmentation de la production, ce qui se traduit par une amélioration de la balance commerciale¹⁵⁶.

Une politique économique visant à l'accroissement de l'absorption peut prendre plusieurs formes. Il peut s'agir d'augmenter le volume d'exportations (en gagnant en compétitivité), diminuer les importations, baisser les dépenses publiques, freiner les hausses de salaire¹⁵⁷.

3.3. L'approche monétaire :

L'approche monétaire suggère que la dévaluation devrait être comprise dans un contexte monétaire. Ainsi, un solde de déficit de paiement est uniquement un phénomène monétaire principalement causé par une masse monétaire excessive.

Selon cette théorie la dévaluation de la monnaie a un impact sur la balance des paiements et sur l'offre réelle de la monnaie. Quand un pays dévalue sa monnaie, la valeur réelle de l'offre de monnaie diminue en raison de la hausse des prix des produits et services mesurés dans les prix intérieurs. La diminution de l'offre réelle de la monnaie entraîne à son tour une réduction des dépenses afin de restaurer la valeur réelle de ses avoirs en argent. La baisse de la consommation entraîne une réduction l'absorption et l'amélioration de la balance commerciale¹⁵⁸.

3.4. L'impact du taux de change :

Le degré élevé de volatilité et d'incertitude de mouvement de taux de change depuis le début du régime flottant en 1973 a fortement retenu l'attention de décideurs publics et chercheurs à investiguer quant à la nature et l'étendue de l'impact de ces mouvements de taux de change sur le volume des échanges internationaux

Cette volatilité des taux de change est la source de risque lié aux taux de change et a des implications sur le volume du commerce international, et par conséquent sur la balance des paiements. Dans l'ensemble, un plus grand nombre d'études semblent favoriser l'hypothèse conventionnelle selon laquelle la volatilité des taux de change diminue le niveau de commerce¹⁵⁹. Les enseignements tirés des économies avancées, émergentes et en développement suggèrent que les fluctuations des taux de change ont souvent un impact significatif sur les niveaux des

¹⁵⁶**Dhakar (Abbas Ali), Fuadah (Johari), Mohammad (Haji)Alias**, Review Article: The Effect of Exchange Rate Movements on Trade Balance: A Chronological Theoretical Review, Hindawi Publishing Corporation Economics Research International Volume 2014, Article ID 893170, p05

¹⁵⁷**Ahmed (Silem), Jean-Marie (Albertini)**, *Lexique d'économie*, Dalloz, 12 septembre 2018

¹⁵⁸**Hamiche Zina, Boussafi (Kamel)**, Dévaluation, à la recherche de l'équilibre de la balance commerciale Beam Journal of Economic Studies, Volume3, N°01, 2019, p44

¹⁵⁹**OZTURK, (Ilhan)**, Exchange rate volatility and trade: A literature survey, International Journal of Applied Econometrics and Quantitative Studies Vol.3-1 (2006), PP 93-94

échanges d'exportation et d'importation, et par conséquent, sur la croissance économique. De fait, une balance commerciale performante contribue à renforcer cette croissance.

Ainsi, les banques centrales utilisent le taux de change dans leurs politiques économiques comme un outil d'ajustement et de rééquilibrage de l'activité économique et surtout pour stimuler la croissance.

Comme l'indique les différents travaux théoriques et empiriques, le taux de change est un canal de transmission de la politique monétaire notamment pour les pays ayant un degré d'ouverture élevé. Ce canal influe sur la croissance économique par trois mécanismes à savoir ; le régime de change, la variabilité et le désajustement du taux de change¹⁶⁰.

À l'instar de nombreux autres pays, les échanges internationaux jouent un rôle important dans l'activité économique de l'Algérie. Après avoir subi un choc en 2014, la balance commerciale de l'Algérie est devenue déficitaire et a continué de s'aggraver jusqu'à récemment. Cependant, des changements ont été observés ces dernières années, et la balance commerciale a commencé à s'améliorer progressivement dès 2021.

En 2021 et 2022, l'économie de l'Algérie connaît une reprise progressive, alimentée par une augmentation des prix des hydrocarbures. Bien que l'inflation persiste, le pays se dirige vers une nouvelle dynamique économique.

En Algérie, et en raison de la dépendance structurelle de l'économie nationale aux hydrocarbures, toute évolution du prix du pétrole aura un impact direct sur les fondamentaux macroéconomiques.

À cela s'ajoute, la dégringolade du dinar où sa valeur a perdu près de 18%, depuis l'été 2014, par rapport au dollar US et à l'euro. S'il apparaît cependant que les parités de la monnaie nationale avec ces devises prenaient la direction contraire, il est grandement reconnu qu'une dépréciation du dinar risque tout bonnement de renchérir les prix des marchandises en provenance des principaux partenaires, à savoir les deux zones euro et dollar, la Chine, la Turquie et autres pays partenaires¹⁶¹.

D'après l'étude des fonctions de réponses impulsionnelles montre qu'une dépréciation du taux de change accroît la croissance économique, ainsi qu'une hausse des crédits qui reflètent le développement financier augmente la croissance. Concernant la masse monétaire, une hausse de celle-ci contribue à une augmentation très faible de la croissance¹⁶².

¹⁶⁰ **BENADDA (Mokhtaria)**, Taux de change et croissance économique : Une analyse en modèle VAR : Cas de l'Algérie, *Revue algérienne d'économie et gestion*, Volume 10, Numéro 3, 2016, p118

¹⁶¹ **M'hamed ZIAD**, Taux de change et commerce extérieur en Algérie : Essai d'estimation, ISSN : 2489-2068 Vol 5 – Numéro 3 (2020), p275

¹⁶² **BENADDA (Mokhtaria)**, op :cit, p134

M'hamed Ziad indique aussi que ses statistiques R^2 et Durbin-Watson montrent qu'il existe bien une corrélation forte et significative entre les échanges (EXP, IMP) et le taux de change (TCER). A la lumière des résultats obtenus par les estimations empiriques des chercheurs qui sont inspiré par plusieurs approches de modélisation de la volatilité des taux de change sur les flux commerciaux, nous allons confirmer la relation qui existe entre le TCER et les composantes du commerce extérieur (exportations/importations), en utilisant les données statistiques de la balance commerciale de la Banque d'Algérie et l'évolution du TCER de la Banque mondiale.

Tableau 18 : L'évolution des exportations, des importations et de l'indice du taux de change réel effectif (TCER) de l'Algérie de 2014 à 2022.

Année \ Libellé	Exportation	Importation	Indice TCER (2010 = 100)
2014	60,129	-59,670	102,9239853
2015	34,565	-52,649	96,57327598
2016	29,309	-49,437	95,58470184
2017	34,569	-48,981	97,80402658
2018	41,115	-48,573	93,5148348
2019	35,312	-44,632	95,44717417
2020	21,925	-35,547	91,22211727
2021	38,558	-37,46	86,80037639
2022	61,089	-39,173	92,17867031

Source : Des données citées précédemment, l'indice TCER¹⁶³

Les données fournies montrent les niveaux d'exportation et d'importation de l'Algérie ainsi que l'évolution de l'indice TCER entre 2014 et 2022. Il est à noter que l'indice TCER mesure la valeur relative de la monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères de ses principaux partenaires commerciaux.

En observant les données, on remarque que l'indice TCER de l'Algérie était supérieur à 100% en 2014, ce qui indique que la monnaie nationale était surévaluée par rapport aux monnaies étrangères. Ensuite, l'indice TCER a diminué régulièrement jusqu'en 2021, atteignant un niveau de 86,8%, ce qui indique que la monnaie nationale était sous-évaluée par rapport aux monnaies étrangères. Cependant, en 2022, l'indice TCER est remonté à 92,18%.

¹⁶³<https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators> , consulté le 15/05/2023 à 19h30

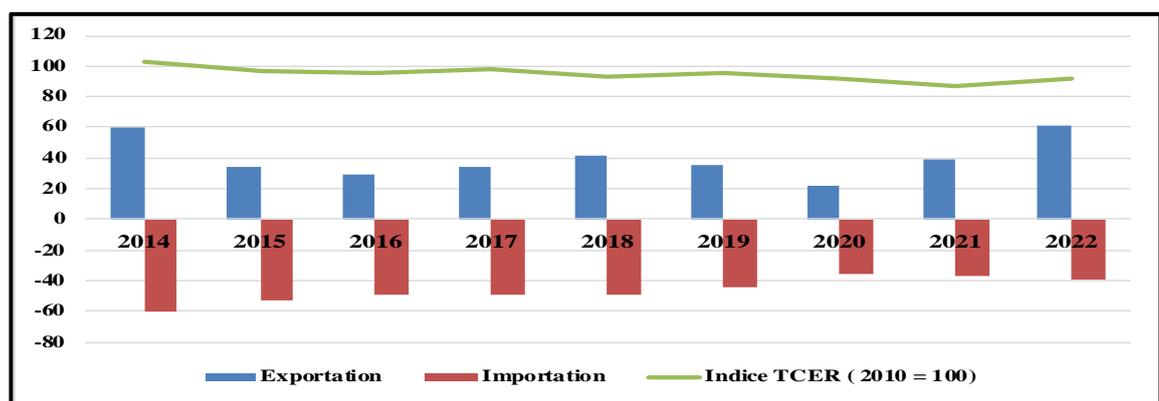
En ce qui concerne les échanges extérieurs, on peut voir que les exportations ont diminué de manière significative entre 2014 et 2020, passant de 60,129 milliards de dollars en 2014 à 21,925 milliards de dollars en 2020.

Les importations ont également connu une diminution, mais dans une moindre mesure, passant de -59,670 milliards de dollars en 2014 à -35,547 milliards de dollars en 2020. Cependant, en 2021 et 2022, les exportations ont augmenté pour atteindre respectivement 38,558 milliards de dollars et 61,089 milliards de dollars, tandis que les importations ont légèrement augmenté.

Sur le plan divisionnaire, les exportations, les importations et l'indice TCER de l'Algérie pour la période de 2014 à 2022 :

- Les exportations de l'Algérie ont connu une variation au cours de cette période, passant de 60,129 milliards (en unité non spécifiée) en 2014 à un pic de 61,089 milliards en 2022. Cependant, il y a eu des fluctuations d'une année à l'autre, avec des baisses marquées en 2020 et 2021 ;
- Les importations ont également montré des variations importantes, passant de 59,670 milliards en 2014 à 39,173 milliards en 2022. On observe une tendance à la baisse globale des importations au fil des années, bien que des fluctuations se soient produites.
- L'indice TCER, qui mesure le taux de change réel effectif, est utilisé pour évaluer la compétitivité d'un pays sur le plan international. En Algérie, cet indice est passé de 102,92% en 2014 à 92,18% en 2022. Cela suggère une tendance à la dépréciation de la monnaie nationale au cours de cette période.

Figure 22 : Représentation d'évolutions de l'indice TCER vis-à-vis les échanges extérieurs



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données collectées précédemment.

Section 03 : Discussion des résultats

L'analyse des données précédentes relatives aux exportations, aux importations et à l'indice TCER de l'Algérie offre un aperçu de la dynamique du commerce extérieur et de la compétitivité économique du pays. Ces indicateurs sont essentiels pour évaluer la performance économique et les perspectives de croissance à long terme de l'Algérie.

En examinant les variations annuelles de ces chiffres, nous pouvons observer les tendances et les évolutions qui ont marqué l'économie algérienne au cours de la période étudiée. Cette analyse nous permettra de mieux comprendre l'impact des échanges extérieurs sur l'économie algérienne et de déterminer si le pays est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs.

En termes d'analyse économique, ces résultats suggèrent les éléments suivants :

1. Les exportations :

D'après l'évolutions des exportations algériennes, ont montré une certaine volatilité au fil des ans, reflétant probablement la dépendance de l'Algérie aux fluctuations des prix des produits de base, notamment les hydrocarbures. Cependant, selon les rapports de la Banque mondiale, des politiques de diversification et de promotion des exportations ont contribué à stimuler les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie, atteignant des niveaux plus élevés qu'auparavant. En 2021, la flambée de la demande et des prix du pétrole et du gaz a entraîné un net rebond de la production et des exportations d'hydrocarbures. La reprise des secteurs économiques hors hydrocarbures demeure incomplète, et l'inflation a connu une augmentation en 2021. Malgré les avantages actuels tirés des hydrocarbures, la situation met en évidence la nécessité pour l'Algérie de poursuivre ses efforts de diversification économique¹⁶⁴.

Dans le but de réduire sa dépendance aux aléas conjoncturels, la diversification de l'économie algérienne est devenue une nécessité évidente, laquelle a conduit à une amélioration marquée des volumes d'exportation hors hydrocarbures. Ceci à cause du redressement au cours du premier semestre 2022, à la faveur du retour de la production pétrolière à ses niveaux d'avant la pandémie et de la reprise constante du secteur des services, conjugués à une activité agricole plus vigoureuse. Ce redressement devrait se poursuivre en 2023, soutenu par le secteur hors hydrocarbures et la croissance des dépenses publiques vu que Les soldes extérieurs ont également bénéficié de la forte hausse des exportations hors hydrocarbures¹⁶⁵.

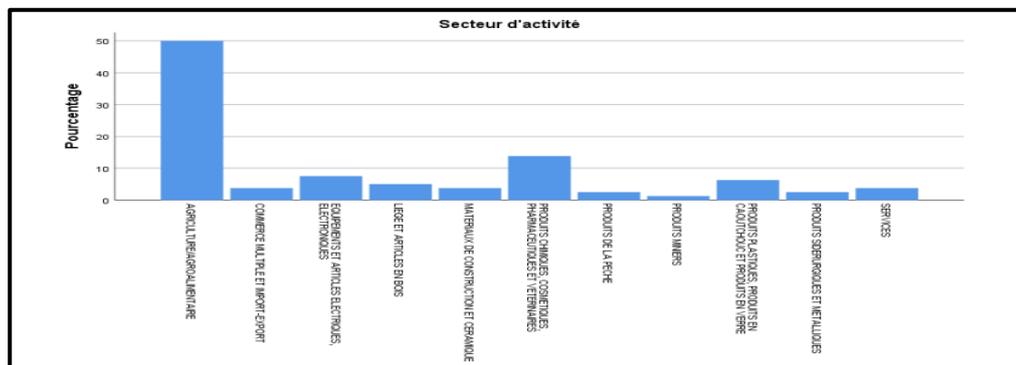
¹⁶⁴ <https://www.banquemonddiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-april-2022>, consulté le 16/05/2023 à 01h47

¹⁶⁵ <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2023/01/04/algerian-economy-staying-the-course-for-transition>, consulté le 16/05/2023 à 01h57

La connaissance du potentiel algérien à l'export est d'une grande importance dans la mesure où cela permet de savoir comment l'Algérie va tracer sa stratégie nationale d'exportation, de prioriser les secteurs d'activités les plus compétitifs et les marchés cibles les plus attractifs qui sont susceptibles de présenter une forte demande pour nos produits. La connaissance du potentiel algérien permet également d'évaluer les avantages que l'Algérie pourrait tirer des divers accords de libre-échange qu'elle a signés. Cela inclut notamment le dernier accord conclu avec la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf), qui est entré en vigueur en juillet 2021. En comprenant pleinement ce potentiel, nous pouvons exploiter de manière optimale ces accords pour stimuler les échanges commerciaux et renforcer la position algérienne sur les marchés régionaux et internationaux. Les marchés les plus ciblés par les exportateurs algériens dans les secteurs hors hydrocarbures sont respectivement l'Europe (27%), l'Afrique (19%), le Maghreb (18%), le Moyen Orient (13%), l'Amérique du Nord (11%), l'Asie (8%), l'Amérique du Sud (3%) et l'Océanie (1%)¹⁶⁶.

Les recettes d'exportations de biens ont atteint un niveau inégalé depuis 2014, portées par la hausse des exportations des hydrocarbures et hors-hydrocarbures. Portées par les recettes des hydrocarbures, les exportations de biens ont progressé de 15,7% en g.t. au T1-2022, et de 15,6% en g.t. au T2, pour atteindre USD 28,4 milliards au S1-2022, soit une augmentation de 64,2% en g.a. En outre, les exportations hors-hydrocarbures ont atteint USD 4 milliards à fin août 2022 (+42% en g.a.), soit plus de la moitié de l'objectif officiel de USD 7 milliards de dollars en année pleine. Les exportations de biens hors hydrocarbures représentent ainsi 13,5 % des exportations de biens au S1-2022, soit leur part la plus élevée depuis plus de 15 ans¹⁶⁷.

Figure 23 : La répartition des entreprises exportatrices par secteur d'activité



Source : L'exportation de d'offre algérienne hors hydrocarbures sur les marchés africains : Potentiel et obstacle¹⁶⁸

¹⁶⁶ **DOUIDENE (Leila), HAMMOUTENE (Ali)**, L'exportation de d'offre algérienne hors hydrocarbures sur les marchés africains : Potentiel et obstacles, Revue Le Manager Vol. 08, N°02 : 2021, PP 285-289

¹⁶⁷ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099521001042311492/pdf/IDU04c80cab60e1b5043f90af9105c50f444df02.pdf> , consulté le 16/05/2023 à 9h30

¹⁶⁸ **DOUIDENE (Leila), HAMMOUTENE (Ali)**, op :cit,p287

2. Les importations :

Les importations ont également fluctué, avec une tendance à la baisse sur la période étudiée. Cela peut être attribué à des politiques visant à réduire les importations et à encourager la production nationale, ainsi qu'à des facteurs économiques internes tels que la demande intérieure.

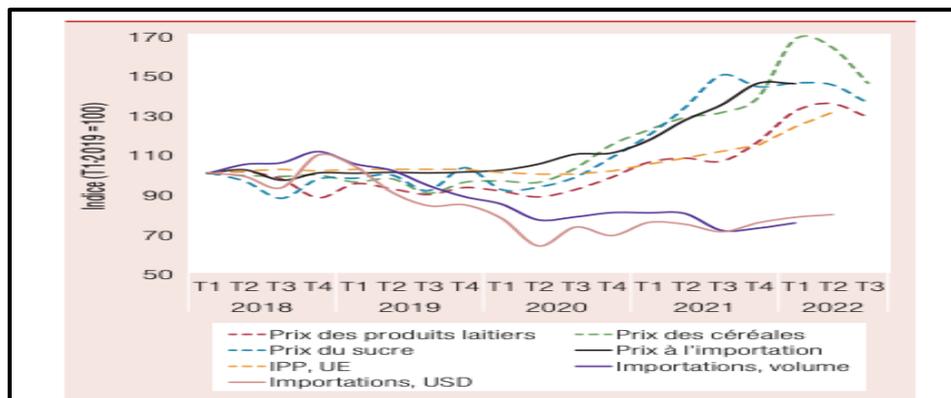
Les importations en Algérie ont connu des évolutions significatives au cours des années 2021, 2022 et 2023. Face aux défis économiques et aux contraintes budgétaires, le gouvernement algérien a entrepris des politiques visant à réduire les importations et à promouvoir la production nationale.

En 2021, l'Algérie a pris des mesures pour rationaliser les importations et encourager la substitution des produits étrangers par des produits locaux. Ces efforts ont été motivés par la volonté de réduire la dépendance excessive aux importations et de stimuler la production nationale. Des politiques de soutien aux secteurs industriels et agricoles ont été mises en place pour renforcer la capacité de production interne et favoriser l'autosuffisance.

En 2022, ces politiques se sont poursuivies avec une attention particulière accordée à la diversification de l'économie et à la réduction des importations non essentielles. Des mesures de protection des industries nationales ont été mises en place pour favoriser la production locale et limiter les importations de biens substituables. Des incitations fiscales et des facilités ont été offertes aux entreprises locales pour les encourager à accroître leur production et à répondre à la demande intérieure.

Au deuxième trimestre de 2022, on observe une diminution de la hausse des prix des biens importés par rapport au premier trimestre de la même année, ce qui atténue l'impact sur les coûts pour l'Algérie. Cette situation est principalement due à une baisse des volumes d'importation, ce qui indique une réduction de la demande de biens étrangers.

Figure 24 : Croissance des importations et contributions (%)



Source : <https://documents1.worldbank.org/169>

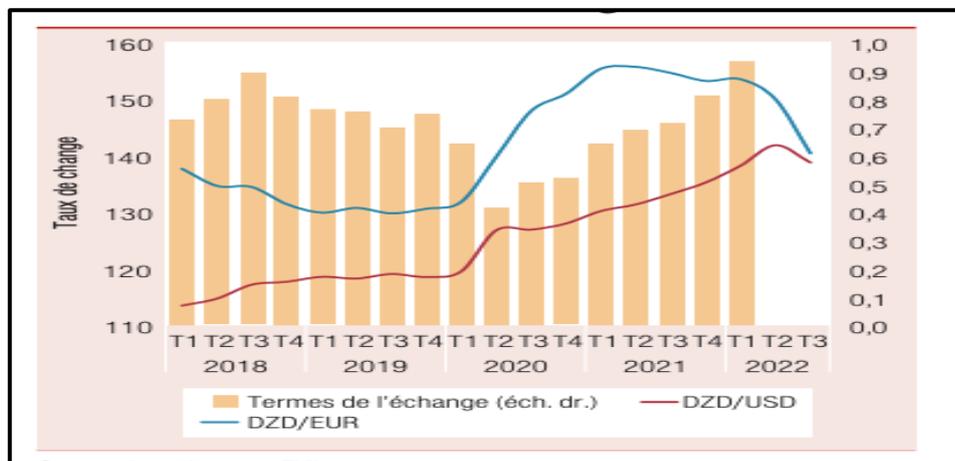
¹⁶⁹<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099521001042311492/pdf/IDU04c80cab60e1b5043f90af9105c50f444df02.pdf>, p08, consulté le 17/05/2023 à 12h00

Pour l'année 2023, les politiques de réduction des importations devraient se poursuivre. L'accent sera mis sur le renforcement de la compétitivité des secteurs nationaux, la promotion des exportations et la recherche de partenariats commerciaux stratégiques. Le gouvernement continuera à soutenir les entreprises locales, en particulier dans les secteurs clés tels que l'industrie, l'agriculture et les services, afin de réduire la dépendance aux importations et de favoriser une croissance économique durable.

3. Les fluctuations de la valeur du dinar algérien :

Les fluctuations de la valeur du dinar algérien peuvent avoir des répercussions sur la compétitivité des exportations et sur le coût des importations.

Figure 25 : Taux de change de Dinar Algérien (USD/EURO) par trimestre



Source : <https://documents1.worldbank.org>¹⁷⁰

Après avoir subi une dépréciation de 5,6% par rapport au dollar américain en 2021, suivie d'une autre dépréciation de 7,5% au premier semestre de 2022, le dinar algérien s'est redressé vis-à-vis du dollar au troisième trimestre de 2022, enregistrant une augmentation de 3,9% par rapport au taux de change global. En conséquence, le taux de change DZD/USD est revenu à son niveau du début de l'année. Parallèlement, la forte dépréciation de l'euro par rapport au dollar américain en 2021 (-7,1%), et surtout en 2022 (-15,6% jusqu'à fin septembre), a entraîné une appréciation du dinar par rapport à l'euro en 2021, et une accélération de cette appréciation au cours des neuf premiers mois de 2022 (12,4%), en raison du contexte de la guerre en Ukraine et de la chute de l'euro.

Étant donné que les exportations d'hydrocarbures sont libellées en dollars et que les importations proviennent principalement d'Europe et de Chine, les mouvements relatifs des taux de change ont contribué à l'amélioration des termes de l'échange de l'Algérie en 2021, une tendance qui s'est renforcée en 2022.

¹⁷⁰Op:cit, p07, consulté le 17/05/2023 à 12h10

Il est important de noter que l'appréciation du dinar par rapport à une devise spécifique peut avoir des conséquences variables sur les termes de l'échange avec d'autres pays. Les facteurs économiques, tels que les taux d'inflation, les politiques monétaires et les flux commerciaux, jouent un rôle crucial dans l'effet global sur les termes de l'échange.

Les fluctuations du taux de change du dinar algérien par rapport au dollar américain et à l'euro ont joué un rôle significatif dans l'amélioration des termes de l'échange de l'Algérie, favorisant ainsi son commerce extérieur.

En effet, la dépréciation de l'indice TCER indique une compétitivité relative en termes de prix des biens et services algériens par rapport aux biens et services étrangers. Cela peut avoir des implications sur les échanges commerciaux, notamment en favorisant les exportations et en rendant les importations plus coûteuses. Cependant, d'autres facteurs tels que la qualité des produits, la compétitivité structurelle et les politiques commerciales jouent également un rôle dans les échanges extérieurs.

En ce qui concerne la question de savoir si l'Algérie est sur la bonne voie en termes de croissance économique, une analyse plus approfondie est nécessaire, en tenant compte d'autres indicateurs économiques tels que le PIB, l'inflation, l'investissement, le chômage, etc. Les résultats présentés ici fournissent une indication limitée sur la performance économique globale du pays. Il est recommandé de consulter des études et des analyses économiques plus approfondies pour avoir une vision complète de la situation économique de l'Algérie.

En général, une baisse de l'indice TCER est censée rendre les exportations d'un pays plus compétitives sur le marché international, tandis qu'une augmentation de l'indice TCER peut rendre les importations moins chères et donc plus attractives pour les consommateurs nationaux. Cependant, la relation entre l'indice TCER et les échanges extérieurs est complexe et dépend de nombreux facteurs économiques tels que les coûts de production, la demande étrangère, la concurrence internationale, etc.

La relation entre le TCER et les échanges extérieurs en Algérie est assez complexe et dépendante de plusieurs facteurs tels que la compétitivité de l'économie, les politiques économiques du gouvernement et la demande mondiale pour les produits algériens.

Toutefois, une baisse du TCER peut rendre les produits algériens compétitifs et vigoureux sur les marchés internationaux, entraînant une augmentation des exportations et un repli des importations, ce qui peut améliorer la balance commerciale et donc dynamiser la croissance économique.

En effet, le processus qui conduit au choix d'un régime de change s'apparente à une analyse de type « coûts-bénéfices » dont le contexte international et les caractéristiques idiosyncratiques des pays concernés sont les déterminants.

Pour le cas des PED :

- Pour les pays en développement (PED), la décision de politique de change est souvent basée sur la nature des chocs et leur impact sur le développement économique.
- Lorsque les chocs sont de nature nominale, les régimes de change fixes sont préférables pour préserver la parité de la monnaie, la production, la demande et la structure des prix relatifs.
- En revanche, lorsque les chocs sont de nature réelle, les régimes de change flexibles permettent une variation des prix relatifs pour atténuer les effets de ces chocs.
- La politique de change a une influence sur le niveau de développement économique en réduisant les coûts de transaction, en stabilisant l'inflation et en assurant la compétitivité grâce à l'évolution du taux de change réel.
- Cependant, l'efficacité de la politique de change est limitée à court terme en raison de la volatilité accrue des taux de change dans les régimes flexibles.
- À moyen et long terme, l'efficacité de la politique de change dépend de la variabilité du taux de change réel et de sa capacité à s'ajuster rapidement à l'équilibre.
- Les désajustements du taux de change réel peuvent entraîner des modifications dans l'allocation des ressources et le système des prix relatifs, ce qui peut conduire à l'incertitude des décisions d'investissement, à l'instabilité des déficits commerciaux, aux crises monétaires et de change, et finalement à une croissance économique atone¹⁷¹.

3.1. L'impact du TC% sur la performance économique :

Le taux de change est un canal important de la politique monétaire pour influencer l'économie nationale. Une dépréciation de la monnaie nationale peut augmenter les exportations nettes et stimuler la production globale.

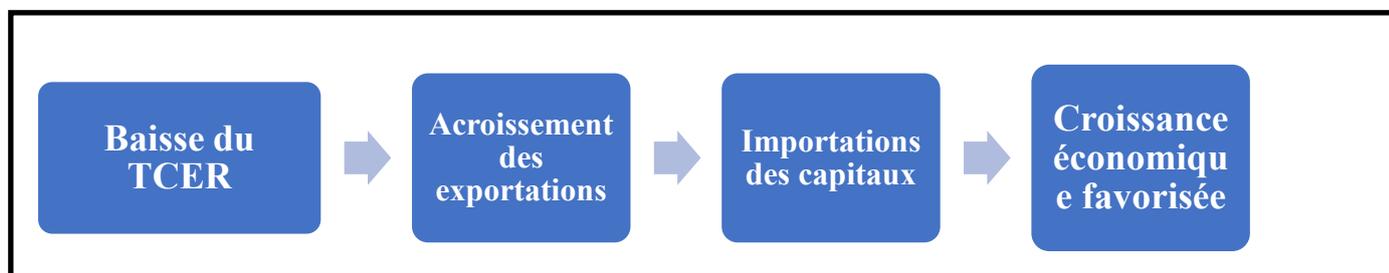
Le maintien d'un taux de change réel compétitif sans volatilité est crucial pour la croissance économique. Einchengreen soutient l'idée que le maintien d'un taux de change réel à des niveaux compétitifs et l'évitement d'une volatilité excessive sont primordiales pour la croissance économique.

¹⁷¹**Ferdinand Owoundi**, Régimes de change et désajustements des taux de change réels en Afrique subsaharienne : le niveau de démocratie importe-t-il ? , Dans Revue d'économie du développement 2019/4 (Vol. 27),

Il rajoute également que ce n'est pas la stabilité du taux de change qui favorise la croissance mais plutôt son niveau moyen, dans le cas où le taux de change connaît une surévaluation significative, il doit être rééquilibré afin d'encourager la croissance et le développement et ce à travers une dépréciation nominale conjuguée avec des politiques de modération salariales destinées à réduire les effets inflationnistes qui diminuent les revenus réels.

De plus, Einchengreen souligne que le maintien d'un taux de change réel à un niveau compétitif sans volatilité améliore l'impact des autres déterminants de la croissance tels que l'éducation et la formation, l'épargne et l'investissement, les connaissances organisationnelles et technologiques¹⁷².

Figure 26 : L'enchaînement de la croissance économique à travers la baisse du TCER



Source : Élaboré par l'étudiante suivant les données précédentes

4. Solutions et recommandations :

L'impact de la dépréciation du dinar algérien sur la balance commerciale peut être préoccupant, car cela peut entraîner une augmentation des importations et une diminution des exportations.

Voici quelques solutions et recommandations pour atténuer cet impact :

- Diversification des exportations :

Il est essentiel de diversifier les exportations algériennes en encourageant les industries non pétrolières. Cela permettra de réduire la dépendance excessive aux exportations d'hydrocarbures et de diversifier les sources de revenus en augmentant les exportations dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, le tourisme, etc.

- Promotion des produits locaux :

Encourager la production et la consommation de produits locaux peut contribuer à réduire les importations et à stimuler les exportations. Des campagnes de sensibilisation et de promotion peuvent être menées pour encourager les consommateurs à acheter des produits algériens, ce qui stimulera la demande intérieure et améliorera la compétitivité des entreprises locales sur le marché international.

¹⁷²BENADDA (Mokhtaria), op: cit, p121

- Partenariats internationaux et accords commerciaux :

La conclusion de partenariats internationaux et d'accords commerciaux peut aider à accroître les exportations algériennes en facilitant l'accès à de nouveaux marchés. La recherche d'accords de libre-échange ou de coopération économique avec d'autres pays ou blocs régionaux peut fournir des avantages concurrentiels aux exportateurs algériens et stimuler les échanges commerciaux. La destination Afrique devrait être de plus en plus prisée par les exportateurs algériens notamment avec l'adhésion de l'Algérie à la ZLECAF. L'adhésion de l'Algérie à la ZLECAF ouvre de nouvelles opportunités pour les exportateurs algériens vers le marché africain. Les avantages incluent une élimination progressive des droits de douane sur le commerce intra-africain et la possibilité de négocier à des prix compétitifs.

Pour faciliter les exportations vers ce marché, les pouvoirs publics fournissent des facilités logistiques telles que l'ouverture de villes frontalières, la construction d'infrastructures routières telles que la transsaharienne, le gazoduc reliant le Nigeria à l'Algérie, l'autoroute est-ouest et la modernisation des réseaux ferroviaires. Ces mesures visent à renforcer les exportations vers l'Afrique et à faciliter le commerce transfrontalier¹⁷³.

Figure 27 : Le projet routier la transsaharienne.



Source : <http://btp-dz.com/>¹⁷⁴

- Renforcement des capacités des exportateurs :

Il est important d'investir dans la formation et le renforcement des capacités des exportateurs algériens. Cela peut inclure des programmes de formation sur les techniques de marketing international, les normes de qualité, les exigences réglementaires, la gestion, l'audit et les procédures douanières. En renforçant les compétences des exportateurs, ils seront mieux préparés pour saisir les opportunités sur le marché international.

- Soutien aux PME et à l'entrepreneuriat :

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle crucial dans la diversification économique et les exportations. Il est donc essentiel de soutenir et de promouvoir les PME et l'entrepreneuriat en leur fournissant un accès facilité au soutien financier, comprenant des subventions et des prêts pour les jeunes entrepreneurs, ainsi qu'à la formation et au développement des compétences. Des incubateurs d'entreprises et des espaces de co-working

¹⁷³ DOUIDENE (Leila), HAMMOUTENE (Ali), op :cit, PP 292-293

¹⁷⁴<http://btp-dz.com/la-transsaharienne-de-la-route-a-un-nouveau-corridor-de-croissance-economique-interafricain/>, consulté le 19/05/2023 à 10h30

sont disponibles pour favoriser l'innovation et la collaboration entre les entrepreneurs, et des services de conseil et de mentorat sont également proposés.

- Amélioration du climat des affaires :

Un climat des affaires favorable est essentiel pour encourager les investissements et favoriser les exportations. Des réformes peuvent être entreprises pour simplifier les procédures administratives, réduire les obstacles bureaucratiques, renforcer l'État de droit, protéger les droits de propriété intellectuelle, simplifier l'approche potentiel des marchés et promouvoir la transparence. Ces mesures contribueront à accroître la confiance des investisseurs et des exportateurs, stimulant ainsi les activités économiques.

Il est important de noter que ces solutions et recommandations nécessitent une approche holistique et une mise en œuvre cohérente. Une coordination entre le gouvernement, les entreprises, les institutions financières et les organismes de soutien sera nécessaire pour maximiser l'efficacité de ces mesures et atténuer l'impact de la dépréciation du dinar algérien sur la balance commerciale.

A cet égard, l'Algérie a mis en place des réformes de soutien destinées à promouvoir les exportations hors hydrocarbures. Ces mesures visent à diversifier l'économie et à réduire la dépendance aux exportations d'hydrocarbures.

Le renforcement de la compétitivité à l'exportation du secteur agroalimentaire algérien ainsi que du secteur des nouvelles technologies de l'information et du numérique algérien a été soutenu par la Société internationale islamique de financement du commerce à travers l'Initiative Aide pour le commerce pour les États arabes.

De plus, ces secteurs bénéficient de l'exonération des impôts directs et taxes assimilées (TAP et IBS), ainsi que des taxes sur le chiffre d'affaires, afin de faciliter les procédures d'exportation.

En ce qui concerne les facilités bancaires, toute entreprise installée en Algérie et œuvrant dans le domaine de l'exportation de produits d'origine algérienne peut bénéficier de ces facilités. Cela est conditionné par la présentation de documents probants justifiant leur activité d'exportation.

- Attestation de domiciliation d'exportation ;
- Rapatriement et rétrocession du produit de la vente à l'exportation ;
- Dispositions financières concernant le commerce extérieur ;
- Dispositions financières concernant l'investissement à l'étranger par nos opérateurs économiques¹⁷⁵.

Cette combinaison de mesures vise à soutenir les exportations algériennes en encourageant la compétitivité des secteurs agroalimentaire et des nouvelles technologies, tout en simplifiant les procédures administratives et en offrant des avantages fiscaux. Ces efforts visent à promouvoir le développement des exportations et à renforcer la position de l'Algérie sur les marchés internationaux.

¹⁷⁵ <https://www.algex.dz/>, consulté le 18/05/2023 à 01h27

Conclusion du troisième chapitre :

Au terme de ce chapitre, qui porte sur l'étude de l'impact de la dépréciation du dinar algérien sur les échanges commerciaux de la balance commerciale, on a constaté que la majorité des

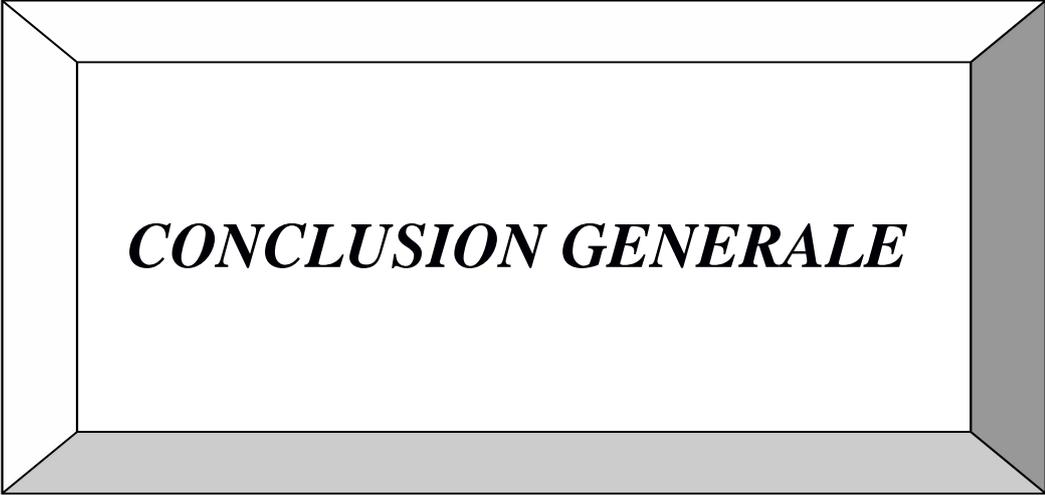
La réalisation d'une croissance économique rapide et le développement économique sont des objectifs primordiaux pour les pays en développement (PED) à moyen et long terme. Ils sont largement pris en compte lors de l'évaluation du niveau du taux de change et dans le choix du régime de change, et sont également considérés comme la base d'une transition vers une plus grande flexibilité, voire un régime de change flottant.

Cette transition vise à aligner davantage la politique de change sur les objectifs de développement économique et à éviter les risques du désajustement du taux de change, considérés comme préjudiciables. Cela s'inscrit dans le cadre d'une orientation économique tournée vers l'extérieur, qui met une pression supplémentaire sur le prix relatif des biens et services, en particulier sur le TCR, considérée comme un déterminant clé de la rentabilité à l'exportation et comme un critère essentiel pour promouvoir la croissance économique.

Cette approche souligne l'importance d'une politique de change adaptée aux objectifs de développement économique, afin de favoriser la compétitivité des exportations et de minimiser les risques de déséquilibres. En considérant le taux de change réel comme un élément central et un critère de profitabilité des exportations, elle cherche à soutenir une orientation économique orientée vers l'extérieur.

L'évolution de cette politique de change (Flottement dirigé) a des retombés sur les performances macroéconomiques notamment la croissance. L'objectif de cette étude est de déterminer l'impact d'une dépréciation du dinar algérien sur la balance commerciale pour la période 2015-2022.

La dépréciation du dinar puisse potentiellement avoir un impact sur le solde commercial, il est essentiel de combiner cette mesure avec des réformes de soutien aux exportations hors hydrocarbures pour diversifier l'économie et réduire la dépendance aux hydrocarbures de manière durable.



CONCLUSION GENERALE

Les échanges internationaux ont été impactés par une conjoncture nationale et internationale ardue, notamment en raison des répercussions continues de la crise sanitaire. Cette situation a eu des conséquences sur l'économie mondiale, qui a toutefois enregistré une croissance notable en 2021, bien que cette croissance ait été variable selon les pays et les secteurs d'activité. Toutefois, cette croissance a été accompagnée d'une intensification des pressions inflationnistes dans la plupart des économies, en raison des perturbations survenues dans les processus de production et d'approvisionnement liées à la crise sanitaire.

Cependant, en 2022, la situation s'est encore compliquée en raison du conflit Russo-Ukrainien, qui a provoqué une flambée considérable des prix internationaux de nombreux produits stratégiques. Cette flambée des prix a aggravé les pressions inflationnistes déjà présentes, créant ainsi de nouveaux défis pour les échanges internationaux et influençant leurs dynamiques.

Dans ce contexte, il est possible d'établir une corrélation entre les facteurs économiques et financiers tels que le déficit commercial et la dévaluation de la monnaie nationale. Le déficit commercial élevé peut contribuer à la dépréciation de la monnaie nationale, en particulier dans un contexte de perturbations économiques et de pressions inflationnistes. Cependant, il convient de noter que les fluctuations des taux de change sont également influencées par d'autres facteurs, tels que les politiques monétaires, les flux de capitaux et les événements géopolitiques. Sur ce, au terme de notre travail qui consistait à étudier l'impact de la dépréciation du dinar algérien sur l'ajustement de la balance commerciale, et afin de répondre à notre problématique :

Quel est l'impact de la dépréciation du dinar algérien sur l'ajustement d'équilibre de la balance commerciale ?

Il a fallu répondre à trois questions secondaires en confirmant ou infirmant les hypothèses proposées.

Au premier abord, le premier chapitre avait abordé les perspectives d'évolution du dinar algérien, en présentant les périodes et le déroulement chronologique des programmes structurels mis en place par l'État. Cela a permis d'enchaîner sur la politique de change en Algérie, où les fondements théoriques et l'organisation du marché de change ainsi que le fonctionnement du taux de change du marché ont été présentés. Le chapitre a également abordé l'historique général des régimes de change dans le monde, avant de se concentrer sur le cas spécifique de l'Algérie. Ensuite, une distinction a été faite entre les deux politiques monétaires, à savoir la dépréciation et la dévaluation :

- Une dépréciation se réfère à la baisse de la valeur d'une monnaie par rapport à d'autres devises sur le marché des changes. La dépréciation peut être causée par une variété de

facteurs, tels que des déséquilibres économiques, des changements dans les conditions de financement mondiales ou des événements politiques.

- La dévaluation se réfère spécifiquement à la réduction du taux de change officiel d'une monnaie par rapport à une autre devise ou à un panier de devises. La dévaluation est une décision prise par le gouvernement ou la banque centrale d'un pays dans le but de stimuler les exportations et de réduire les importations en rendant les produits locaux moins chers pour les acheteurs étrangers et les produits étrangers plus chers pour les consommateurs locaux

Ces résultats nous ont permis de confirmer la première hypothèse selon laquelle la baisse du taux de change par rapport à une autre devise et le déficit commercial entraînent une dépréciation de la valeur du dinar algérien. Ces facteurs font partie des nombreux autres qui contribuent à cette dépréciation monétaire.

En second lieu, dans le deuxième chapitre, nous avons commencé par présenter de manière générale la balance commerciale, en abordant les fondements théoriques, les institutions du commerce international et les concepts liés au commerce extérieur. Ensuite, nous avons analysé le mécanisme d'évolution de la balance commerciale algérienne et examiné les politiques mises en place pour tenter de maîtriser l'ouverture vers l'extérieur, notamment à travers les accords conclus. De plus, étant donné que l'inflation joue un rôle important de nos jours, nous avons étudié comment elle peut influencer la stimulation des exportations en Algérie.

La dépréciation de la monnaie nationale entraîne des conséquences, notamment une inflation monétaire qui dépasse les prévisions pour maîtriser les déficits des balances nationale les plus importantes. Cette situation menace le pouvoir d'achat des citoyens en raison de la faible valeur marchande de la monnaie nationale. Puis on a mis l'accent sur la politique de diversification en Algérie autant que ses exportations sont dominées par les hydrocarbures et l'accès à la mondialisation économique pour répondre à la demande étrangère en augmentant leur production et leur compétitivité pour que les avantages de la dépréciation puissent être pleinement exploités, ce qui confirme les deuxième hypothèses. Troisièmement, le dernier chapitre a porté sur une étude visant à analyser l'impact de la dépréciation du dinar algérien sur l'équilibre de la balance commerciale. Nous avons examiné l'évolution de la parité du dinar par rapport aux principales devises et l'impact des fluctuations du taux de change effectif réel (TCER) sur le volume des échanges commerciaux. Nos résultats ont révélé que la baisse du TCER peut rendre les produits algériens compétitifs sur les marchés internationaux, ce qui se traduit par une augmentation des exportations et une réduction des importations. Cela peut améliorer la balance commerciale et dynamiser la croissance économique. En revanche, une

augmentation de l'indice TCER peut rendre les importations moins chères et freiner les exportations. Ces résultats confirment la troisième hypothèse concernant les scénarios de dépréciation à long terme du dinar algérien.

1. Résultats de l'étude

À travers cette démarche, et après avoir mis en avant les apports précédents concernant le l'impact de la dépréciation du dinar algérien sur la balance commerciale et la performance économique, il est essentiel de conclure que :

- Notre étude met l'accent sur l'importance d'un choix de régime de change basé sur une évaluation rigoureuse des caractéristiques structurelles de l'économie d'un pays ainsi que des risques économiques qui lui sont propres. Nous soulignons que ce choix n'est pas standardisé et ne peut être appliqué de manière uniforme à tous les pays.
- Une forte divergence des taux d'inflation entre les pays crée un cercle vicieux où il est préférable d'opter pour la flexibilité de change. Lorsque les taux d'inflation diffèrent considérablement, un régime de change flexible permet aux pays de s'ajuster en fonction de leurs conditions économiques internes, atténuant ainsi les pressions inflationnistes et maintenant la compétitivité sur les marchés internationaux. Le choix du régime de change doit tenir compte de ces facteurs afin de favoriser une stabilité économique durable de la balance commerciale.

2. Recommandations

- Mettre en place des exonérations fiscales pour les entreprises exportatrices du secteur des hors hydrocarbures. Cela pourrait encourager la diversification des exportations et stimuler d'autres secteurs de l'économie, en réduisant les charges fiscales pour ces entreprises et en l'incitant à se développer sur les marchés internationaux.
- Renforcer la politique monétaire restrictive visant à lutter contre un taux d'inflation élevé.
- Favoriser le développement et la croissance des industries locales, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée et la compétitivité, peut aider à augmenter les exportations non pétrolières. Cela peut être réalisé en offrant des incitations fiscales, en soutenant la recherche et le développement, et en facilitant l'accès aux financements pour les entreprises locales.
- Réformer les réglementations et les procédures bureaucratiques pour rendre l'environnement des affaires plus attractif et favorable aux investissements (Amélioration du climat des affaires). Cela peut inclure la simplification des procédures administratives, la protection des droits de propriété intellectuelle, la lutte contre la corruption et l'amélioration de l'efficacité des services publics.

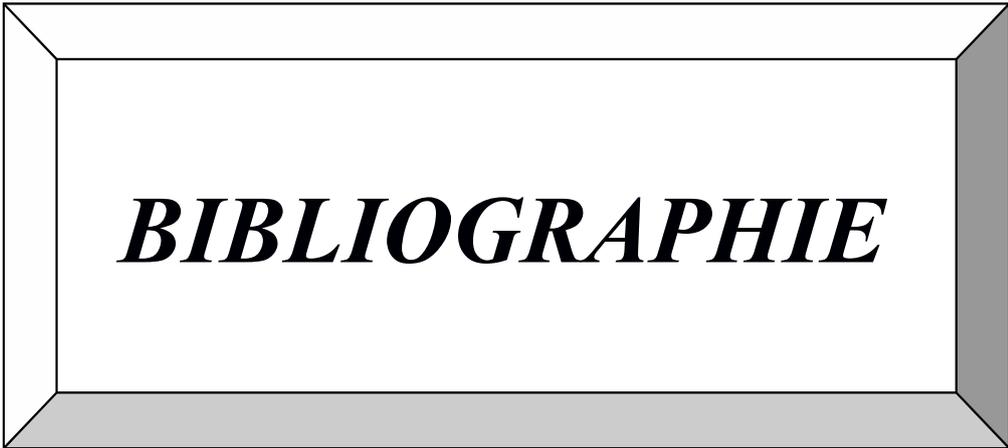
- Investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre, encourager l'innovation et l'adoption des nouvelles technologies. Cela contribuera à renforcer la compétitivité des entreprises sur les marchés internationaux et à attirer des investissements étrangers.
- Explorer de nouveaux marchés et établir des partenariats commerciaux solides avec d'autres pays peut aider à diversifier les sources d'exportation et à stimuler les échanges commerciaux. La recherche d'accords commerciaux favorables et la participation active dans les organisations régionales et internationales peuvent également faciliter l'accès à de nouveaux marchés.
- Encourager l'investissement national en offrant des incitations, des garanties et des mesures favorables aux entreprises exportatrices locales. Cela peut contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et à la réduction des déséquilibres commerciaux.

3. Limites de l'étude

Cette étude a été confronté à un nombre de limites , se traduisant dans le manque de données relatives aux document financiers récents qui peuvent transmettre une image plus fiable en matière d'évaluation tenant compte du contexte financier macroéconomique dans lequel cette étude a été mené et par le manque d'information sur l'environnement externe de la firme qui pourrait servir de référence en matière de connaissance de la situation du secteur d'activité et donc du choix de la méthode d'analyse des données et d'interprétation des ratios calculés.

4. Pistes de recherche

On a déduit que cette étude pourra être traité d'une manière encore plus vaste et riche en contenu dans un contexte de démarche d'analyse économétrique pour avoir des résultats plus concrets, d'autant plus qu'une étude sur l'impact de la dépréciation de dinar algérien sur l'ajustement de la balance commerciale.



BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE**I-LES OUVRAGES :**

1. **ALAIN (Beitone), ESTELLE (Hemdane)**, Ouvrage. L'expérience du flottement des monnaies, Relations monétaires internationales, 2018
2. **AFFILE (Bertrand), GENTIL (Christian)**, « Les grandes questions de l'économie contemporaine », Edition : l'Étudiant, 2007
3. **Ahmed (Silem), Jean-Marie (Albertini)**, Lexique d'économie, *Dalloz*, 12 septembre 2018
4. **GEHENNE, JEAN-CLAUD**, Dictionnaire thématique des sciences économiques et sociales, Dunot, Paris, 1999
5. **Ricardo (David)**, « Des principes de l'économie politique et de l'impôt » Chapitres I à XVI, Ecole normale supérieure de Lyon, 1817
6. **وليد عبد الحميد عايب**, الأثار الاقتصادية الكلية للإنفاق الحكومي، المنهل، 2010، ص223

II-LES ARTICLES :

1. **Anoke Charity Ifeyinwa, Odo Stephen Idenyi, Ogbonna BigBen**, "Effect of Exchange Rate Depreciation on Trade Balance in Nigeria", Volume 21, Issue 3, Ver. IV (Mar. 2016) PP 72-81 e-ISSN: 2279-0837, ISSN: 2279-0845
2. **BEDJAOI (Zahira)**, « Synthèse sur les réformes monétaires en Algérie et leurs implications sur quelques indicateurs macroéconomiques (1962-2012), Revue d'économie et de management », Volume 12, N°1, Université de Tlemcen, 01/04/2013
3. **BENADDA (Mokhtaria)**, « Taux de change et croissance économique : Une analyse en modèle VAR : Cas de l'Algérie », Revue algérienne d'économie et gestion, Volume 10, Numéro 3, 2016
4. **BENMOUSSA (Mohammed), DAHLAB (Ania)**, « Revue théorique sur la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique Algérienne », Université Ziane Achour – Djelfa, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, 2019
5. **BOUKERROU (Farid), DJAALAB (Samira)**, « Balance des paiements, taux de change et dévaluation de la monnaie en Algérie », Faculté des sciences économiques Université Constantine 2 (Algérie), n°40, Décembre 2013
6. **BOURI (Sarah), BADRAOUI (Chahinez)**, Revue Stratégie et développement : « Les déterminants du taux de change réel en Algérie - Analyse empirique - », Volume : 09 / N° : 03 (2019), Tlemcen, Algérie

7. **CHEBBAH (Khaled)**, « Évolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 Constat et analyse », Revue Campus N°7, Faculté des sciences économiques et de gestion U.M.M.T.O
8. **CHEBBAH (Khaled)**, « Évolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 Constat et analyse », Revue Campus N°7, Faculté des sciences économiques et de gestion U.M.M.T.O
9. **Coudert V.& J.P. Yanitch**, « Dix ans de transition des régimes de change des pays de l'Europe Centrale et Orientale candidats à l'Union Européenne : bilan et perspectives », in Bulletin de la Banque de France, N°. 99, 2002
10. **DENNOUNI(Abdelmadjid)**,« Les causes et les conséquences de la dévaluation en Algérie », Cahiers du CREAD N°43, 1er trimestre 1998
11. **Dhakir (Abbas Ali), Fuadah (Johari), Mohammad (Haji)Alias**, “The Effect of Exchange Rate Movements on Trade Balance: A Chronological Theoretical Review”, Hindawi Publishing Corporation Economics Research International Volume 2014, Article ID 893170
12. **DOUIDENE (Leila), HAMMOUTENE (Ali)**, « L'exportation de d'offre algérienne hors hydrocarbures sur les marchés africains : Potentiel et obstacles », Revue Le Manager Vol. 08, N°02 : 2021
13. **Ferdinand Owoundi**, « Régimes de change et désajustements des taux de change réels en Afrique subsaharienne : le niveau de démocratie importe-t-il ? » , Dans Revue d'économie du développement 2019/4 (Vol. 27),
14. **Gustave (Massiah)**, « La dette algérienne et l'ordre mondial, revue confluences », N° 11, éditions L'Harmattan, été 1994
15. **Hamiche Zina, Boussafi (Kamel)**, « Dévaluation, à la recherche de l'équilibre de la balance commerciale Beam Journal of Economic Studies », Volume3, N°01, 2019
16. **Jézabel Couppey-Soubeyran**, “Alternatives Economiques”, N°314, juin 2012
17. **KENNICHE (Mohamed)**, « Monnaie surévaluée, système de prix et dévaluation en Algérie, Cahiers du CREAD », Volume 17, N°57,06/09/2001
18. **Kerzabi (Zouleykha), Kerzabi (Dounia)**, « Réflexion sur dévaluation du Dinar algérien », Journal of Economic Papers, Volume 8, N°1,20/03/2017
19. **Lebsaira (Meriem)**, Revue des Sciences Commerciales : Causes et conséquences de la dépréciation du dinar algérien, Volume16, N°2, 30/06/2017, École des hautes études commerciales
20. **LEKKAM (Abdelkrim Boudjelal)**, « les régimes de changes adoptés par la Banque d'Algérie : pour ou contre ? », Les Cahiers du Cread, Volume 37, N°1,29/03/2021

21. **MEDACI NARIMENE&BELKACEM DJAMILA**, « La conduite de la politique monétaire en Algérie : objectifs et efficacité des instruments », ENSSEA,2012
22. **Mhamed ZIAD**, « Taux de change et commerce extérieur en Algérie : Essai d'estimation », ISSN : 2489-2068 Vol 5 – Numéro 3 (2020),
23. **Natixis, Patrick Artus**, “Flash Economie”, N°657 (3/10/2012), N°617 (18/09/2012), N°568 (31/08/2012)
24. **OZTURK, (Ilhan)**, “Exchange rate volatility and trade”: A literature survey, International Journal of Applied Econometrics and Quantitative Studies Vol.3-1 (2006)
25. **PIERRE- HUBERT B, ARMAND D**, « La dévaluation : Théorie et pratique des dévaluations et des réévaluations », 3^{ème} édition, 1976 108
26. **RAHAL (Farah), HARBI (Lydia)**, « Analyse de l'Accord d'Association entre l'Algérie et l'Union Européenne sur le Commerce International de l'Algérie Étude de Cas : Ministère du Commerce », Volume11, 30/11/2020
27. **Wladimir Andreff**, « Économie de la transition: la transformation des économies planifiées en économies de marché », Editions Bréal, 2007
28. **ZEMOURI (Messaoud)**, « La portée du succès du post-ajustement dans le cas de l'Algérie », Revue des Sciences Économiques et de Gestion , N°2, 2003
29. **ZIDAT (Rafika), ACHOUCHE (Mohamed)**, « Le choix d'un régime de change pour l'Algérie : Une approche en logit binaire », Les Cahiers du Cread, Volume 34, N°1, 31/12/2018

III-LES THESESES :

1. **ACHOUR (Tani Yamna)**, « L'analyse de la croissance économique en Algérie », THESE De Doctorat, Université de Tlemcen, 2013-2014
2. **ADOUKA (Lakhdar)**, « Modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM », Thèse de Doctorat, Université ABOU-BAKR BELKAÏD Tlemcen, 2012
3. **CHIAL (Hichem)**, « Les variations du taux de change réel influencent-elles l'inégalité des revenus entre zones urbaines et rurales en Algérie ?, « Rapport de recherche, Université de Montréal, Décembre 2003
4. **Karat-Mostefa (Farah)**, Les causes de la perte de confiance en les banques centrales, Mémoire de magister en économie, finance internationale, Université d'Oran,2012,

5. **RENNANE (Rabeh)**, L'impact des variations des taux de changes sur les comptes de la balance des paiement, Mémoire de magister en Sciences économique, Finance internationale, 2012-2013

6. **بن زعرور(شكري)**، مسار برامج التصحيح الهيكلي وإصلاح السياسات الاقتصادية الكلية: دراسة حالة الجزائر، شهادة دكتوراه في العلوم الاقتصادية، جامعة الجزائر 3، 2015-2016 ،

IV-SUPPORT DU COURS :

1. **BOUDJEMA, R**, « cours de comptabilité nationale » INPS, TomeI

2. **وليد عبد الحميد عايب**، الآثار الاقتصادية الكلية للإنفاق الحكومي، المنهل، 2010

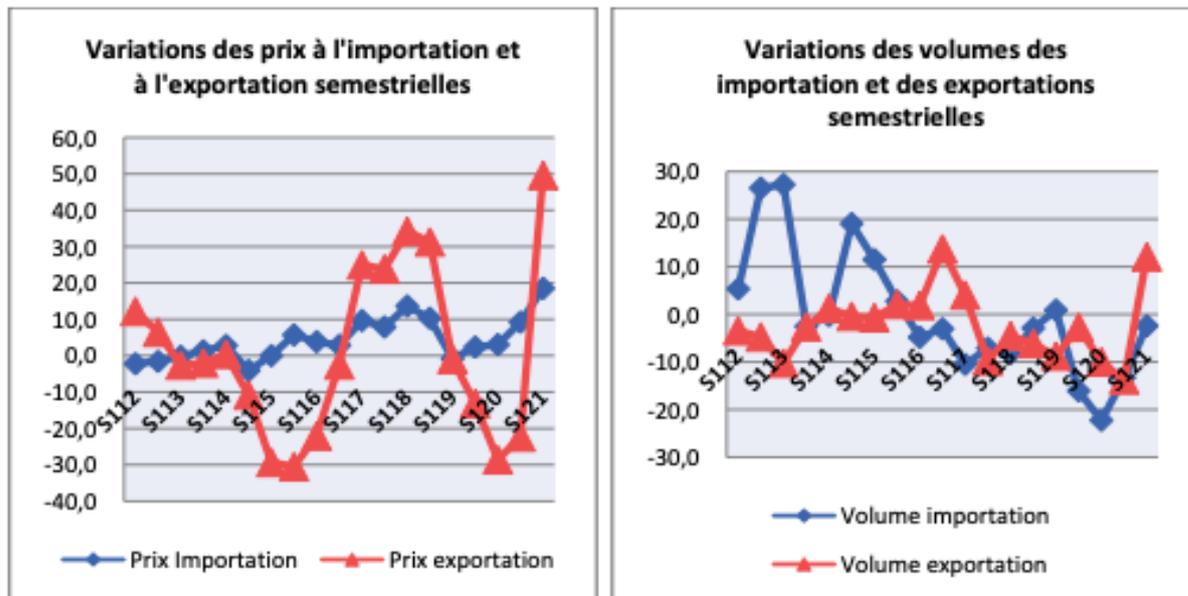
V- WEBOGRAPHIE :

1. <https://www.algex.dz/>
2. <http://archives.lesechos.fr/>
3. <http://bibliotheque.pssfp.net/livres/>
4. <http://btp-dz.com/la-transsaharienne-de-la-route-a-un-nouveau-corridor-de-croissance-economique-interafricain/>
5. <http://jeromevillion.free.fr/>
6. <http://jeromevillion.free.fr/>
7. <http://leguidedurentier.free.fr>
8. <https://blog.ibanfirst.com/fr/>
9. <https://conseilaudit.com/>
10. <https://ecoactu.ma>,
11. <https://economie.fgov.be/fr/>
12. <https://perso.univ-rennes1.fr/>
13. <https://ses.webclass.fr/>
14. <https://wp.unil.ch/bases/2013/05/modele-heckscher-ohlin/>
15. <https://www.actu-environnement.com/>
16. <https://www.bank-of-algeria.dz/>
17. <https://www.banque-france.fr/>
18. <https://www.banquemondiale.org/fr>
19. <https://www.centralcharts.com/fr>
20. <https://www.commerce.gov.dz/fr/>
21. <https://www.cvce.eu/>
22. <https://www.dcw-mostaganem.dz/?q=fr/>
23. <https://www.douane.gov.dz/>

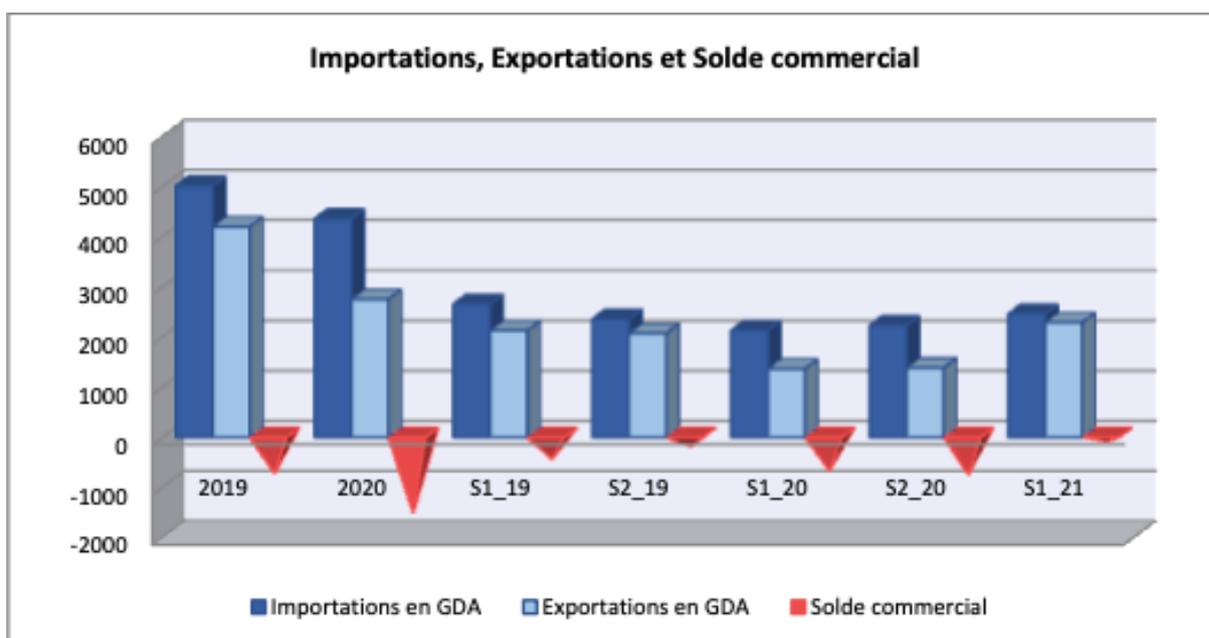
24. <https://www.eeas.europa.eu/>
25. <https://www.etudier.com>
26. <https://www.fortuneo.fr/>
27. <https://www.gefco.net/fr/>
28. <https://www.glossaire-international.com/>
29. <https://www.ig.com/fr/>
30. <https://www.lafinancepourtous.com/>
31. <https://www.leaders.com.tn/>
32. <https://www.lenouveleconomiste.fr/>
33. <https://www.lumni.fr/>
34. <https://www.maxicours.com/>
35. <https://www.melchior.fr/>
36. <https://www.toupie.org/>
37. <https://www.toupie.org/>
38. <https://www.toupie.org/>
39. <https://www.vie-publique.fr>
40. <https://www.wto.org/>
41. <https://youmatter.world/fr/>

ANNEXES

ANNEXE 01 : Variation des prix et volumes des exportations et importations



ANNEXE 02 : Evolution de la balance commerciale de l'Algérie par trimestres



ANNEXE 03 : Principales données économiques de l'Algérie

	2021	2022	2023
PIB (USD mia.)*	151	154,6	158,3
PIB/habitant (USD)*	3701	4294	4362
Taux de croissance (% du PIB)*	4%	2,4%	2,4%
Taux d'inflation (%)*	7,2%	8,7%	8,2%
Taux de chômage (%)*	13,4%	14,8%	9,1%
Solde budgétaire (% du PIB)*	-3,8%	-5%	-5,6%
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-2,8%	2,9%	-0,2%
Dette extérieure totale (% du PIB)**	2%	1,9%	1,8%
Service de la dette (% des exportations)**			
Réserves (mois d'importations)**	11	10	n.d.

ANNEXE 04 : Partenaires commerciaux de l'Algérie en 2021

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ³	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ¹⁰
1	Italie	6 267,9	15,9%	+82%	1	Chine	6 846,1	18,1%	+18,4%
2	France	5 303,8	13,5%	+61,3%	2	France	3 163,9	8,4%	-13,2%
3	Espagne	4 973,5	12,6%	+112,4%	3	Allemagne	2 615,8	6,9%	+17,3%
4	Turquie	2 488,1	6,3%	+17,3%	4	Italie	2 260,2	6%	-6,8%
5	Pays Bas	2 396,4	6,1%	+133,6%	5	Espagne	2 116,9	5,6%	-1%
6	Chine	1 907,9	4,8%	+63,8%	6	Brésil	1 956,4	5,2%	+46,4%
7	États-Unis	1 839,7	4,6%	n.d. ⁴	7	Turquie	1 707,9	4,5%	+15,5%
8	République de Corée	1 681,6	4,2%	n.d.	8	Argentine	1 654,2	4,4%	+195%
9	Malte	1 328,9	3,3%	n.d.	9	Russie	1 418,1	3,7%	+65,3%
10	Royaume Uni	1 187,6	3%	n.d.	10	États-Unis	1 334,3	3,5%	-4,8%
	Suisse	31,6	0,08%	-56,1%		Suisse	217	0,5%	-28%
	Total	39 280,8	100 %	+65%		Total	37 683,2	100 %	+9,5%